

La gauche révolutionnaire est éliminée du gouvernement péruvien

LIBRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauv-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 DA ; Arabie, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 sch. ; Espagne, 12 pt. ; Canada, 5 C. ; Danemark, 3 kr. ; France, 20 fr. ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 200 L. ; Japon, 100 ¥. ; Pays-Bas, 10 f. ; Portugal, 20 esc. ; Royaume-Uni, 10 p. ; Suède, 10 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 10 cts. ; Yémen, 10 r. ;

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ÉCRIVAINS
75007 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 0207-23 Paris
Tél. Paris 01 69 69 76
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Paris-Moscou ou l'amitié soupçonneuse

La visite de M. Savaryn, ministre des Affaires étrangères, à Moscou n'a pas dissipé toute l'ambiguïté entre la France et l'U.R.S.S. Mais l'ambiguïté n'est pas dans la nature même des relations entre deux pays qui, pour des raisons d'ordre commun, ont des intérêts communs. Elle est dans le fait que les deux systèmes, différents, et pas seulement du point de vue des idéologies, ont des intérêts communs. Les Soviétiques ont voulu mettre en relief le prix qu'ils attachent aux relations avec la France, la présence de M. Brejnev, Kossyguine et Podgorny pour un échange de lettres entre les ministres des Affaires étrangères. Mais tout a fait inattendu, et à première vue, la presse soviétique monte l'événement en épingle. Mais les paroles prononcées par M. Gromyko, après qu'il eut reçu de M. Savaryn l'assurance que la politique militaire de la France n'était pas modifiée, confirment qu'il n'a pas été convaincu. Pour le Kremlin, l'« approfondissement » de l'amitié franco-soviétique n'est pas une « certitude » : c'est un espoir qu'il faut vouloir sans être sûr que la France y éprouve.

Si l'accord de Moscou est d'une nature pratique discutable et discutable, la figure dans une scène de l'« Au cas où » de vous inquiéter par inadvertance une bombe atomique, ne le semez pas mal ! Mais, son intérêt politique est indéniable. Mais il n'est pas le même pour les deux parties.

Pour le gouvernement français, le document signé à Moscou souscrivant la « reconnaissance » de l'indépendance de la République de Chine, les Soviétiques visent plus loin. On sait qu'ils multiplient les efforts pour attirer les Occidentaux à concevoir des accords de coopération qui les considèrent comme tels. L'accord soviéto-américain de 1971 sur le risque nucléaire a ouvert la voie à celui de 1975 sur la prévention de la guerre atomique. Le Kremlin ne cherche-t-il pas à entraîner la France dans la même voie ? L'agence Tass ne cache pas que, sur lui, le texte du 16 juillet est un début de processus de limitation de la course aux armements.

S'il en allait ainsi, ce serait un saut de géant dans la politique internationale de sécurité. En fait, l'objectif de la France n'est pas de prévenir la guerre nucléaire mais la guerre tout court, sans cette option, la force de l'apogée française est avant tout défensive, destinée à décourager l'agresseur éventuel. Le contributeur ainsi à maintenir une mauvaise paix ou à l'éclater, l'attitude à Paris maintenant défendable, une bonne guerre atomique. Le changement de rapport des forces ne peut naître que de la détente. C'est bien ce que Savaryn a rappelé à Gromyko. Autrement dit, une détente prolongée, solidement strée dans les mœurs, générale d'une confiance mutuelle durable, doit précéder le saut de géant, et non le contraire. — prend-on le chemin ?

A son tour à la lettre, l'agence parvient à susciter en U.R.S.S. l'article du général Méry aurait paru presque comique. En quel les Soviétiques « bandon du » tout ou rien ? L'état-major français ? D'ailleurs en conclure qu'ils prennent la « riposte massive » à la riposte graduée ?

Le fait est cependant que dans la controverse barbare franco-soviétique les mots et même les personnes. Le général de Gaulle, mais son anticommunisme, inspire confiance au Kremlin parce qu'on savait que son non était non et son oui oui. Georges Pompidou aussi, dans la mesure où il avait été le plus proche collaborateur du général. Brejnev ne sait pas sans doute si bien ce qu'il doit penser de Giscard d'Estaing, mais il est sûr qu'il redoute que les communistes français n'aient bon lorsqu'ils l'accusent de tourner à l'atlantisme.

(Lire nos informations page 2.)

Le gouvernement espagnol propose une large amnistie

Le nouveau gouvernement espagnol, présidé par M. Adolfo Suarez, a proposé au roi Juan Carlos la proclamation d'une large amnistie politique. Des élections générales auront lieu avant le 30 juin 1977. Un référendum sur le problème de la réforme constitutionnelle sera organisé, sans doute à l'automne. Telles sont les décisions adoptées à Madrid ce samedi 17 juillet à 3 h. du matin, à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire qui n'a pas duré moins de sept heures.

Dans sa déclaration d'intention, le gouvernement, qui doit affronter les Cortès la semaine prochaine, se déclare prêt, d'autre part, à dialoguer « avec les groupes politiques sympathisants et avec ceux de l'opposition ». C'est la première fois, depuis la mort de Franco, que les dirigeants de Madrid offrent publiquement le dialogue avec les chefs des groupes de l'opposition démocratique dont on a noté la prudence de jugement sur la nouvelle équipe dirigée par M. Adolfo Suarez. On signale également avec intérêt à Madrid les entretiens que le chef du gouvernement a eus vendredi avec certains représentants modérés de l'opposition, en particulier avec José María Gil Robles, ancien ministre sous la République, leader actuel d'un groupe démocrate-chrétien.

La diversité des peuples

Pour la première fois aussi depuis décembre dernier, le gouvernement utilise dans la formulation de sa déclaration l'expression « souveraineté du peuple ». Dans le passage ayant trait à l'amnistie, il est dit que le gouvernement « exprime sa conviction que la souveraineté revient au peuple et proclame son intention de travailler à l'instauration d'une « démocratie démocratique basée sur les droits de l'homme, les libertés, l'égalité politique pour tous les groupes démocratiques et un pluralisme réel ».

L'amnistie, estimée-on, sera sans doute proclamée par le roi à l'occasion de son prochain voyage à Saint-Jacques-de-Compostelle, en Galice, le 25 juillet. Elle doit intéresser tous les détenus politiques, à l'exception de ceux qui ont été condamnés pour avoir attenté « à la vie ou à l'intégrité physique des personnes ». En seraient donc exclus, comme on le prévoyait, tous les condamnés pour crimes de guerre, et en particulier les militants du F.R.A.P. ou de l'E.T.A. Des estimations sérieuses, publiées la semaine dernière par les journaux d'information et de l'Espagne, fixent le nombre des détenus politiques à la fin de l'année dernière à environ trois cent cinquante personnes.

Parmi elles figuraient un certain nombre de militants et de dirigeants du parti communiste, incarcérés pour délit d'opinion, sur six cent trente-six. A l'issue du conseil des ministres, M. Andres Balseguya, porte-parole du gouvernement, a précisé le programme et les décisions avaient été adoptées « à l'unanimité sur tous les points », démontrant ainsi les résumés sur des discussions de dernière minute entre ministres civils et militaires. Le programme reconnaît l'existence de « courants d'opinion variés », affirme son respect pour ces différents courants, et déclare qu'il est prêt à « les voir se re-

NOTRE LIBERTÉ DE CHOIX EXCLUT PAS DES RELATIONS PRIVILÉGIÉES AVEC LA FRANCE

déclare au « Monde » le président du Cameroun

Le président de la République du Cameroun, M. Ahmadou Ahidjo, est attendu lundi 19 juillet, à Paris, pour une visite officielle qui s'achèvera jeudi. Il aura plusieurs entretiens avec M. Giscard d'Estaing qu'il avait rencontré, pour la dernière fois, en septembre 1974. Le chef de l'Etat camerounais a accordé au Monde une interview dans laquelle il déclare notamment : « Notre totale liberté de choix n'exclut pas les relations privilégiées avec la France, et nous les préserverons ». A propos de l'évolution de l'Afrique australe, M. Ahidjo insiste sur le fait que « l'indépendance n'est pas une fin en soi, mais un moyen de parvenir à la liberté et à la prospérité ». Brejnev ne sait pas sans doute si bien ce qu'il doit penser de Giscard d'Estaing, mais il est sûr qu'il redoute que les communistes français n'aient bon lorsqu'ils l'accusent de tourner à l'atlantisme.

(Lire notre supplément Cameroun pages 5 à 12 et 19 à 24.)

M. Ali Aref renonce à gouverner Djibouti

M. Ali Aref a annoncé samedi 17 juillet, à son arrivée à l'aéroport d'Orly, sa démission de la présidence du conseil de gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas. Il avait quitté Djibouti sans avoir répondu favorablement à la demande formulée jeudi par le haut commissaire de la République de convoquer le 22 juillet la Chambre des députés à une session extraordinaire. M. Ali Aref, minoritaire au sein de cette Assemblée, estimait inutile une telle réunion.

Faisant allusion à l'attitude des Somaliens, M. Ali Aref a déclaré qu'il était « devenu gênant pour les forces d'annexion » qui ont « tout mis en œuvre pour désagréger la majorité » à la Chambre. Il entend poursuivre « le combat » pour que le T.F.A.I. « accède à l'indépendance réelle dans l'ordre et l'unité ». Il estime cependant que « l'opposition fait la loi à Djibouti » et craint que la communauté des Afars ne soit victime d'un « génocide ».

Une page tournée

Le 31 décembre 1975, M. Ali Aref, rendant compte des entretiens qu'il avait eus la veille avec M. Giscard d'Estaing et Chirac, avait annoncé le « coup d'envoi » du processus devant mener le Territoire à l'indépendance, une solution que le président du conseil de gouvernement avait longtemps rejetée, mais qu'exigeaient ses adversaires locaux. Forts de ce succès, ces derniers allaient poursuivre leurs efforts pour l'éliminer de la scène politique. M. Ali Aref dut rapidement faire face à une contestation croissante, tandis que l'audience des dirigeants de l'opposition, M. Ahmed Dini et Hassan Gouled, et de leur parti, la Ligue populaire africaine pour l'indépendance, ne cessait de grandir. Déjà en novembre 1975, treize députés, membres de la Chambre des députés de Djibouti, groupe d'opposition dirigé par M. Barkhat Gouinat, s'étaient abstenus de voter la confiance au président.

Au début de 1976, M. Aref avait opté en faveur de la manière forte. Légionnaires et gendarmes avaient multiplié les opérations

de police dans les quartiers populaires, contrôlant l'identité des habitants et effectuant des perquisitions. Au début de février, une opération du Front de libération de la Côte des Somaliens, organisation clandestine dirigée depuis Mogadiscio, portait la tension à son comble.

Un commando prenait le contrôle d'un car de ramassage scolaire dans lequel se trouvaient trente enfants, et le conduisait vers la poste-frontière de Loyada. L'intervention de l'armée aboutit à la libération des écoliers. Une petite fille trouva la mort au cours de l'action, et les terroristes furent tués.

Ces événements devaient accentuer la coupure entre la communauté française et la population autochtone, d'une part, et entre cette dernière et M. Ali Aref, d'autre part. Celui-ci profita de la crise pour incarner M. Ahmed Dini et plusieurs autres dirigeants de la Ligue populaire africaine.

DANIEL JUNQUA.

(Lire la suite page 4.)

L'OUVERTURE DES JEUX OLYMPIQUES DE MONTRÉAL

Des records sans limite ?

Les XVIII^e Jeux olympiques ont ouvert, ce samedi 17 juillet, à Montréal, par la reine Elizabeth. Après une semaine consacrée au règlement politique des dissensions nées de la présence des athlètes de Taiwan et de Nouvelle-Zélande, l'attention va se porter désormais sur les concurrents.

Dores et déjà Taiwan, l'île Maurice, le

Nigeria, l'Ouganda, la Somalie, la Tanzanie et la Zambie ont décidé de se retirer des Jeux. D'autres pays africains les suivront peut-être.

Malgré ces défections, de nombreux records seront sans doute battus dans toutes les disciplines. La limite physiologique serait-elle près d'être atteinte ? C'est le problème qu'analyse ci-dessous Jean-Louis Lavallard.

par J.-L. LAVALLARD

Pis encore, chaque spécialité pourrait devenir le domaine propre d'une race dont les caractéristiques physiologiques seraient particulièrement adaptées. La prédominance des coureurs noirs dans les courses de vitesse a pu le laisser croire. Mais il s'agit plutôt d'un effet sociologique. Tous les records mondiaux de 100 mètres sont américains, c'est donc plus le statut social du Noir américain qui est en cause que la couleur de sa peau. Les conditions de vie (en particulier les possibilités liées au sport d'entraîner gratuitement dans les universités) ont orienté les Noirs américains vers les courses de vitesse alors qu'ils ont, par exemple, négligé la natation, faute probablement d'accès facile à la piscine dans leur milieu d'origine. Des conditions sociologiques et psychologiques différentes auraient probablement donné des résultats inverses.

La grande sportive dépend d'un grand nombre de facteurs. La qualité individuelle est certes nécessaire. Mais l'environnement général, les conditions psychologiques, les possibilités d'entraînement ne sont pas moins. Le hasard n'a pas décidé que la plupart des records mondiaux appartiennent à des pays économiquement développés. Mais les conditions optimales ne sont pas celles que dans ces pays. Il est donc légitime de mentionner la nation

nalité des records : leur pays a fait beaucoup pour leur réussite.

(Lire la suite page 25.)

A AIX-EN-PROVENCE

Un nouveau « Don Giovanni »

La page est bien tournée, le Festival d'Aix-en-Provence, des décrets d'instruments de musique « comprimés » par César ont remplacé les tapisseries de Berain sur les affiches et le « Don Giovanni » décoré par Cassandre ne subiste plus que dans nos souvenirs. Il n'est pas sûr que le nouveau aille le rejoindre.

On savait bien que ce « Don Giovanni » ne pouvait ressembler en rien à celui qui fut créé en 1949 alors que les « réalisateurs » actuels avaient respectivement, Jean-Pierre Vincent, à peine sept ans, Jean Dauterive, dix ans et demi, et Patrice Chéreau, deux ans. Du moins espérait-on un nouveau miracle, qui ne s'est pas produit.

Non que cette réalisation soit pauvre — ces jeunes gens sont pleins d'idées et ont le sens du théâtre, — mais elle rompt d'une part l'accord établi entre la musique de Mozart et le paysage, l'« air aixois », ce qui peut se justifier. D'autre part, elle semble très éloignée de l'époque, de l'esprit et du génie de Mozart. On dirait même qu'elle l'annule involontairement par un décapage radical. Cela tient sans doute à l'ardeur de néophytes qui — bien qu'ils s'en défendent — abordent ici leur première mise en scène lyrique comme un texte auquel il convient d'appliquer un certain type d'écrit-

Une révélation de M. Schmitz

Les Occidentaux n'aideront plus l'Italie si les communistes entrent au gouvernement

M. Helmut Schmidt a révéilé, vendredi 16 juillet, que les Occidentaux étaient décidés à ne plus apporter d'aide économique à l'Italie si les communistes participaient au gouvernement.

Le chancelier fédéral, en visite pour deux jours aux Etats-Unis à l'occasion du bicentenaire, a rencontré, vendredi, des journalistes. La substance de ses propos est rapportée par les agences France-Presse et Associated Press. Le chef du gouvernement fédéral allemand a indiqué que l'aide économique à l'Italie avait constitué le sujet de discussion le plus important lors du « sommet » de Porto-Rico, les 27 et 28 juin. A ce moment, a-t-il indiqué, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis ont décidé de poser une « condition politique » à la poursuite de tout effort international pour aider l'économie italienne : l'absence de ministres communistes. L'Italie fait face, depuis de longs mois, à de sérieuses difficultés, et ses partenaires lui ont consenti des prêts importants.

Le chancelier Schmidt a précisé que M. Aldo Moro n'avait pas participé aux discussions engagées à ce propos à Porto-Rico.

Tout comme les dirigeants américains, M. Schmidt s'était déjà inquiété, avant les élections, d'une éventuelle participation des communistes au gouvernement italien. Dans l'état actuel, une telle participation semble d'ailleurs peu probable.

Jusqu'à présent, les propos du chancelier n'ont pas été commentés dans les capitales occidentales. Nous n'avons pu obtenir aucune réaction, samedi matin, de l'Elysée ou du Quai d'Orsay.

LES ETATS-UNIS S'ATTENDENT A UNE OFFENSIVE SYRIENNE CONTRE BEYROUTH-OUEST

(Lire page 3.)

GODARD A LA TELEVISION

Jean-Luc Godard au petit écran : l'Institut national de l'audiovisuel a commandé à l'auteur de « La Chinoise », qui a créé un cadre de production à Grenoble (Soudage), une série de six programmes diffusés dans les semaines qui viennent, le dimanche soir sur FR 2.

Celle-ci, il y a quelques années déjà, avait produit un film de Jean-Luc Godard, mais elle Gal Savoir a n'a jamais trouvé sa place sur le petit écran d'après 1968.

(Lire page 16 l'article de Louis Mercier.)

EUROPE

Il y a quarante ans, la guerre d'Espagne

II. — La décision

par
PHILIPPE BOURDREL (*)

Le 18 juillet 1936, les militaires rebelles contrôlent le Maroc espagnol; de son côté Mola est sans aucune difficulté maître de Pampelune (« le Monde » du 17 juillet). Grâce à un incroyable « coup de bluff », qui a si bien réussi au Maroc, à l'utilisation de la radio comme moyen de pression et de propagande — on paraitrait aujourd'hui d'« intoxication » — mais au prix de combats atroces, le général Queipo de Llano l'emporte à Séville.

Il est arrivé le 17 juillet à bord d'une Hispano-Suiza officielle qu'il utilise dans l'exercice de ses fonctions : elle lui permet, dix-huit jours plus tard, d'évacuer 30 000 kilomètres au service de la conspiration. Commandant des carabineros, Queipo de Llano a mis à profit ses relations d'inspection pour établir des contacts sur l'ensemble du territoire. Il a pour toute escorte son chauffeur et son aide de camp. Il sait qu'il dispose de sympathies à la garde civile : les gardes d'assaut seront par contre, il le sait aussi, dévoués au régime républicain. L'armée à Séville hésite. Malgré tout, quelques cartes dans les mains du général-conspirateur, face à une population qui lui est hostile en majorité. Les syndicats sont bien implantés dans les faubourgs ouvi-ers de Triana, de l'autre côté du Guadalquivir.

Queipo de Llano, flanqué de son seul aide de camp, procède à l'arrestation du général Villa Abaila, commandant de la garnison, entraîne deux cents soldats de la caserne d'infanterie, occupe le centre de la ville et l'émetteur de Radio-Séville. De cette tribune privilégiée, il inaugure une violente campagne en faveur des nationalistes. « Tout un corps d'armée arrive d'Afrique ! », annonce-t-il au micro. Et pour convaincre la population, il fait embarquer des soldats dans des camions qui, venant et revenant, toujours les mêmes, tournent dans la ville comme un manège.

Prise de court, la gauche réagit : l'alerte a été donnée dans les milieux ouvi-ers. Les centrales syndicales C.N.T. et U.G.T. déclenchent la grève générale. On élève des barricades. Des incendies s'allument à la tombée de la nuit. Le lendemain, les troupes de Queipo de Llano appuyées par l'artillerie franchissent le Guadalquivir et montent à l'assaut des faubourgs populaires de Triana transformés en camp retranché. Les combats seront acharnés et terribles : l'ordre nouveau s'installe à la grande et à l'arme blanche.

La plupart des villes d'Andalousie suivent l'exemple de Séville : les rebelles prennent possession de Cadix — où a débarqué le premier contingent de légionnaires — Jerez de la Frontera. La ligne de la Concepción, Algeiras, Cordoue, dépendant des nationalistes à Malaga est lourde de conséquences mais il n'est rien à côté de celui qu'ils essuient dans la marine de guerre.

Les rebelles à deux doigts de l'échec

Sur les grandes unités (le cuirassé Jaime I, les croiseurs Miguel de Cervantes, Libertad), mais également sur des navires de moindre tonnage, des unités de marine, « relâchés » entre eux et en relations avec des correspondants, sous-officiers attachés au service des transmissions à Madrid, organisent la riposte. Les équipages se mutinent, neutralisent les officiers, les passent par les armes et tuent certains cas les jettent leurs corps à mer.

De Saragosse, Pampelune, Burgos et Valladolid, qui tombent sous la coupe des rebelles, s'ébranlent les colonnes en direction de Madrid. Dans la colonne de Pampelune, les paysans navarrais, aux rudes visages, trait à l'épaule, gourde de vin au côté, bottes rouges, côtoient les militaires en uniforme et les jeunes « phalangistes » arborant la chemise bleue. Maintenant, on se bat autour de la capitale de l'Espagne. Les poings de la foule madrilène se referment sur des milliers de fusils livrés sur les ordres de José Giral, le nouveau président du Conseil. Au lieu de tenter une sortie, Fanjul se laisse prendre au piège de la caserne de la Montaña. Deux canons de 75 et 155 mm la visent de plein fouet et taillent des brèches ; un appareil Breguet lance des bombes et des tracts.

Fris sous le feu, mal suivi par une partie des soldats qui luttent à contre-cœur, le général Fanjul doit se rendre. Il est midi, le 20 juillet 1936. Quand les drapeaux blancs apparaissent aux fenêtres, la foule envahit l'édifice. Plusieurs officiers rebelles sont alors massacrés sur place, certains précipités du haut des terrasses. Fanjul et quelques-uns de ses proches sont cependant épargnés par les « gardes d'assaut » qui les emmènent dans une voiture blindée. Dans la salle d'armes, un spectacle saisissant attend les

vainqueurs : douze officiers gisent à terre, un trou sanglant dans la tête, le bras, la main, ils se sont tués pour n'avoir pas à se rendre.

Tandis que les militaires succombent à la caserne de la Montaña et dans les autres cantonnements de la capitale, les miliciens de l'armée républicaine improvisée partent par milliers, les 20 et 21 juillet, à la rencontre des colonnes nationalistes. Cette « armée de l'an II » s'écroule en ordre dispersé, uniformes et fusils hétéroclites, armes de chasse en bandoulière, brandissant des carabines ou de modernes Lebel, coiffe ou égarés, pistolets de poche, la ceinture, l'uchée sur des camions bruyants, dans le vacarme des moteurs, les chants, les imprécations, poussés par une volonté d'en découdre qui n'a de comparable que la détermination de l'adversaire.

Deux armées hostiles issues d'un même peuple se font face à face : mais les volontaires madrillènes partent pour la Sierra, dont les cols ont été désignés comme des « objectifs stratégiques » par l'état-major de Mola, ont appris par des haut-parleurs qu'à Barcelone la situation tourne à l'avantage des républicains.

Dans la capitale de la Catalogne, le 22 juillet, les nationalistes, sous le commandement du général Goded, fraîchement échappé de son exil des Baléares, commentent à la même heure que Fanjul à Madrid. Ils se sont barricadés, le 19 juillet, dans l'hôtel Colon dont chacune des quelque cent fenêtres a été transformée en créneau (ordre a été donné aux touristes de se réfugier dans les caves) et dans le central téléphonique. Plusieurs vagues d'ouvriers déferlent sur la place de la Catalogne, essayant de submerger l'hôtel Colon et les autres réduits nationalistes. C'est le reflux : des centaines de cadavres jonchent le pavé après le tir nourri des mitrailleurs.

Le gouvernement Companys, d'abord réticent, se décide alors à fournir des armes à la population. Un deuxième assaut s'achève par un massacre. Klaxons hurlants, hélices de fusils, des voitures pilotées par des anarchistes se jettent sur les canons des groupes insurgés qui ont fait leur feu. Arbres, bancs, kiosques à journaux arrachés. Les confessionnaires des églises servent de remparts, les chevaux tués sont mis en tas et érigés en hauts lieux. Les strénes hurlent, appelant les ouvriers au combat. Des marchandes de fleurs jettent sur les civils cette détonation dans les premiers jours de la guerre civile. Les fleurs blanches des bouquets de mille morts qui dorment dans les « grands cimetières » sous la lune...

Le tribunal suprême de Madrid a confirmé vendredi 16 juillet, que le roi Juan Carlos d'Espagne avait manifesté au Saint-Père son intention de ne plus se prévaloir du privilège de présentation dans la nomination des évêques. Le souverain a chargé le gouvernement (espagnol) de donner un caractère juridique à cette décision dans le contexte des nouvelles relations entre l'Etat espagnol et le Saint-Siège, a-t-il communiqué du Vatican. (A.F.P.)

Le tribunal suprême de Madrid a confirmé vendredi 16 juillet, les peines de prison infligées aux nationalistes condamnés par le tribunal de l'ordre public contre des militants du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriotique).

Le tribunal suprême de Madrid a confirmé vendredi 16 juillet, la proposition de loi tendant à insérer dans le code pénal espagnol une mention formelle du caractère « illégal » du parti communiste.

Les interventions étrangères

Au soir du 20 juillet, Mola, qui est arrivé à Burgos, où il a transféré son quartier général, ne cache pas son inquiétude. Si l'effet de surprise a permis aux nationalistes de contrôler le tiers environ du territoire métropolitain, les grands centres industriels (Madrid, Barcelone, Bilbao), les régions les plus fertiles, avec la plaine de Valence, les arsenaux, la marine, les côtes (et l'on excepte au sud la zone de Cadix), laissent au gouvernement républicain un indiscutable avantage. Le plus grave, sans doute, pour les rebelles, est le manque de moyens de transport qui risque de frapper d'asphyxie Franco et ses troupes dans leurs bases marocaines.

Pour desserrer l'étau, les militaires décident, en un premier temps, de s'adresser aux Italiens. Une délégation conduite par Luis Bolin rencontre le 22 juillet, à Rome, le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères, qui laisse espérer, mais sans s'engager, une aide de son gouvernement. Mussolini s'accorde quelques jours de réflexion et, le 29, donne son accord pour la livraison de quinze avions qui, le lendemain, décolent d'un aérodrome de Sardaigne en direction du Maroc espagnol. Du côté allemand, l'accord est par les « gardes d'assaut » qui les emmènent dans une voiture blindée. Dans la salle d'armes, un spectacle saisissant attend les

dant qu'il assiste au Festival de Bayreuth, de la présence d'émis-saires nationalistes espagnols (c'est le capitaine de l'air Arranz qui a pris la tête de la délégation), franchie en faveur des nationalistes, tous favorables à l'intervention, contre, semble-t-il, l'avis des militaires.

Le 20 juillet au matin, Léon Blum a reçu de José Giral un télégramme sollicitant une aide militaire du gouvernement français. Il a pris immédiatement toutes dispositions pour répondre à cet appel. Pierre Cot, ministre de l'Air, met ses services à contribution. Le 22, Léon Blum et son ministre des Affaires étrangères, Yvon Delbos, se rendent à Londres : ils recueillent de Sir Anthony Eden, secrétaire d'Etat Foreign Office, des conseils de prudence et l'affirmation très nette que la Grande-Bretagne entend conserver une stricte neutralité dans le conflit qui concerne.

Revenant à Paris, le 24, Léon Blum apprend de ses amis qui l'accueillent à l'aérodrome du Bourget, que le quai des ministres, poussé par une volonté de contenu de l'accord passé avec l'ambassadeur d'Espagne Cardenas sur la livraison des armes. La presse de droite dément à gauche même des frottements apparents. Le 25 juillet, à lieu le premier des conseils des ministres consacrés à l'affaire d'Espagne. La division du gouvernement français — issu des élections qui ont vu la victoire du Front populaire — est patente. Les radicaux (Camille Chautemps, Yvon Delbos, bientôt Edouard Deladier, ministre de la guerre), appuyés par le président de la Chambre, Edouard Herriot, par le président de la République, Albert Lebrun, penchent en faveur de la neutralité.

Tenté de démissionner, mais pressé par José Giral lui-même de n'en rien faire, ayant acquis une nouvelle fois la certitude que les Anglais se tiendront en dehors du conflit (Jules Moch, secrétaire général de la présidence du conseil, et l'amiral Darlan, qui reviennent dans la presse de ce jour, en apportent la confirmation), Léon Blum encourage la livraison aux républicains de trente-cinq avions, qui partent du Maroc.

Cinq jours plus tard, à l'issue du conseil des ministres, la non-intervention est la politique officielle déclarée du gouvernement. Les militaires espagnols commencent à forcer le blocus, grâce au soutien aérien de l'Allemagne et de l'Italie : le 5, trois mille hommes sont transférés de Ceuta vers la métropole ; le pont aérien apporte sans trêve les renforts. L'issue de la guerre civile vient de se décider. L'Espagne ouvre les premières tombes des neuf cent mille morts qui dorment dans les « grands cimetières » sous la lune...

FIN

Le Vatican a confirmé, vendredi 16 juillet, que le roi Juan Carlos d'Espagne avait manifesté au Saint-Père son intention de ne plus se prévaloir du privilège de présentation dans la nomination des évêques. Le souverain a chargé le gouvernement (espagnol) de donner un caractère juridique à cette décision dans le contexte des nouvelles relations entre l'Etat espagnol et le Saint-Siège, a-t-il communiqué du Vatican. (A.F.P.)

Le tribunal suprême de Madrid a confirmé vendredi 16 juillet, les peines de prison infligées aux nationalistes condamnés par le tribunal de l'ordre public contre des militants du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriotique).

Le tribunal suprême de Madrid a confirmé vendredi 16 juillet, la proposition de loi tendant à insérer dans le code pénal espagnol une mention formelle du caractère « illégal » du parti communiste.

Italie

La formation du nouveau gouvernement

M. ANDREOTTI S'EST ENTRETENU LONGUEMENT AVEC LES DIRIGEANTS DU P.C.I.

Poursuivant ses consultations pour la formation d'un nouveau gouvernement italien, M. Giulio Andreotti (démocrate chrétien) s'est entretenu pendant trois heures, dans la soirée du vendredi 16 juillet, avec M. Berlinguer et les dirigeants du parti communiste italien.

« Nous avons écouté un long exposé de M. Andreotti sur ses intentions », déclare M. Berlinguer. Nous avons écouté ses observations et nos idées. Maintenant, nous attendons de bien connaître le programme de M. Andreotti et surtout les garanties qui seront données pour sa réalisation. »

Portugal

La formation d'un gouvernement socialiste homogène se heurte aux réserves des autres partis politiques

De notre correspondant

Lisbonne. — Le général Ramalho Eanes a annoncé, vendredi 16 juillet, sa décision de demander à M. Mario Soares de constituer le nouveau gouvernement. Apparaissant, il avait reçu, à Bélem, les délégations de tous les partis politiques représentés à l'Assemblée législative.

Au cours de ces entretiens, l'idée de la formation d'un gouvernement « homogène » socialiste n'a pas trouvé un grand accueil. « Il s'agit d'un gouvernement minoritaire, qui ne peut pas compter sur une base d'appui populaire suffisamment large pour pouvoir appliquer une politique que l'actuelle situation portugaise exige », a déclaré M. Cunha. Le secrétaire général du P.C.P. s'est montré « préoccupé » quant à la formation d'un gouvernement dont les solutions risquent, selon lui, de ne pas être les meilleures, et si l'on tient compte de la prudence du P.S. ces derniers temps.

« Une politique économique de récupération capitaliste ne nous permettra jamais de résoudre nos difficultés actuelles », a-t-il ajouté.

En démocratie, un gouvernement doit représenter la majorité, non la minorité », a déclaré M. Amaro De Costa, vice-président du Centre démocratique et social.

De son côté, M. Sa Carneiro, secrétaire général du parti populaire démocratique, considère le prochain gouvernement socialiste « incompatible avec les tâches prioritaires annoncées par le président de la République ». M. Sa Carneiro a réaffirmé, à l'occasion, le premier ministre sera probablement assisté de deux vice-premiers ministres : M. Jorge Campino et Henrique de Barros. Le premier, ministre du commerce extérieur du système gouvernement, serait chargé des relations avec le Parlement, et avec les partis ; le second, ancien président de l'Assemblée constituante, assurerait la coordination entre la présidence du conseil et le ministre de l'Agriculture.

Un secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, M. Cunha Rego devrait servir d'élément de liaison entre M. Mario Soares et le président de la République. La communication sociale (information) sera dirigée, semble-t-il, par un autre personnalité importante du parti, M. Alegre, nommé également secrétaire d'Etat auprès du premier ministre.

Ce gouvernement, dont la tonalité est « modérée », ne doit pas beaucoup compter avec les militaires, le lieutenant-colonel Costa Brás étant très réticent pour accepter le ministère de l'Intérieur. En outre, les « indépendants » seraient en nombre assez réduit, on parle de M. Moisés Pinto, dissident du P.F.D. pour le secrétariat d'Etat à l'enseignement supérieur, et de Mme Amarel Silva pour la planification économique.

Un notable du parti, M. Zenhar, qui a appartenu à tous les gouvernements, à l'exception du cinquième, serait cette fois-ci, appelé à d'autres fonctions : diriger le parti socialiste, en remplacement de M. Soares.

JOSÉ REBELO.

DIPLOMATIE

L'ACCORD SUR LES « ACCIDENTS NUCLÉAIRES »

La continuité de la politique militaire française à été réaffirmée à Moscou

De notre envoyé spécial

Moscou. — La presse soviétique, qui jusqu'ici n'en avait soutenu le point de vue soviétique au cas où, comme le demandent plusieurs des partenaires européens de la France, le problème du terrorisme serait soumis à l'ONU, se prononce pour des accords. M. Gromyko n'aurait pas été très explicite.

LES RELATIONS NORD-SUD. — M. Sauvagnargues a voulu expliquer à M. Gromyko l'importance de la conférence Nord-Sud, lui indiquant pourquoi la France se prononce pour des accords par produits entre les pays industrialisés et les pays en développement.

MAURICE DELARUE.

M. GROMYKO : tout écart par rapport à la ligne politique formée depuis dix ans doit être exclu.

Au cours du déjeuner qu'il a offert vendredi 16 juillet à son collègue français, M. Gromyko a d'abord déclaré : « L'important est de conserver le cap de la politique française dans la coopération franco-soviétique pendant de nombreuses années de travail constant des deux côtés. » Rappelant que l'accord sur les risques nucléaires qui venait d'être signé « résulte de conversations et de contacts entre M. Brejnev et M. Gromyko », le ministre soviétique a ajouté : « Qu'est-ce qui est nécessaire pour élever nos relations à un niveau supérieur ? De l'extrême de suite. Tout écart, tout écart par rapport à la ligne politique qui s'est formée dans nos relations mutuelles, notamment depuis dix ans, est exclu. (...) Il est évident que le développement ultérieur des relations franco-soviétiques dépendra des actes des deux parties. »

M. SAUVAGNARGUES : la détermination d'un élément essentiel de la politique française.

M. Sauvagnargues a notamment répondu : « Soyez assuré que la France (...) est résolue aujourd'hui à faire tout ce qui est en son pouvoir pour transcrire dans les faits le programme d'action qu'elle constitue l'acte final (de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe) et par conséquent à de nouveaux progrès dans le rapprochement de l'Europe, de ses pays et de ses peuples. »

A cet égard, la détermination de notre continent comme dans le reste du monde demeure l'un des éléments essentiels de la politique étrangère de la France. Une politique qu'elle entend continuer de mener à bien aujourd'hui comme hier dans le maintien de son indépendance.

1) LE PROCHE-ORIENT ET EN PARTICULIER LE LIBAN. Les Soviétiques ne se prononcent pas sur le bien ou le mal fondé de la présence syrienne au Liban, mais ils considèrent que, dans l'état actuel des choses, le retrait des troupes syriennes est une condition préalable à toute solution. Ils constatent, qu'en fait, les intentions syriennes, que les combats, loin de s'arrêter depuis l'entrée au Liban des forces de Damas, n'ont fait que s'intensifier.

2) LE TERRORISME. — C'est la première fois qu'un tel sujet était évoqué entre la France et l'U.R.S.S. Il semble que M. Sauvagnargues ait cherché à connaître le point de vue soviétique au cas où, comme le demandent plusieurs des partenaires européens de la France, le problème du terrorisme serait soumis à l'ONU. La réponse de M. Gromyko n'aurait pas été très explicite.

LE TEXTE DES LETTRES ÉCHANGÉES ENTRE LA FRANCE ET L'UNION SOVIÉTIQUE

Voici la liste des lettres échangées le 16 juillet entre MM. Sauvagnargues et Gromyko sur « la prévention d'un déclenchement accidentel ou non autorisé d'armes nucléaires ».

« A la suite de notre entente du 23 avril dernier, il nous a paru souhaitable de confirmer l'importance que nous attachons à la France et en U.R.S.S. la prévention du déclenchement accidentel ou non autorisé d'armes nucléaires. Une telle initiative est conforme aux responsabilités particulières qui incombent à la France et à l'Union soviétique, tant que puissances nucléaires. »

« Compte tenu des vœux échangés sur les mesures destinées à éviter tout risque d'un tel déclenchement accidentel ou non autorisé, il a été convenu d'adopter les dispositions suivantes :

- 1) Chacune des parties s'engage à poursuivre la mise en œuvre et à procéder éventuellement à des améliorations qui lui paraîtront nécessaires, des mesures d'organisation et des mesures techniques prises par elle afin de prévenir le déclenchement accidentel ou non autorisé d'une arme nucléaire dont elle dispose ;
- 2) Les deux parties s'engagent à se prévenir immédiatement l'une l'autre de tout incident pouvant apparaître, comporter l'éventualité d'une explosion d'une arme nucléaire pouvant être interprétée comme susceptible d'entraîner des conséquences dommageables pour l'autre partie ;
- 3) En cas d'incident nucléaire non expliqué, chaque partie s'engage à agir de façon à éviter autant que possible que ces actes puissent être mal interprétés par l'autre partie. Dans toute situation de ce genre, chaque partie peut informer l'autre partie, ou lui demander l'information qu'elle estime nécessaire ;
- 4) Pour la transmission d'informations urgentes dans des situations exigeant une clarification rapide, les parties utiliseront en priorité la ligne de communication directe existant entre l'Elysée et le Kremlin ;
- 5) Les deux parties examineront ensemble les possibilités d'améliorer encore, d'un commun accord, leurs moyens de communication directe.

« Si les positions qui précèdent monsieur le ministre, rencontrent votre agrément, j'ai l'honneur de vous proposer que la présente lettre et votre réponse constituent l'accord entre la France et l'Union soviétique. »

« Cet accord entrera en vigueur à la date de ce jour. »

هنا من الأصل

AMÉRIQUES

Pérou

La nomination d'un nouveau gouvernement confirme le virage à droite du régime militaire

Le général Guillermo Arbulu a été nommé, le vendredi 16 juillet, premier ministre et ministre de la guerre en remplacement du général Jorge Fernández Maldonado. Trois nouveaux titulaires ont été désignés pour les portefeuilles des affaires étrangères, de l'agriculture et de l'alimentation, et un nouveau ministère a été créé, celui de l'intégration.

M. José de la Puente, sous-secrétaire aux affaires étrangères, remplacé par le général Miguel de la Flor Valle à la tête de la diplomatie péruvienne. Le général Luis Arévalo-Romero est nommé à l'agriculture à la place du général Enrique Collado. Le contre-amiral Jerónimo Cafferata devient responsable de l'intégration en remplacement du contre-amiral Ismael Paredes. Enfin, le nouveau ministère de l'intégration est confié au contre-amiral Jorge Dubois.

Le nouveau chef du gouvernement est âgé de cinquante-cinq ans et a assumé différentes charges au sein de l'armée péruvienne. Officier du génie depuis 1943, il a notamment été directeur de l'école de génie, directeur de la logistique et directeur de l'organisation, de la doctrine et de l'instruction. Il a suivi différents cours de perfectionnement aux États-Unis. Ainsi que, l'indique notre correspondant à Lima, la nomination d'un nouveau premier ministre confirme l'orientation « modérée » prise par le régime « révolutionnaire » péruvien.

Correspondance

Lima. — Le général Jorge Fernández Maldonado, premier ministre, ministre de la guerre et commandant en chef de l'armée, est passé à la retraite, le vendredi 16 juillet, à sa demande. Cette décision instantanée a été annoncée à la fin de l'après-midi, par un bref communiqué officiel, et l'ensemble du gouvernement a présenté sa démission.

Ces derniers temps, le général Fernández Maldonado était devenu, plus que jamais, un symbole. N'était-il pas l'un des derniers représentants de la première phase du processus révolutionnaire, en difficulté au sein d'un gouvernement peinant de plus en plus vers le « réalisme » politique ? Dès octobre 1969, le jeune colonel Fernández Maldonado devient l'un des plus solides du président Juan Velasco, qui cherchait à imposer un train de réformes radicales à des officiers encore bien hésitants. Lorsque se crée le ministère de l'énergie et des mines, en mars 1969, il en devient le premier titulaire. Pendant six ans et demi, il développe une politique nationaliste, marquée par la récupération progressive des richesses minières du Pérou jusque-là aux mains des compagnies nord-américaines. Ne s'opposera-t-il pas, en décembre 1969, au groupe privé de Velasco, qui décide de confier à la Southern Peru Copper Corporation l'exploitation du gisement de cuivre de Cuajonez ? Dans ses discours, les attaques contre l'« impérialisme » et le « néo-colonialisme » sont nombreuses, celles contre les parties politiques traditionnelles aussi.

Après le coup d'État d'août 1975, il devient chef d'état-major de l'armée le 31 janvier, il cumule les postes de premier ministre, ministre de la guerre et commandant en chef de l'armée. La gauche célèbre avec satisfaction cette ascension qui la rassure. Mais à tort, semble-t-il, le général Fernández Maldonado accède à ce poste-clé au moment où le nouveau cours du régime paraît irrévocable. Face à la crise économique qui grandit, il faut récupérer la confiance des investisseurs, freiner le processus de transformations. Les grandes réformes annoncées sont sans cesse retardées, le « plan Tupac Amaru », qui en énonçait le programme, est bloqué, juste avant sa publication, par les officiers conservateurs.

Face à l'offensive de ces derniers, le général Fernández Maldonado et ses partisans gardent le silence. Il ne faut pas prendre de décision prématurée, affirment-ils, il faut attendre que la stratégie économique conservatrice mise en œuvre ait démontré son incapacité à résoudre la crise. Toute division trop marquée des forces armées risque de plus d'avoir des conséquences dramatiques pour un pays isolé politiquement. Le rapport des forces, d'ailleurs, est incertain : le premier ministre compte certes des partisans au sein du gouvernement, mais les chefs de région militaire, ceux qui commandent directement les troupes, le considèrent avec méfiance.

Malgré sa modération, il est critiqué par les officiers conservateurs, qui estiment que sa présence à la tête du gouvernement rend difficile l'application de la nouvelle stratégie économique. Les mesures d'austérité de la fin juin schématisent d'ailleurs l'atmosphère. Les officiers nationalistes affirment, mécontents, qu'elles portent le sceau du Fonds monétaire international. Leurs conséquences sociales, de plus, risquent d'être lourdes.

Le général Fernández Maldonado, cette fois, passe à la contre-offensive. Le mercredi 7, il convoque une réunion des généraux. Au général Carlos Bobbio, chef du centre d'instruction militaire, qui développe le programme des officiers conservateurs, il répond en dénonçant la préparation d'un complot contre-révolutionnaire. Le lendemain, une nouvelle réunion rassemble cette fois les colonels, auxquels le premier ministre réitère ses accusations. Le vendredi, il présente au président,

qui le signe, l'ordre de mise à la retraite du général Bobbio. La rébellion de ce dernier a fait long feu : malgré de longues heures d'incertitude, le chef de centre militaire reste isolé, la marine, fief de la tendance conservatrice, se contente de lever l'ancre dans la soirée du vendredi et d'attendre au large la suite des événements.

Le général Fernández Maldonado semble donc avoir gagné la première manche. Son succès méconnaît un peu plus ses adversaires politiques : ces derniers estiment-ils « avoir été trompés » ou sont-ils mécontents d'avoir vu éventuellement un complot en cours d'élaboration ? La marine adresse secrètement un ultimatum demandant des déclarations immédiates sur l'affaire Bobbio. Plusieurs officiers de l'armée de terre expriment leur mécontentement. Les pressions sur le président, le général Francisco Morales Bermúdez, se font de plus en plus fortes. Ce dernier se voit en fin de compte obligé de sacrifier son premier ministre. Est-ce tout le processus révolutionnaire qui risque, avec lui, de connaître le même sort ?

THIERRY MALINIAK.

A Ryad

Le roi Khaled et les présidents Sadate et Nemeiry entendent isoler le colonel Kadhafi

De notre correspondant

Le président Sadate, accompagné du général Gaafar El Nemeiry, chef de l'État soudanais, devait se rendre le samedi 17 juillet à Ryad pour y avoir trois journées d'entretiens avec le roi Khaled d'Arabie Saoudite.

Le Caire. — La rencontre entre le roi Khaled et les présidents Sadate et Nemeiry a notamment pour but d'étudier les moyens de « mettre en quarantaine » le colonel Kadhafi. Les sources que ce dernier a sans doute apporté à M. Seddik El Mahdi, dirigeant du parti soudanais de l'Oumma (communisme musulmane, mouvement à l'origine de la conjuration du 15 juillet dernier qui a fait emporter le régime de Kharthoum), a fait sentir au président Sadate le danger qu'il y aurait pour l'Égypte actuelle d'avoir sur ses arrières un régime pro-lybérien et, partant, pro-soviétique. Les relations soviéto-lybiennes se sont améliorées au fur et à mesure que se détérioraient les rapports entre Le Caire et Moscou.

Les présidents Sadate et Nemeiry feront valoir aux dirigeants saoudiens que Ryad serait, tout au moins, le Caire, dans une situation inconfortable si un régime pro-lybérien était instauré à Kharthoum. Une aide financière accrue sera donc demandée au roi Khaled par les deux présidents, estime-t-on au Caire, afin d'améliorer la situation économique qui, tant en Égypte qu'au Soudan, est le point faible des régimes en place.

L'axe pro-occidental Ryad-Le Caire a déjà un allié à Kharthoum. Il pourrait bientôt en avoir un second à Damas. La Syrie serait, en effet, exaspérée par le rôle des Libyens au Liban, et elle ne demanderait qu'à s'associer, assurément, à une « croisade diplomatique » contre « le petit tyran de Tripoli ».

J.-P. P.-H.

Le «New York Times» accuse la Libye de préparer l'assassinat de dirigeants arabes

Dans un article signé par Bernard Weinraub et daté de Londres, le «New York Times» écrit : « Un vaste réseau terroriste, s'étendant sur le Proche-Orient, l'Afrique et l'Europe, est entré en action, financé par le colonel Kadhafi ».

Le quotidien assure que « le président Sadate et nombre d'autres sont considérés du rôle joué par le colonel Kadhafi, qui attise des menées révolutionnaires et foment des tentatives d'assassinat contre les hommes d'État et les diplomates des pays cherchant à parvenir à un règlement avec Israël ».

Le «New York Times» ajoute : « Le colonel Kadhafi a récemment mis sur pied un commandement qu'il contrôle personnellement et fait entraîner dans un camp proche de Tripoli. Ce groupe est chargé d'assassiner M. Sadate, le président Bourguiba et son premier ministre, d'envoyer un ancien collaborateur de M. Kadhafi réfugié au Caire ».

Le quotidien cite quelques appréciations portées récemment par des hommes d'État sur leur collègue libyen. Le président Sadate le tiendrait pour « malade à 100 % et possédé par le démon », le chah d'Iran verrait en lui « un singe » et le président Nemeiry « une personnalité dérangée dont les deux parties sont mauvaises ». Enfin, le régime libyen accorderait à ses amis des aides considérables : 50 millions de dollars à des forces de gauche au Liban, 100 millions au groupe paramilitaire extrémiste Septembre noir, etc.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

UN APPEL À LA RÉSISTANCE ANTI-COMMUNISTE

Le colonel Souvathana, qui dirige le mouvement anti-communiste cambodgien, a déclaré, vendredi 16 juillet, à Paris, que « le nombre de maquisards, estimés à cent trente-cinq mille il y a six mois, augmente sans cesse », mais que la plupart des opposants ne sont pas armés. Il a d'autre part, affirmé que le général Chantarangsey, dont la mort avait été annoncée il y a quelques mois, est « en vie et fort actif ».

Colombie

LA DIRECTION DE L'AGENCE UNITED PRESS INTERNATIONAL a accepté le transfert d'un autre pays du responsable de son bureau de Bogotá, M. Pieter Van Bennekom, en échange de la promesse du gouvernement colombien de « reconnaître » son ordre de fermeture du bureau — décidée à la suite de la transmission par erreur d'une dépêche annonçant l'assassinat du président Michelsen. — (A.F.P.)

Espagne

LES NEGOCIATIONS entre la fraction « historique » et la fraction « rénovée » du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), en vue d'une éventuelle réunification, ont échoué vendredi 16 juillet. « Tant que les nouvelles conditions du secteur historique seront maintenues, il n'y a aucune possibilité d'entente », indique un communiqué du secteur « rénové », dont le secrétaire général est M. Felipe Gonzalez. « Les nouvelles conditions » dont fait état ce communiqué concernent l'exigence formulée par le secteur « historique » que l'autre faction du parti mette fin à ses relations avec le parti communiste espagnol au sein de la Coordination démocratique. — (A.F.P.)

États-Unis

LE DIRECTEUR DU F.B.I. M. Clarence Kelly, a déclaré de ses fonctions, le vendredi 16 juillet, son adjoint, M. Nicholas Callahan, à la suite d'une enquête sur des cambriolages opérés il y a quelques années par le F.B.I. lui-même. M. Callahan travaillait depuis quarante ans dans cette branche de la police américaine. — (A.F.P.)

L'AMBASSADEUR AUX ÉTATS-UNIS, M. Jaramir Johannes, a

été accusé d'être un espion au service de l'Union soviétique, au cours d'auditions conduites en avril dernier dans une sous-commission du Sénat. A-t-on appris récemment de source sénatoriale.

Au cours des auditions, devant la sous-commission sur la sécurité intérieure, M. M. Francis Angius, qui avait choisi de vivre aux États-Unis en 1959 après quinze ans d'activités au sein des services de renseignements bolchéviques, a formellement accusé M. Johannes de travailler pour le K.G.B. soviétique. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

M. JOSEPH FAYET, un Français originaire de Monaco, condamné par le tribunal de Plymouth (Devon) à trois mois de prison ou à 250 livres d'amende pour avoir introduit un sésam d'Inde en Grande-Bretagne, a finalement été libéré vendredi 16 juillet. En effet, la législation britannique le concernant, depuis une loi de 1974, vise, et plus des animaux domestiques, tous les « mammifères à sang chaud ». — (A.F.P.)

UN CHALUTIER SOVIÉTIQUE, l'Armas, a été arraisonné vendredi 16 juillet au large de Newcastle (Angleterre) pour avoir enfreint la réglementation sur le pêche dans les eaux territoriales britanniques. Le capitaine a été condamné à une amende de 200 livres pour n'avoir pas rangé ses filets alors que son navire se trouvait à l'intérieur des eaux anglaises. Sa prise, d'une valeur de 200 livres environ, a été saisie. — (Reuter.)

Inde

LE MENSUEL POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE «SEMINAR» a cessé de paraître parce que, a déclaré son directeur, M. Romesh Thapar, les autorités lui ont notifié de se soumettre à la censure dans l'intérêt de la défense civile, de la sécurité publique et du maintien de l'ordre. Revue d'une haute tenue, Seminar était l'une des rares publications indiennes à avoir conservé, en dépit des restrictions à la liberté de la presse imposées par l'état d'urgence, un ton critique à l'égard du gouvernement de Mme Gandhi.

Thaïlande

LES AMÉRICAINS ONT RESTITUÉ, jeudi 15 juillet, aux Thaïlandais le port de Sattahip. Le 30 juillet, date fixée pour le retrait du personnel militaire américain de Thaïlande, il ne

restera plus, dans ce pays, que deux cent soixante-trois militaires américains. Cependant, des négociations se poursuivent entre les États-Unis et la Thaïlande, en vue d'autoriser les avions militaires américains à faire escale à la base de Takhli, pour se ravitailler en carburant et faire effectuer des réparations urgentes. (A.F.P.)

Turquie

LE GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE a qualifié d'« acte inamicalement » le refus par la Turquie d'extrader deux res-

sortissants soviétiques d'origine lituanienne qui avaient détourné un avion sur la Turquie en 1970. Les deux hommes ont d'ailleurs récemment quitté la Turquie pour l'Italie, après avoir purgé la peine à laquelle ils avaient été condamnés. Le détournement avait coûté la vie à l'homme de l'air soviétique. — (U.P.I.)

Union soviétique

M. GUSTAV HUBAK, chef du parti et de l'État tchécoslovaque, est parti le 16 juillet pour l'U.R.S.S., où il passera, comme chaque année, ses vacances. — (Reuter.)

Dans une mise au point publiée vendredi par l'«Orient-Jour», l'ambassade d'U.R.S.S. à Beyrouth oppose un « démenti catégorique aux informations parues dans certains journaux en ce qui concerne le rôle d'experts soviétiques dans l'adoption de projets militaires au Liban, ainsi que l'expédition d'armes prétendument destinées à certaines forces libanaises ou à la résistance palestinienne ».

L'Orient-Jour avait fait état, jeudi, d'informations diplomatiques transmises à la présidence de la République, selon lesquelles l'U.R.S.S. livrerait prochainement des armes à la résistance palestinienne. — (A.F.P.)

Une délégation du secrétariat permanent du Congrès populaire arabe, dirigé par M. Naim Haddad, est repartie vendredi 16 juillet au siège du parti socialiste par MM. Daniel Jospin, Claude Estier et Didier Moichane, membres du bureau exécutif. Les membres des deux délégations ont échangé leurs points de vue sur la situation libanaise. Le parti socialiste a exprimé sa grave préoccupation devant l'évolution dramatique du conflit libanais.

La compagnie libanaise T.M.A. s'installe à Londres. — La société libanaise Trans Méditerranée Airways (T.M.A.), principale compagnie de fret aérien du Proche-Orient, a décidé de transférer son siège principal de Beyrouth à Londres, a annoncé le quotidien libanais As Saïra.

Le bureau politique du mouvement démocrate socialiste de France (M.D.S.F.) considère qu'il s'agit d'un « acte de terrorisme, au brigandage politique avec prise d'otages, rien ne pouvait mieux répondre que l'audace et la terreur ». En conséquence, il adresse « la témoignage de sa totale solidarité à cette action de la nation israélienne qui a donné l'exemple de la lucidité et du courage sans lesquels les démocrates ne pourraient pas survivre ».

PROCHE-ORIENT

Liban

Une grande offensive contre Beyrouth-Ouest serait imminente

La décision des États-Unis de réduire au minimum leur représentation diplomatique à Beyrouth et de demander à tous leurs ressortissants de quitter le Liban, a suscité une vive inquiétude dans la capitale libanaise. Selon l'Associated Press, qui cite des sources officielles américaines, Washington croit qu'une offensive généralisée contre Beyrouth-Ouest est imminente.

Les principaux chefs de la résistance palestinienne ont annoncé vendredi 16 juillet à Beyrouth, à l'issue d'une réunion avec le commandant Jalloud, premier ministre libyen, qu'ils « poursuivront la lutte contre le complot américano-syrien-israélien ». Les Palestiniens progressistes estiment que la priorité devrait être donnée à la solution des questions internes, les relations syro-palestiniennes étant examinées ensuite.

La résistance palestinienne a confirmé que M. Yasser Arafat ne se rendrait pas personnellement

à Damas, « la Syrie n'ayant pas tenu ses promesses concernant le retrait de ses troupes du Liban ». On n'exclut cependant pas dans les milieux palestiniens l'envoi dans la capitale syrienne d'une délégation de rang moins élevé.

De dix à quinze membres seulement du personnel de l'ambassade des États-Unis à Beyrouth demeureront sur place la semaine prochaine, contre deux cent cinquante avant le début de la guerre civile. Il se pourrait même que M. Talcott Seelye, arrivé au Liban il y a à peine un mois, quitte Beyrouth. Depuis qu'il a remplacé l'ambassadeur des États-Unis, M. Francis Meloy, assassiné début juin, en même temps que M. Robert Waring, son conseiller économique, M. Seelye n'a pas pu, en dépit de ses efforts, rencontrer les dirigeants de la communauté chrétienne, l'ambassade étant située à Beyrouth-Ouest. On a l'impression dans la capitale libanaise que les États-Unis tiennent pour acquis l'échec des négociations entre Syriens et Palestiniens et s'attendent à une aggravation de la situation.

Les troupes syriennes ne seraient toujours pas retirées, ce samedi, de Saida, sur la route Beyrouth-Damas, qu'elles étaient sur le point d'évacuer jeudi, à en croire les progressistes, lorsqu'elles repartirent du chef d'état-major syrien l'ordre de demeurer sur leurs positions. En outre, les unités syriennes qui se sont retirées, mercredi, des hauteurs proches de Saida ont, toujours selon les progressistes, maintenu une douzaine de chars à la sortie de Jezzine, à vingt-cinq kilomètres environ à l'est de Saida.

Les troupes chrétiennes seraient parvenues vendredi à l'entrée sud de Tripoli. La situation des foyers du camp palestinien de Tell-El-Zaatar, assiégé depuis vingt-six jours, est de plus en plus difficile. Le radio phalangiste a indiqué, vendredi soir, que les milices de droite avaient commencé à procéder au « nettoyage » des passages souterrains du camp.

À MOSCOW, la Pravda écrivait vendredi que « les dirigeants de l'O.L.P. ont considéré l'opération de batailles syriennes au Liban comme un acte dirigé contre le mouvement de résistance palestinienne ». Après avoir souligné que les forces palestiniennes au Liban « ont tenu des prises entre deux feux, les Syriens d'une part, et les formations de droite libanaises d'autre part », le quotidien soviétique reproche à la majorité des gouvernements arabes de s'être contentés de « rapporter qu'un « soutien verbal » à l'O.L.P. ».

À PARIS, M. Naim Haddad, membre du commandement régional du parti Baas irakien et président du secrétariat permanent du congrès populaire interrabe de Bagdad, a mis en garde la Syrie contre la poursuite de son intervention au Liban. M. Haddad a attribué à un « complot américain » la volonté qu'il prête à la droite libanaise d'internationaliser la crise et de procéder à la partition du pays. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)

LÉON BLUM



Le pouvoir pour quoi faire?

PAR PHILIPPE BAUCHARD

ARTHAUD

Le secrétaire général de l'Istiqlal est satisfait de la politique d'ouverture du roi

La tension entre Nairobi et Kampala

une éventuelle attaque ougandaise. — (Reuter, A.F.P., U.P.I., Times.)

(1) Le congrès 'constitutif' de l'U.S.F.P. s'est tenu en janvier 1975.

(1) *Le Monde* du 16 juillet.

Dans les régions de Pretoria et de Johannesburg, la police a été mise en état d'alerte. Les autorités, des « districts subverts » espèrent que les « éléments dangereux » pourront déclencher de nouveaux désordres. Pour cette raison, les écoles restent fermées jusqu'à nouvel ordre.

Le ministre a, d'autre part, annoncé la mise en vigueur d'une nouvelle loi sur la « sécurité interne », selon laquelle toute personne soupçonnée de fomenter des troubles peut être placée en détention préventive, sans qu'il y ait de procès-verbal et l'on s'attend à de nouvelles arrestations. Déjà, neuf dirigeants de deux organisations indigènes, la SASO (Organisation des étudiants noirs) et le SACP (S.A.C. (Convention des peuples noirs), ont été arrêtés. Jusqu'à la fin de mois, tous les rassemblements — les rencontres sportives exceptées — seront

107.10.10.10

La République Unie du Cameroun



« Notre liberté de choix n'exclut pas des relations privilégiées avec la France »

déclare au « Monde » le président Ahidjo

« **P**OUR de nombreux Français, le Cameroun est un pays qui a été en partie ravagé par une guerre civile, guerre à l'issue de laquelle certains continuent de s'interroger... »

— La rébellion est terminée depuis plusieurs années déjà, ce que l'on semble souvent ignorer à l'étranger. Ce que nos censeurs ne savent généralement pas, c'est que cette rébellion a beaucoup retardé notre développement économique et social et que le gouvernement camerounais a d'abord dû en triompher totalement avant de se consacrer à la mise en valeur du pays. D'autre part, dans le domaine politique, il a fallu attendre la fin de la rébellion avant de pouvoir établir le parti unifié, garant de l'unité nationale.

— Est-ce à dessein que vous parlez de « parti unifié » et que vous évitez l'expression « parti unique » ?

— C'est évident. Je n'ai jamais été un partisan fanatique du parti unique. Il y eut même une époque durant laquelle je conservais quelque réticence à l'égard du parti unifié. Mais, en constatant à quels ravages politiques menaient les rivalités entre partis, je me suis progressivement rallié à l'idée d'unité. J'ai d'ailleurs procédé par le dialogue pour convaincre les différents leaders de se regrouper. J'ajoute que, jusqu'à ce jour, l'Union nationale camerounaise, seule existante, n'a pas encore été institutionnalisée comme formation politique unique, ce qui est significatif, à nos yeux du moins.

« Nous préférons nous abstenir de toute revendication territoriale »

— Vous avez été deux ans premier ministre, et vous venez d'être reconduit pour un quatrième mandat présidentiel. Envisagez-vous déjà le règlement de votre éventuelle succession ?

— La Constitution prévoit qu'en cas où je viendrais à démissionner, l'élection d'un nouveau président doit intervenir avant que ma démission puisse prendre effet. Dans de telles circonstances, c'est évidemment aux instances dirigeantes du parti qu'il conviendrait d'investir le candidat de son choix et de le présenter à l'élection. En cas d'incapacité ou de décès, c'est le président de l'Assemblée nationale qui devrait assurer mon intérim jusqu'à l'élection, dans les mêmes conditions de mon successeur. Je mentionne si je vous affirme que je ne pense jamais à ma succession, mais je ne peux, ni ne veux, vous dire quel type de mesures j'ai retenu pour l'assurer dans l'ordre. En tout cas, si cette succession venait à être réglée de mon vivant, je contribuerais directement, ceci doit être clair, à la désignation de mon successeur, ne fût-ce que parce que je suis président du parti.

— Au moment où quelques pays africains réclament le règlement d'un contentieux frontalier, le Togo notamment, qui exige le retour de la Volta, région ghanéenne, au territoire togolais, le Cameroun entend-il « récupérer » la partie septentrionale de l'ancien Cameroun, sous tutelle britannique, annexée au Nigeria ?

— Tout en contestant avec force la régularité du scrutin de 1961, qui a entraîné le rattachement de l'ancien Cameroun septentrional au Nigeria, par voie référendaire, nous nous sommes aujourd'hui inclinés devant les faits. Nous avons tenté, sans succès, de faire appel à l'ONU, à la Cour internationale de Justice de La Haye. Aussi, ayant épuisé les recours aux juridictions internationales compétentes, préférons-nous nous abstenir de toute revendication territoriale.

— Et à l'égard de la Guinée-Equatoriale ?

— Les populations guinéo-equatoriales appartiennent parfois aux mêmes tribus, voire, aux mêmes familles que certaines populations camerounaises. C'est ce qui explique que, lorsque le Cameroun constituait une fédération, on ait pu parler de l'érection de la Guinée-Equatoriale en éventuel Etat fédéré au Cameroun. Aujourd'hui, notre pays constitue une République unitaire et les données du problème se sont considérablement modifiées. En tout état de cause, j'affirme que nous n'avons pas plus de velléités d'annexion à l'égard des Guinéo-Equatoriens aujourd'hui qu'hier. Le Cameroun possède des frontières communes avec six Etats, et, si celles-ci sont délimitées de façon imprécise, nous ferons en sorte de résoudre ce petit problème à la fois dans la discrétion et dans l'amitié.

— Discrétion et amitié semblent également présider à vos rapports avec la France, jusque dans le domaine des relations au sein de la francophonie, puisque votre pays refuse toujours d'appartenir à l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones...

— Voilà qui exige rectification. Le Cameroun est associé à l'Agence de coopération culturelle et technique. Mais je n'ai jamais cessé de souligner que notre situation était particulière parce que le Cameroun n'a jamais été une colonie française, mais un simple territoire sous mandat de la S.D.N., puis sous tutelle de l'ONU. C'est pourquoi nous n'avons jamais souhaité appartenir à la communauté franco-africaine.

— D'autre part, dès la proclamation de notre indépendance, s'est posé le problème de notre réunification et, dès cette époque, j'ai décidé qu'il n'était pas question pour nous de nous engager ni au sein du Commonwealth ni au sein de la Communauté, ce qui devait nous permettre, à mon sens du moins, de nous comporter en non-alignés authentiques. En effet, en matière de relations internationales, notre liberté de choix est absolument totale. Aucune hypothèque ne pèse sur elle.

— Tout cela n'exclut pas l'entretien de relations privilégiées avec la France, relations que nous préserverons. Mais l'existence de l'Organisation de l'unité africaine, dont nous sommes membres, notre appartenance au groupe des « 77 », impliquent de notre part l'adoption de positions qui, si nous appartenions à certains forums qui réunissent, telles les conférences franco-africaines, des chefs d'Etat, pourraient être préjudiciables à notre liberté d'action. Nous ne voulons pas nous trouver un jour en contradiction avec les principes que nous défendons au sein d'instances comme la CNUCED ou la conférence Nord-Sud. Certes, la France, à l'initiative de Georges Pompidou d'abord, puis de M. Valéry Giscard d'Estaing, a adopté des positions positives en faveur des pays sous-développés, mais elle n'en appartient pas moins au groupe des pays développés. Nous pouvons donc éventuellement être amenés à ne pas nous trouver en accord total avec Paris.

— Politiquement, est-ce le cas en ce qui concerne Mayotte et Djibouti ?

— Bien sûr, pour Mayotte est partie intégrante de l'archipel des Comores. C'est pourquoi nous espérons que rien de définitif n'a été décidé à propos du statut de Mayotte, comme nous le laissent d'ailleurs entrevoir les contacts qui ont eu lieu à Paris entre Comoriens et Français, à l'occasion de la troisième conférence franco-africaine.

— A propos de Djibouti, on peut considérer que le processus de décolonisation est en route. Notre unique préoccupation est que, ni avant ni après la proclamation de l'indépendance, n'éclatent de troubles dans cette partie du monde.

« Vorster porte l'entière responsabilité de la tragédie de Soweto »

— A propos de l'Afrique du Sud, quelle est votre réaction après les événements de Soweto ? Quelle est votre opinion à propos de la prochaine indépendance du Transkei ? Quel est votre point de vue à l'égard de la politique de dialogue que certains préconisent de mener avec les dirigeants de Pretoria ?

— M. Vorster et ses amis portent l'entière responsabilité de la tragédie de Soweto. Je vois d'ailleurs une contradiction supplémentaire à porter à leur passif dans le fait que, tout en parlant de « développement séparé », ils ont prétendu imposer aux Noirs l'adoption de l'afrikaans comme langue d'enseignement.

— L'indépendance du Transkei est un leurre. L'accession des Bantoustans à l'indépendance n'est qu'un des aspects de la politique de développement séparé que nous condamnons globalement.

— Quant au dialogue avec les dirigeants sud-africains, il n'est pas question de l'engager, sous quelque forme que ce soit, aussi longtemps que l'apartheid restera en vigueur en Afrique du Sud.

— Ne conviendrait-il pas de dialoguer avec Pretoria à propos de la Namibie ?

— Quel dialogue peut-on préconiser avec un pays qui viole, en Namibie précisément, toutes les recommandations formulées par les instances internationales et méprise, notamment, toutes les mises en demeure de l'ONU ?

— Estimez-vous que l'accession de l'Angola à l'indépendance a marqué un tournant dans l'évolution de l'Afrique australe ?

— Certes, mais, en accordant à la souveraineté internationale dans la division et le discord, les Angolais ont réveillé, au sein de l'O.D.A., de vieux antagonismes qui semblaient avoir disparu. Au consensus unanime et à la tolérance ont fait place à nouveau, dans les rangs de l'organisation panafricaine, une certaine forme de division. Ce qui me semble important à souligner, en tout cas, s'agissant des anciennes colonies portugaises, c'est que, si la Guinée-Bissau, le Mozambique et Sao-Tomé et Principe ont fait l'économie de toute guerre civile, après le départ des Portugais, c'est parce que le parti unique y avait été institué. En revanche, le tripartisme a été à l'origine du drame angolais. Voilà qui a valeur d'exemple pour l'Afrique tout entière : trop souvent fondé sur le tribalisme, le pluralisme même nécessairement à des affrontements régionaux.

(Propos recueillis par PHILIPPE DECAENE)

Le prix de l'unité

SEIZE ANS après sa première visite en France, qui avait suivi de quelques mois la proclamation de l'indépendance du Cameroun, le président Ahidjo est attendu à Paris, le lundi 9 juillet ; quatre autres chefs d'Etat d'Afrique francophone seulement se sont maintenus aussi longtemps au pouvoir. Ce n'est pas une simple roue dans un pays peuplé d'une mosaïque ethnique, juxtaposant deux régions administrées par la France et les Britanniques, et profondément marquée par une guerre civile inextinguible.

Après ces débuts difficiles, le Cameroun a su à démontrer une stabilité peu commune sur le continent. Prenant ses distances sans acrimonie à l'égard de la France, avec laquelle il fut le premier à réviser ses accords de coopération, admettant en revanche les options idéologiques, le régime camerounais est parvenu à rééquilibrer sa diplomatie et à stabiliser son économie. Yaoundé a fait désormais entendre dans les conseils africains, et le président Ahidjo est l'un des dirigeants africains les plus connus hors de leur pays.

Ne cessant de proclamer sa passion de l'unité nationale, le chef de l'Etat camerounais a tenu à lui donner une consécration institutionnelle en bannissant, le 1^{er} juillet 1972, la structure fédérale de l'Etat, devenu « République Unie du Cameroun ». Les anglophones n'ont pas dissimulé les regrets que leur inspirait, pour leur culture et sur relative autonomie, cette évolution vers le centralisme.

Comme, hélas ! dans la plupart des pays du continent, cette unité a été maintenue au prix d'un autoritarisme que les opposants en exil à M. Ahidjo ne cessent de dénoncer. La rébellion armée de l'Union des populations du Cameroun, animée par le révérend Ouedjinou, avait été dans les premières années de l'indépendance, écartée impitoyablement avec l'aide française. Mais le président camerounais s'entend reprocher d'avoir mis au sa, en les intégrant au parti unique, tous les mouvements d'opposition, notamment syndicaux, et de ne laisser s'exprimer aucun de ses adversaires. Les intellectuels n'ont pu trouver un terrain d'entente avec le pouvoir. Le procès de l'fr Ndongo a montré les difficultés de l'Eglise catholique.

Le régime peut, en contrepartie, faire valoir qu'il a connu, après les déchirements de la guerre civile, aucune de ces crises ou tentatives de coup d'Etat militaire qui ensanglantèrent ses voisins, au Nigeria, en République centrafricaine, au Congo ou au Tchad. A la tête d'un pays pacifié, en bons rapports avec l'ancien colonisateur, les grandes puissances, les Etats de l'Afrique « militante » ou « modérée », M. Ahidjo dispose d'atouts économiques et humains importants que nous énumérons dans la partie rédactionnelle de ce supplément.

Nous publions également, sous la responsabilité des autorités camerounaises, un ensemble de notes qui complètent, en évoquant notamment l'action des différents ministères, l'image du Cameroun contemporain.

Documents établis par M. J. KEUTCHA, ministre des Affaires étrangères de la République unie du Cameroun

L'ORIGINALITÉ DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU CAMEROUN

La société internationale de notre temps est caractérisée à la fois par la souveraineté des Etats et leur interdépendance. Toute politique extérieure réaliste et efficace doit tenir compte de cette double dimension tout en définissant ses objectifs en fonction de la situation géopolitique de l'Etat concerné, de ses intérêts fondamentaux et des principes moraux et juridiques qu'il souhaite voir guider les rapports internationaux.

En ce qui concerne plus particulièrement la politique extérieure du Cameroun, trois données essentielles doivent être prises en considération. La première est que, situé au point de contact de plusieurs régions naturelles et au point de convergence des voies de migrations, le Cameroun est par vocation un pays ouvert au monde.

La deuxième est que, par les hasards de l'histoire, le Cameroun a connu une triple administration allemande, anglaise et française, dont il a hérité un pluralisme qui confère une nouvelle dimension à son ouverture au monde.

La troisième est que, n'ayant jamais été véritablement une colonie, mais ayant été, dans le cadre du mandat de la Société des Nations d'abord et ensuite sous le régime de tutelle de

l'ONU, un statut particulier avec vocation à l'indépendance, le Cameroun a été très tôt préparé à la vie internationale.

En 1960, le pays accède à l'indépendance. Il doit élaborer sa politique étrangère au moment où deux blocs puissants dominent la scène internationale et s'efforcent chacun d'influencer les petits et moyens Etats et de compromettre ainsi son indépendance.

Jaloux de sa souveraineté, qui lui paraît la condition indispensable de son progrès et de l'affirmation de la dignité africaine, le Cameroun a choisi normalement de rester en dehors des conflits des blocs.

Depuis son accession à l'indépendance, la République unie du Cameroun a toujours proclamé son attachement au non-alignement et s'est toujours efforcée de conformer sa politique internationale à ses principes.

Le non-alignement, tel que nous l'entendons, inclut la coexistence pacifique des Etats à systèmes sociaux différents. Cela suppose d'abord que l'on reconnaisse à chaque peuple le droit de résoudre, en toute indépendance, ses propres affaires. Cela sous-entend ensuite le respect absolu de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays.

L'application de ces principes devrait conduire les Etats ayant adopté des régimes politico-sociaux différents à développer mutuellement leur coopération économique et culturelle, pour le plus grand bien de l'humanité.

C'est donc en considération de ce qui précède que le Cameroun, sous la conduite de son guide éclairé, a fait du non-alignement et de la coopération internationale les principes de base, les options fondamentales de sa politique étrangère.

Sans se lancer dans une prétentieuse politique planétaire à la réalisation de laquelle les moyens matériels auraient fait défaut, le Cameroun, en application des principes ci-dessus, s'efforce à tous les pays épris de paix. Quelconque pourrait bâtir sa coopération avec le Cameroun sur la base de l'indépendance nationale et du respect mutuel est sûr de trouver auprès de lui une compréhension agissante.

A l'aube de l'indépendance, le Cameroun avait noué des relations amicales avec tous les pays industrialisés du monde occidental, notamment ceux auxquels l'attachement des liens historiques. Parmi ceux-ci, figure la France, qui nous a régulièrement apporté une aide précieuse par sa nature, son importance et l'esprit dans lequel elle est dispensée.

Les nouveaux accords ne cessent de renforcer l'amitié traditionnelle entre nos deux pays, mais ouvrant une nouvelle ère dans les relations franco-cameroonaises qui, de plus en plus, se conforment aux principes normaux du droit international régissant les rapports entre Etats souverains.

Mais la coopération du Cameroun avec le continent européen ne se limite pas aux seules relations bilatérales; elle emprunte également un caractère multilatéral, illustré par notre appartenance à la convention d'association à la Communauté économique européenne.

Si les relations que le Cameroun entretient avec les pays de la vieille Europe indiquent la solidarité des destins de celui-ci et de l'Afrique, les liens qui l'attachent au Nouveau Monde lui indiquent en un sens l'une des directions dans lesquelles sa dimension internationale est appelée à se développer avec le plus de vigueur et d'originalité.

Qu'il s'agisse de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Sud, les relations que le Cameroun entretient avec les pays du Nouveau Monde comportent réellement quelque chose de nouveau, à savoir l'absence de tout préjugé.

Ce qui caractérise peut-être le plus les liens qui unissent le Cameroun au continent nord-américain, c'est leur vigueur toute juvénile. Ce n'est, en effet, que depuis son accession à la souveraineté nationale que le Cameroun a entrepris la coopération avec les Etats-Unis et le Canada. Mais l'on constate

avec d'autres pays socialistes d'Europe orientale comme la Roumanie, la Pologne, la République démocratique allemande, l'Albanie, la Yougoslavie.

La coopération avec ces pays va en se consolidant et en se diversifiant dans de nombreux domaines.

Devenue en année, les relations que le Cameroun entretient avec les pays africains ont été de plus en plus étendues, de plus en plus diversifiées et approfondies. Si les raisons financières n'ont permis l'ouverture des ambassades qu'au Zaïre, au Congo, au Gabon, en Guinée-Equatoriale, en République centrafricaine, au Nigeria, en Libéria, en Algérie, en Egypte, en Ethiopie, etc., il faut reconnaître que des contacts suivis sont maintenus avec les autres pays du continent à l'exception bien sûr de l'apartheid, de la Rhodésie du Sud où une minorité blanche confisque le pouvoir à son profit, grâce à la complicité de quelques puissances étrangères.

Sur le plan bilatéral, le Cameroun a établi une coopération active et dynamique avec les pays africains. Cette coopération repose sur de nombreux accords touchant les domaines les plus variés tels que la culture, le commerce, les transports, le personnel, etc. Avec ses voisins immédiats, le Cameroun pratique une politique de bon voisinage. Certains d'entre eux ont fondé avec lui des organisations régionales, comme l'UDEAC ou l'Organisation des Etats riverains du lac Tchad, au sein desquelles une coopération pratique et efficace a été instaurée. Afin d'éviter les incidents

frontalières et pour que les relations avec ces voisins soient dépourvues de toute hypothèque, une politique réaliste des frontières est engagée, bien que la libre circulation des personnes et des biens soit garantie avec chacun d'eux.

Dans le domaine des organisations internationales, le Cameroun s'est illustré très tôt par son engagement total pour la définition, la réalisation et la consolidation de l'unité africaine. Il considère que seule la solidarité des Etats africains au sein de l'O.U.A. peut leur permettre d'atteindre leurs objectifs fondamentaux de libération totale de l'Afrique, de développement et d'affirmation de la personnalité africaine.

Toujours en Afrique, le Cameroun ne s'est pas contenté de condamner énergiquement le fait colonial tel qu'il existait encore ici et là sur le continent, mais il a toujours soutenu activement les mouvements de libération qui luttent soit pour l'indépendance de leurs pays, soit pour le respect de la dignité de leurs peuples.

Depassant le cadre africain, le Cameroun s'ouvre de plus en plus au monde asiatique qui connaît presque les mêmes problèmes que l'Afrique.

Outre la Chine, le Vietnam, les deux Corées, le Cambodge, le Japon, l'Inde et le Pakistan comptant parmi les pays asiatiques qui ont des rapports suivis avec le Cameroun.

Les relations amicales que le Cameroun entretient avec les pays arabes ne cessent pas d'enrichir. De nombreux accords de coopération dans divers domaines ont été conclus avec l'Egypte, le Soudan, la Tunisie, le Maroc, la Libye, le

SEIZEN A

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES DU CAMEROUN

B.I.A.O. - BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE

CAPITAL : 1,5 milliard CFA

SIÈGE SOCIAL : YAOUNDE

32 Agences dans tout le Cameroun

Affiliée aux réseaux internationaux de la BIAO et de la NATIONAL CITY BANK

B.I.C.I.C. - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CAMEROUN

CAPITAL : 1.215.000.000 CFA

SIÈGE SOCIAL : Avenue A. AHIDJO - YAOUNDE

Banque affiliée à la Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer composée des groupes BNP - BANK OF AMERICA - BANQUE BRUXELLES LAMBER - DRESNER BANK

CAMEROON BANK

SIÈGE SOCIAL : VICTORIA

B.P. 48 Télé West Bank 56 66 KN

10 Agences au Cameroun

Réseau de correspondants : BANK OF AMERICA - BREMER LANDES-BANK - SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE - WELLS FARGO BANK

SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DE BANQUE

The first national Bank

Société anonyme au capital de 2 milliards de francs CFA

B.P. 145 - Télé : CAMBANK 82 13

La plus grande implantation au Cameroun

Actionnaires et Banques associés : BANCA MENT - CRÉDIT LYONNAIS - DEUTSCHE COMMERCIALE ITALIANA - HOLLAND S.A. BANK A.G. - MORGAN GUARANTY BANQUE CAMEROUNAISE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL CORPORATION

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES AU CAMEROUN

CAPITAL : 1 125 millions de francs CFA

SIÈGE SOCIAL : Avenue Monseigneur-Vogt à YAOUNDE

Téléphone : 22-21-22 - BP. 244

Agence à DOUALA, capitale économique du CAMEROUN

Rue Joss, B.P. 2042 - Téléphone : 42-10-10

Réseau d'Agences au Cameroun et correspondants à l'Étranger.

LA SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DES TABACS S.C.T.

La Société Camerounaise des Tabacs, S.C.T., au capital de 1.200.000.000 F CFA, assure la production et la commercialisation de tabacs en feuilles, principalement des tabacs spéciaux pour cigares.

A la frontière nord de la forêt équatoriale, à l'orée de la Savane, se situe entre le 4° et le 5° parallèles Nord, une zone privilégiée pour la culture de tabacs nobles, au tissu soyeux et léger, du fait que l'on y rencontre à la fois un sol propice et un climat favorable chaud et humide.

Ces tabacs sont cultivés par dix mille familles environ d'agriculteurs Camerounais, auxquels la S.C.T. fournit la graine, et qu'elle encadre tout au long de la période de production. C'est dans l'Est-Cameroun que la culture est la plus intense. Les centres de production de cette région sont nombreux : BATOURI, BANDONGOU, BELITA, BENGUETIKO, BOUBARA, BOUNOU, GRIHI, LOLO, MINDOUROU, NGOTTO, NGOURA. Un peu plus à l'ouest se trouvent BERTOUA et BETARE-OYA. Un Centre de recherche situé au centre du pays, à BATSCHEGA, à 60 km de YAOUNDE, fournit les graines et les semences à haut rendement.

Les Camerounais des régions tabacoles sont à la fois d'excellents planteurs et d'excellents trieurs. Ils parviennent à sélectionner les tabacs de manière à donner toute satisfaction aux fabricants de cigares les plus exigeants.

Les quantités produites, d'environ 2.000 tonnes par an, représentent plus de 700.000.000 de feuilles manipulées par un personnel qualifié fort nombreux. Si l'on tient compte qu'il s'agit d'une culture essentiellement familiale, le tabac occupe plus de 100.000 personnes dans les provinces de l'Est-Cameroun.

Ces feuilles, entourées de tant de soins, sont offertes à l'ensemble des fabricants de cigares du monde sur un marché qui se tient à Paris en juin de chaque année. Aux "Inscriptions de Cameroun", nom donné à ce marché du fait qu'il s'agit d'enchères secrètes, les offres étant inscrites sur un bulletin, on rencontre les fabricants de cigares d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, des Canaries, du Danemark, d'Espagne, des États-Unis, de Hollande, de Suisse et de bien d'autres pays, ainsi que les négociants en tabacs en feuilles spécialisés dans les tabacs pour cigares.

Après avoir développé cette culture dès la fin de la dernière guerre mondiale et assuré la mise en valeur de cette production, le SETTA demeure le principal client de la S.C.T. - à laquelle il reste très étroitement lié - du fait qu'il utilise les tabacs camerounais depuis longtemps et très régulièrement.

Pour que les consommateurs soient en mesure de bien connaître et apprécier les tabacs du Cameroun et du Centrafrique - car se poursuit par delà la frontière, en République Centrafricaine - la S.C.T. vient de créer une "Savane Africaine", qui comprend actuellement 3 cigares :

- un petit cigare, dans l'univers des origines par son goût
- FLEUR DE SAVANE, d'apprécier directe grâce à sa présentation
- CRÉE DE SAVANE, cigare de luxe, composé d'une sélection des meilleurs crus, surprend par la finesse de son goût et la richesse de son arôme.

À partir d'octobre 1976, la famille s'enrichit d'un cigare, le SISSONGO, très long, qui procurera un plaisir nouveau aux amateurs de cigares.

Tous permettent au fumeur d'apprécier la richesse et la variété de saveur des tabacs de la Savane Africaine. On peut affirmer que désormais, dans le monde du cigare, vient d'apparaître un nouveau goût.

مکان المثل

RE DU CAMERO

SEIZE ANS DE VIE POLITIQUE



Le 1^{er} janvier 1960, à Yaoundé, alors que les couleurs camerounaises montent au mât du palais gouvernemental plusieurs centaines d'invités, entendent au loin quelques explosions et quelques rafales d'armes automatiques. La rébellion basse n'est pas entièrement terminée, et les troubles en pays bamileké touchent une somme peu élevée de près de quatre cent mille personnes. Le Cameroun indépendant correspond alors au seul Cameroun sous tutelle française.

Seize années plus tard, le Cameroun a réussi l'intégration de la partie occidentale (anciennement anglaise) dans un pays unifié où l'équilibre ethnique au sein des instances gouvernementales, notamment pour les Bamilekés a été maintenu. Le système des laissez-passer a été aboli et l'état d'urgence n'existe plus que dans quelques circonstances. La lutte contre le népotisme et la corruption a été vigoureusement menée.

Si le Cameroun présente l'image d'un pays prospère, c'est largement à la personnalité d'Ahmadou Ahidjo, l'homme qui est à la tête du gouvernement camerounais, qu'il le doit. Celui-ci a été investi comme premier ministre le 19 février 1968 par le haut-commissaire Xavier Tourné, en remplacement de M. André-Marie Mbida, catholique et violemment anticommuniste. Il fallait un homme du Nord, à la fois ouvert et réservé, pour équilibrer les tendances sudistes antagonistes.

Une difficile unité nationale

A l'heure de l'indépendance, le Cameroun est le seul pays d'Afrique où se posent simultanément le problème d'une rébellion armée et celui d'une fédération bilingue à réaliser. Par ailleurs, l'intérieur même du pays, la barrière géographique de l'Adamawa séparait le Nord du Sud de façon plus nette qu'ailleurs.

Parmi les populations du Sud, les traditions héritées de la colonisation jouaient un rôle non négligeable. Douala, Bassa, Boulou avaient été surtout évangélisés par les missions protestantes, alors que les Ewondo de Yaoundé l'étaient par les catholiques.

Un fossé culturel existait par ailleurs entre les forestiers de la région est (Bakouma), vivant à l'écart du monde, et les populations du Centre-Sud, fortement scolarisées et christianisées, dès l'époque allemande.

Enfin, aucun pays d'Afrique n'avait l'équivalent de ce qu'il faut bien appeler « le problème bamileké ». Une ethnie, qui représente plus du quart de la population camerounaise, particulièrement entreprenante dans tous les secteurs, en particulier dans le commerce, mais aussi dans l'administration, on sa progression s'est faite aux dépens des Douala, qui tenaient seulement 15 % des postes en 1956 contre 25 % de Bamilekés, 18 % de Betis, 18 % de Bassa. La population bamileké, passée de 300 000 en 1936 à 433 000 en 1956 (+ 100 000 émigrés) correspond à des densités « tonkinoises » de plus de 800 habitants au kilomètre carré.

Mais à l'intérieur des communautés bamilekées existent de graves tensions sociales. Les jeunes scolarisés, comme les Bamilekés de l'émigration sont attirés à de lourds impôts coutumiers et à des marques de soumission qui leur paraissent d'autant moins supportables qu'ils ont vécu parmi des peuples aux obligations moins contraignantes. Sur ce terrain de contestation bien préparé la rébellion avait facilement recruté des partisans parmi les jeunes scolarisés sans emploi.

Quinze années de rébellion

La rébellion va marquer la vie politique camerounaise pendant les quinze premières années de la jeune République.

Déclenchée par Ruben Um Nyobé, leader de l'Union des populations du Cameroun (U.P.C.), lors de la « semaine sanglante » du 22 au 30 mai 1955, la rébellion « épistémologique » s'était développée chez les Bassa de la Sanaga Maritime, où de violentes actions avaient été entreprises en septembre 1957. Ruben Um Nyobé, le *Mpoudi* (« porte-parole en bas ») tué le 13 septembre 1958 par une patrouille, près de Boumouy son village natal, « la rébellion basse a perdu son âme », écrit Georges Chadrac (1). Mais c'est alors que les trois chefs survivants de l'U.P.C. : Félix Moukoko, Abel Kikoué, René Ousoué, tous trois Bamilekés transfèrent le mouvement insurrectionnel dans leur pays d'origine. En juillet et septembre 1959, des vagues d'attentats font plusieurs dizaines de morts.

Le 29 décembre 1959, les trois dirigeants de l'U.P.C. en exil publient la fracassante « déclaration de Conakry », suivant laquelle « l'indépendance nominale accordée au Cameroun sera un carcan au moyen duquel les agents du colonialisme et de l'impérialisme continueront à tenir le peuple prisonnier dans son propre pays ».

Le 30 décembre 1959, des commandos de l'U.P.C. envahissent le Zongo (quartier musulman de Douala), mais ils sont stoppés avant d'avoir atteint leurs objectifs.

Ces actions, y compris celles menées dans les faubourgs de Yaoundé, n'empêchent pas les fêtes de l'indépendance de se dérouler suivant le programme prévu. Dans le défilé officiel de Douala, une délégation de Bassa porte une effigie de Ruben Um Nyobé le « père de l'indépendance » et, le succès populaire témoigne que le *Mpoudi* était devenu, deux ans après sa mort, une figure nationale sud-camerounaise.

M. Mayi Matip, responsable de l'U.P.C. *Myale* proposa même un peu plus tard de faire de Ruben Um Nyobé le premier président de la République camerounaise à titre posthume (2).

Le 3 avril 1963, dans un discours prononcé à Esaka, le président Ahidjo rend hommage à Ruben Um Nyobé (3) : « ... Il ne faut pas par démagogie, non par recherche d'une certaine popularité (ce qui n'est pas dans ses habitudes), de rendre tel hommage au patriotisme et au nationalisme des Bassa, à la mémoire d'un homme avec qui je n'étais pas d'accord, d'un homme dont j'ai combattu la politique parce que j'ai vu, en mon âme et conscience, qu'il avait fait fausse route. Cet homme, vous le savez c'est Ruben Um Nyobé. Il a été un grand patriote ».

Mais si les troubles en pays bassas étaient terminés, le gouvernement camerounais avait dû faire face à une insurrection d'une dramatique ampleur en pays bamileké.

Devant ce péril intérieur, qui concernait notamment le pays bamileké, c'est-à-dire une zone où vivaient quatre cent mille Camerounais, le président Ahidjo fit appel aux troupes françaises. Il faudra huit mois aux forces du général Briand (cinq bataillons, un escadron de chasseurs bombardiers coopérant avec l'armée camerounaise pour vaincre l'insurrection. Au moment où s'achève cette campagne disparaît le deuxième chef historique de la rébellion apéciste, Félix Moukoko, mort à Genève le 3 novembre 1960 dans des conditions sur lesquelles toute la lumière n'a pas encore été faite.

Mais les opérations se poursuivent, même s'il ne s'agit plus que de bandes de quelques dizaines de maquisards survivant difficilement. C'est l'armée et la police camerounaises qui sont désormais chargées du maintien de l'ordre.

La rébellion subsiste, comme en témoigne le maintien du laissez-passer. Cette mesure prise en juillet 1958 ne sera levée que le 5 février 1975 à la veille du deuxième congrès du parti de l'Union nationale camerounaise (U.N.C.).

Le 23 octobre 1963, une loi sur la répression de la subversion était adoptée, qui prévoyait que les jugements prononcés par les tribunaux militaires permanents ne sont pas susceptibles d'appel. En outre, les biens des condamnés sont confisqués au profit de la nation. Cette juridiction répressive mise en place n'empêche par l'U.P.C. d'agir et, par ses puissants réseaux de soutien en France, en Belgique et au Canada, de donner à son action un important écho dans la presse internationale.

Ce que l'on sait de l'U.P.C. nous arrive par les dirigeants en exil qui semblent divisés en pro-soviétiques et en pro-chinois. La mort d'Abel Kikoué, troisième chef historique de l'U.P.C., le 16 juin 1964 au Caire, ne les réconcilie pas. Le chute de Wumouh, le 24 février 1966, les fait expulser du Ghana. Autour d'une remarquable *Economie de l'Ouest africain* (Maspéro, 1966), Ousoué Ofa est tué par une patrouille à Ousoué (Sud-Est) en avril 1966.

De la fédération à l'Etat unitaire

Il est certain que l'arrestation d'Ernest Ouandié, le 19 août 1970, marque un tournant et l'agonie de la rébellion. Le procès est dans toutes les mémoires ainsi que celui de Mgr Albert Ndongmo. Si le second vit sa peine commuée et la grâce intervient au moment du deuxième congrès de l'U.N.C. en 1975, Ernest Ouandié et plusieurs de ses compagnons condamnés à mort furent passés par les armes le 15 janvier 1971, sur la place de Bafoussam, au cœur du pays bamileké dont ils étaient originaires.

M. Ahmadou Ahidjo pouvait-il se permettre de pardonner ? L'opinion publique occidentale le croyait. Mais il semble que la règle suivie dans la répression du terrorisme camerounais est que, si l'inculpé a causé la mort de gendarmes ou de villageois, il soit exécuté. C'est ce qui s'est également passé pour Eganla Bitchoka (alias Sayongha Noko), dernier chef rebelle du Wouri, condamné à mort le 28 octobre 1972. Le 10 novembre 1974, le « commissaire Bernard », l'un des derniers rebelles, était abattu, avec plusieurs de ses compagnons. Mais celui qui prétendait que la rébellion est un sujet tabou n'avait pas oublié le rôle officiel du Cameroun qui, tous les six mois, par les circonscriptions énumérées, donne la zone d'insécurité relative.

Les internements sont-ils si importants que les opposants le disent ? On peut en douter lorsqu'on lit la mise au point de Marthe Moukoko, veuve de Félix Moukoko, faite le 4 mai 1975 au bureau de l'Agence France-Presse, de Yaoundé, à la suite des déclarations faites par M. Woumouy Massaga, responsable du parti clandestin de l'U.P.C. (le *Mpoudi* du 28 avril 1975), qui avait affirmé qu'elle avait été extradée de Gambia-Egypte et serait détenue sans jugement depuis cinq ans à Yaoundé. Le texte concluait : « Marthe Moukoko partage le sort des trente mille détenus politiques qui meurent à petit feu dans les prisons de M. Ahidjo. » Or Marthe Moukoko, rentrée au Cameroun en 1968, vit à Ebolowa et a même adhéré à l'organisation des femmes de l'U.N.C. Quant au chiffre de trente mille internés, il paraît très exagéré et le gouvernement camerounais aurait tout à gagner à donner les chiffres exacts.

Le deuxième problème était celui du bilinguisme, faisant cohabiter deux collectivités formées suivant des langues de culture différentes, avec des systèmes différents, et à côté d'un voisin, le Nigeria, qui est l'un des grands de l'Afrique.

Les Britanniques ont obtenu que, lors du référendum du 11 février 1961, les suffrages du Nord-Cameroun favorable au Nigeria seraient décomptés à part. Cette solution est radicalement inverse de celle qu'ils avaient imposée lors du plébiscite togolais du 9 mai 1956, qui avait assuré le rattachement du Togo britannique au Ghana, par 93 095 voix contre 87 492, alors que les districts évêchés de Ho et Kpandou au Sud avaient voté massivement contre ce rattachement. Des principes identiques auraient abouti à l'unification totale du Cameroun alors que, suivant cette formule, le Nord, par 145 236 voix contre 97 639, repoussa le rattachement au Cameroun, obtenu dans le Sud par 233 571 voix contre 97 741.

La date de rattachement du Cameroun septentrional au Nigeria sera décelée jour de deuil national par le gouvernement de Yaoundé.

Le 1^{er} octobre 1961, le Southern Cameroons devient le Cameroun occidental dans la République fédérale du Cameroun. Ceux qui ont mené la politique vers l'unification sont surtout les électeurs de John Foncha, c'est-à-dire les Grassfielders des divisions Bamenda, Wum et Kikame, qui représentent 60 % de la population totale et sont apparentés aux plans culturels et linguistiques aux Bamilekés.

Les Camerounais occidentaux n'ont pas bénéficié des mêmes réalisations sociales que les Camerounais orientaux : le taux de scolarisation en 1961 est évalué à 29 % contre 64 % dans l'ancien Cameroun français. Il y a un lit d'hôpital pour 708 habitants contre un pour 315. Occupant un dixième de la surface de la République fédérale, formant 20 % de la population, assurant 15 % de la production, ils pouvaient craindre de se voir « déborder par les francophones ».

Or ces deux morceaux de Cameroun ne s'étaient jamais sentis solidaires à l'époque allemande et, depuis 1916, tout les séparait : langue, systèmes judiciaires et scolaires, systèmes éducatifs, structures économiques.

Si la rédaction d'une Constitution fédérale est un exercice de style relativement facile, il est par contre beaucoup moins commode de gommer ou d'atténuer les habitudes « françaises » et « anglaises ».

Deux conférences constitutionnelles préparèrent la formule juridique : celle de Bamenda (26-28 juin 1961) réunit les représentants des partis politiques ouest-camerounais. Le Kameroon National Democratic Party du premier ministre, le docteur Foncha, était partagé entre son goût du fédéralisme et le souci de la souveraineté. La conférence bilatérale de Fomohou (17-21 juillet 1961) approuva la proposition du président Ahidjo visant à n'admettre de projets que sous forme de modifications au texte constitutionnel du Cameroun français.

Le 28 mars 1964, les travaux de construction du chemin de fer reliant le Cameroun oriental et le Cameroun occidental furent inaugurés (ils seront achevés le 7 décembre 1965).

C'est au cours de la même année 1964 que furent entreprises les premières démarches destinées à créer un grand parti national.

Cependant, le système fédéral restait en place avec sa pesanteur et les lourdes charges qu'entraînaient trois gouvernements et trois assemblées pour un pays dont le budget ne dépassait pas 60 milliards de francs C.F.A. (1 franc C.F.A. = 0,02 franc).

Le 20 mai 1972, les électeurs approuvent massivement la nouvelle Constitution : inscrits, 3 259 816 ; votants, 3 217 718 ; suffrages exprimés, 3 217 214 ; oui, 3 217 056 ; non, 158, ce qui donne une participation de 98,10 %, et 99,97 % de oui.

Le 3 juin, le président Ahidjo signe le décret de promulgation de la nouvelle Constitution. Le 3 juillet, le premier gouvernement de la République unie du Cameroun est formé. Il comprend vingt-huit membres, dont huit anglophones. Un décret présidentiel divise la République unie du Cameroun en sept provinces.

Des mesures d'ordre culturel viendront améliorer les efforts dans le sens du bilinguisme : l'anglais est enseigné, depuis 1972, dans les classes primaires des provinces francophones. Depuis septembre 1974, le français est enseigné dans les classes primaires des provinces occidentales anglophones.

A la veille de l'indépendance, le Cameroun détenait une sorte de record quant au nombre des partis. Les services de l'information donnaient, en 1952, la liste de quatre-vingt-quatre partis politiques, parmi lesquels le Cococam (Comité de coordination du Cameroun), le C.R.F.N. (Comité de regroupement des forces nationalistes), le Coreca (Comité pour la réunification du Cameroun), l'Union camerounaise (qui détenait une majorité écrasante au Nord), l'U.D.C. (Union démocratique du Cameroun), particulièrement forte dans le Nyong et Sanaga, alors que la zone d'action sociale se trouvait dans le Mbom. L'U.P.C. également établie le 27 février 1960, reprend une activité que la formation intellectuelle de M. Mayi Matip et des autres dirigeants met en vedette (4).

Le parti creuset de l'unité

Au lendemain de l'indépendance, les partis manifestent une belle unanimité face aux manœuvres anglo-nigérianes concernant le Cameroun occidental : une mission mixte camerounaise, groupant le docteur Marcel Bebey Eyidi (combattant des F.F.L. glorieusement décoré à Bir-Hakeim et frère aîné du grand écrivain et musicien Francis Bebey), Mousa Yaya et Mayi Matip, fit une tournée des capitales et tenta, mais en vain, de faire modifier l'organisation du plébiscite au Cameroun britannique.

A la fin de l'année 1962, MM. Okala, Mbida, Mayi et Bebey étaient arrêtés. Ils seront relâchés quelques mois plus tard.

Les anciens partis maintenaient une certaine tension politique, qui, à côté des maquis apécistes, entretenait une sorte d'opposition de sa majesté modérément appréciée par le gouvernement.

L'Union camerounaise, qui, jusqu'à l'indépendance, se trouvait cantonnée dans le Nord, voyait ses effectifs augmenter dans le Sud. Lors des élections législatives du 26 avril, la liste du Parti des démocrates camerounais, qui se présentait seulement dans la circonscription de Nyong et Sanaga, recueillait 129 517 voix, alors que la liste de l'Union camerounaise recueillait au Cameroun oriental 1 963 614 voix (93,50 %) des suffrages exprimés. Au Cameroun occidental, le K.N.D.P. obtenait 192 081 voix (71 %) et la Cameroon People National Convention (opposition), 60 485 voix (24 %).

Après une réunion, le 9 mai 1964, des dirigeants de l'Union camerounaise et du K.N.D.P., le président Ahidjo, le 15 mai, dans son discours à l'Assemblée nationale, dit qu'il faut créer un grand parti national ouvert à tous les Camerounais de bonne volonté.

C'est deux ans plus tard, le 1^{er} septembre 1966, que l'U.N.C. réalisera la fusion, non seulement entre les deux grands partis, mais encore avec les quatre partis d'opposition, deux au Cameroun occidental (le Cameroon People's National Congress et le Cameroon Union Congress), deux au Cameroun oriental (le Parti démocratique camerounais et le Parti socialiste camerounais).

Le parti est devenu, parmi les partis uniques africains, un élément particulièrement remarquable. M. François Sengat Kuo (par ailleurs l'un des meilleurs poètes contemporains) membre du bureau politique et secrétaire général adjoint de la

présidence, déclarait, le 19 avril 1975, que l'U.N.C. se portait aussi bien « qu'un parti peut se porter en pays sous-développé ».

Du 10 au 15 février 1975, s'est tenu le deuxième congrès ordinaire de l'U.N.C., qui a changé complètement les statuts. Le comité central remplace l'ancien bureau politique national. Ce comité central comprend quarante-deux membres élus par le Congrès et six membres de droit : président de l'Assemblée nationale, premier ministre, président du Conseil économique et social, président du groupe parlementaire de l'U.N.C., l'Assemblée nationale, président national de l'U.P.N.C., président du bureau confédéral de l'U.N.T.C.

C'est lors de ce congrès que fut annoncée la création d'un poste de premier ministre, tout en maintenant au Cameroun un régime présidentiel. Ce souci d'unité devait se retrouver également dans le domaine syndical.

Un régime présidentiel

Bien que le syndicalisme soit beaucoup moins actif depuis l'indépendance, comme dans la plupart des pays africains, les centrales syndicales représentatives aussi par leurs liens internationaux un élément important.

Du 19 au 22 janvier 1963, un congrès national pour l'unité syndicale décide la dissolution des quatre centrales et d'une vingtaine de syndicats affiliés à l'U.S.L.C. (Union des syndicats libres du Cameroun). Une Fédération des syndicats du Cameroun est créée. Par ailleurs, l'U.G.T.C. et la C.G.T.C. résistent leur appartenance à la F.S.M.

Mais l'affaire ne va pas plus loin, si bien que M. Ahidjo, lors du Congrès de Garoua (1969), avait demandé de constituer un syndicat unique « dans le cadre du parti », ce qui avait fait échouer les démarches. En novembre 1971, les trois centrales syndicales camerounaises, Fédération des syndicats du Cameroun, l'Union des syndicats croyants du Cameroun et le West Cameroon Trade Union Congress annoncent leur fusion, qui est effective en septembre 1972, dans l'Union des travailleurs du Cameroun, rattachée au parti.

Les syndicats professionnels indépendants disparaissent, ainsi le S.N.J.P.C. (Syndicat national des journalistes professionnels du Cameroun), qui, le 29 août 1972, déclara de sa dissolution et rejoindra l'U.N.T.C. Très active sur la revendication d'africanisation des postes dans les entreprises, l'U.N.T.C. manifeste un accord complet avec la politique gouvernementale, comme le montre l'incident Ségué en 1974. En septembre 1974, en effet, Georges Ségué et René Duhamel, responsables des relations internationales de la C.G.T., arrivaient au Cameroun. Personne ne les attendait à l'aéroport et l'U.N.T.C. publiait un communiqué précisant que M. Ségué venait au Cameroun « à titre entièrement prioré » et « sans qu'il y ait la moindre correspondance entre lui et les syndicats camerounais ».

A Douala, on précisait qu'un ancien camarade de M. Ségué, vice-président de l'U.N.T.C., apprenant son passage à Brazzaville, l'avait invité à s'arrêter pour le rencontrer. De retour à Paris, M. René Duhamel manifestait son désappointement et suggérait des interventions parisiennes au plus haut niveau.

Le gouvernement camerounais n'avait pourtant aucun besoin de ces interventions. L'appui du parti communiste français à la rébellion, les articles à la gloire de l'U.P.C. dans *l'Humanité* et d'autres organes communistes, suffisant à expliquer la fraîcheur (ou l'absence) de l'accueil.

Les observateurs ont noté qu'au fil des remaniements quasi-annuels, les ministères originaux du Nord étaient beaucoup plus stables que ceux originaux du Sud. C'est évidemment que le nombre de personnalités « ministérielles » était singulièrement moins élevé dans le Nord. C'est aussi que la coupellation et le népotisme étaient plus fréquents chez les originaux du Sud. Ainsi M. Victor Kanga, ministre considéré en 1968 comme le « numéro deux » du régime, était condamné à quatre ans de prison à l'issue d'un procès qui a établi sa responsabilité dans des fraudes commises dans la gestion de la pharmacie centrale de Yaoundé. Le 30 août 1975, un ancien ministre, M. Victor Ateba, était également condamné.

Reconduit en février comme président de l'U.N.C. par le deuxième congrès national du parti, réélu président de la République le 5 avril 1975, M. Ahidjo reste fidèle à ses objectifs : renforcement de l'Etat et de l'unité nationale. Il déclare que l'accent sera mis sur « le sens de l'initiative créatrice, la compétence, le rendement, la conscience professionnelle et l'intégrité dans l'ordre professionnel et, corrélativement, sur l'engagement, sur la responsabilité, le mérite dans l'ordre politique ».

Un conseil économique et social est mis en place le 12 mai, qui sera consulté sur les projets de lois, de programmes, ou de plans à caractère économique.

Avec une extraordinaire persévérance, M. Ahmadou Ahidjo a poursuivi l'œuvre d'intégration nationale. Le 1^{er} janvier 1960, parmi les explosions de grenades et les rafales de fusils mitrailleurs, les observateurs pouvaient s'interroger sur les chances de survie du gouvernement camerounais... et même du Cameroun.

Confronté avec le triple problème de la rébellion, de l'union avec une collectivité de culture anglaise, et de l'harmonie entre ethnies naguère antagonistes, sans compter l'opposition entre Nord et Sud, le président Ahidjo, avec une persévérance exemplaire, a réussi à surmonter la plupart des difficultés et notamment à réserver à la communauté bamileké la place dynamique qu'elle mérite dans la communauté nationale.

(*) Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer.

ROBERT CORNÉVIN.

(1) Les Carnets secrets de la décolonisation, tome II, « La mort de Yho Gb. Mink camerounais », p. 323-329.
(2) J. AMBASSA, L. MAKONG, Quand la fièvre électorale monte. L'effort camerounais du 15 février 1964.
(3) Le Sémaphore camerounais du 15 mai 1963, p. 4.
(4) Cité par F. CORNÉVIN, Histoire du Cameroun, Présence africaine, 1963, p. 342.

(PUBLICITE)

BANQUE CAMEROUNAISE DE DÉVELOPPEMENT (B.C.D.)

- Société d'Economie Mixte d'Intérêt National.
- Capital social : 1.500.000.000 F CFA soit 30.000.000 FF.
- Actionnaires : République Unie du Cameroun,
Caisse Centrale de Coopération Economique,
Banque des Etats de l'Afrique Centrale,
Bremer Landesbank.
- Siège social et direction générale : B.P. 55, YAOUNDE (Cameroun).
- Téléphone :
 - Secrétariat directeur général : 22-00-67.
 - Standard : 22-09-11.
22-45-96.
22-37-39.
- Téléc : 82-25 KN.
- Adresse télégraphique : BANCAD.
- Administration : EL HADJ OUSMANE MEY, président du C.A.
- Direction : MM. Léon BAHOUNOU BATENDE, directeur général,
Jean-Pascal ZOLEKO, directeur général adjoint.

POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU CAMEROUN
TIENT EN PERMANENCE SES SERVICES A LA DISPOSITION
DES INVESTISSEURS POUR TOUS LEURS BESOINS.

(PUBLICITE)

CHAMBRE DE COMMERCE D'INDUSTRIE ET DES MINES DE LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

Président : M. François DJAPOU
Secrétaire Général : M. André KONNA
SIÈGE ET SECRETARIAT GÉNÉRAL : DOUALA - B.P. 4011
Tél. 42.28.88 et 42.36.90 - Téléc CHAMCIMA 5616 KN DOUALA
Délégations : YAOUNDE : B.P. 36 - Tél. 22.47.76 - GAROUA : B.P. 59 - Tél. 27.11.77
VICTORIA : P.O.B. 211 - Tél. 33.42.30

La Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines de la République Unie du Cameroun est un établissement public à compétence nationale qui représente l'ensemble des intérêts du secteur privé, commerçants, industriels, artisans, prestataires de services et miniers auprès des Pouvoirs Publics.

Son siège est à Douala, capitale économique du Cameroun, ville de 350.000 habitants, où se trouvent les sièges et directions des principales sociétés commerciales et industrielles du pays.

La Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines du Cameroun est régie par le décret n° 74/737 du 17 août 1974, qui a créé trois sections :

- La section « Prestations de service » qui sous-sections : Import, Export et Commerce de détail.
- La section « Industrie et Mines », comprenant les trois sous-sections : Industries extractives, Industries de transformation et Travaux Publics.
- La section « Prestations de service » qui englobe les sous-sections : Crédit, Banques, Assurances, Transports routiers, Transit, Navigation aérienne, maritime et fluviale, Garages et Divers.

Elle compte 100 membres élus dont 50 titulaires et 50 suppléants ; les suppléants étant appelés à remplacer les titulaires en cas d'absence ou d'empêchement.

En plus de son rôle consultatif, la Chambre de Commerce est chargée :

- De l'information de ses membres et ressortissants à travers le Territoire national ;
- Des contacts entre les hommes d'affaires du Cameroun et ceux de l'extérieur ;
- De l'arbitrage entre les différentes catégories d'Agents économiques de la nation ;

— De la promotion des échanges commerciaux, industriels et touristiques à travers les foires internationales où elle s'emploie à inciter les détenteurs de capitaux et des techniques à s'intéresser davantage au développement de l'économie camerounaise et à y participer en bénéficiant du généreux et libéral Code des Investissements mis au point par le gouvernement.

Et c'est dans cette même optique qu'elle s'est chargée, en accord avec le gouvernement, l'aide et l'appui, de la création d'une Ecole Supérieure de Commerce à Douala pour les ressortissants de l'Afrique centrale. Elle édite un bulletin mensuel qui est diffusé dans le monde entier, et élabore un rapport annuel sur la situation économique de la nation.

Afin de remplir efficacement sa mission, et compte tenu de sa compétence nationale, la Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines du Cameroun dispose de plusieurs délégations provinciales, à savoir :

- YAOUNDE, capitale administrative et politique du pays pour les contacts quotidiens avec le gouvernement et les missions diplomatiques accréditées au Cameroun. La délégation de Yaoundé dessert également les dix départements qui comptent la province du Centre-Sud ;
- GAROUA, chef-lieu de la province du Nord ;
- VICTORIA, pour les provinces du Nord et du Sud-Ouest ;
- BAFOUSSAM, chef-lieu de la riche province de l'Ouest.

Sur le plan international, la Chambre de Commerce du Cameroun est membre de la Chambre de Commerce Internationale et elle participe activement au congrès des assemblées consulaires de l'UDEAC qui se réunit une fois tous les deux ans et à tour de rôle dans chacune des capitales des Etats de l'Union.

(PUBLICITE)

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT DU CAMEROUN

Société anonyme au capital de 1 milliard de francs C.F.A., soit 20 000 000 FF
Partenaire idéal des Investisseurs Etrangers

Société d'Etat à capital variable régie par les dispositions légales et réglementaires sur les sociétés anonymes et placées sous la tutelle du Ministère de l'Economie et du Plan.

I. — Historique

La S.N.I. a été créée par la Loi n° 63/25 du 19 juin 1963 autorisant l'émission des bons d'équipement de 2, 3 et 5 ans d'échéance. Ses attributions et son fonctionnement ont été définis successivement par les décrets n° 64/07/486 du 16 décembre 1964 et 71/06/159 du 15 avril 1971.

Ses ressources proviennent de ses fonds propres, du produit des bons d'équipement, des avances de l'Etat, des emprunts extérieurs. L'ensemble de ses ressources s'élève en 1975 à plus de 12 milliards de francs C.F.A.

II. — Rôle de la S.N.I.

La S.N.I. participe et finance le développement.

— Réalisation de toutes études générales et particulières dans les domaines agricoles, industriels et commerciaux.

— Accueil des investisseurs et assistance dans la connaissance des milieux d'affaires camerounais.

— Octroi des crédits et avais aux sociétés filiales.

— Gestion et rentabilisation du portefeuille de l'Etat.

— Option prioritaire au développement économique et social de la République Unie du Cameroun.

III. — Réalisations de la S.N.I.

La S.N.I. poursuit un essor soutenu par douze années d'expérience, d'initiatives diverses, et draine déjà un passé riche en réalisations concrètes :

— Participation au capital de plus de 60 sociétés relevant de tous les secteurs de l'activité industrielle, agro-industrielle, commerciale et touristique.

— En 1975, l'ensemble de ses sociétés a réalisé un chiffre d'affaires global de près de 61 milliards de francs C.F.A. et leurs investissements cumulés ont été de l'ordre de 61 milliards de francs C.F.A.

— Les activités industrielles et agro-industrielles viennent en tête. Ces deux secteurs d'activités totalisent plus des trois quarts des participations de la S.N.I. et réalisent près de 95 % du chiffre d'affaires global.

— Viennent ensuite les services, le tourisme et l'hôtellerie.

IV. — La S.N.I. et la coopération internationale

— La S.N.I. est engagée dans la voie de la coopération internationale.

— Ses structures techniques et humaines, son expérience de société d'Etat d'une part, et des milieux d'affaires d'autre part, lui permettent de proposer à ses partenaires des formules adaptées à l'évolution du contexte national.


Dans cet esprit, la S.N.I. vient de signer deux Conventions de prêt :

- L'une de 1,5 milliard de francs C.F.A. avec la Caisse Centrale de Coopération Economique ;
- L'autre de 22 millions de dollars U.S. avec un consortium bancaire ayant comme chefs de file, entre autres, l'UNION DES BANQUES ARABES ET FRANÇAISES (U.B.A.F.) et la BANK OF AMERICA.

Ces fonds seront utilisés pour le financement des grands projets notamment le complexe agro-industriel de sucre de MBANDJOCK près de YAOUNDE, la Cameroon Sugar Company, Inc. (CAMSUCO).

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT,
B.P. 423 - YAOUNDE (R.U.C.),
Téléc : SONICAM 8205 KN
Télégramme : SONICAM.

Café ARABICA Cacao et Coton du CAMEROUN



Nos paysans sont des hommes heureux

Ils ont une terre généreuse. Ils habitent un pays d'eau et de soleil. C'est pour cela que notre production agricole est si riche et si diversifiée et nos produits de tout premier choix. Notre café est le meilleur d'Afrique, mélange de l'arabica de nos coteaux et du robusta de nos plaines. Notre cacao est demandé par les connaisseurs du monde entier. Notre coton grandit et mûrit au soleil. Nous avons aussi du thé, des arachides, de l'hévéa, de la banane et des palmiers à huile. Notre production de blé est prometteuse, ainsi que celle de notre canne à sucre. C'est pour toutes ces raisons que nos paysans et nos consommateurs sont des hommes heureux.

CAISSES DE STABILISATION, DIRECTION DES PRODUITS DE BASE MINEP, YAOUNDE.

Retenez
votre adresse
elle vous sera
utile

هكذا من الأنجل

Un des principaux centres d'intérêt de la diplomatie

L'UNION DOUANIÈRE ET ÉCONOMIQUE D'AFRIQUE CENTRALE

DEPUIS longtemps, le Cameroun fait preuve d'une méfiance déléguée à l'encontre de toutes les initiatives qui, sous couvert de « francophonie », lui paraissent être trop inspirées par Paris, pour des raisons que l'on n'hésite pas à qualifier ici de « néo-colonialistes ». Ainsi s'expliquent la sortie du Cameroun de l'OCAM (Organisation commune africaine et malgache) — devenue « mauricienne » — et son refus de participer aux « sommets » francophones qui ont eu lieu au cours de ces dernières années.

Ces craintes de nature politique ne l'ont pas empêché, toutefois, de rechercher, avec réalisme et persévérance, à resserrer le plus possible ses liens de coopération avec les quatre autres anciennes colonies françaises d'Afrique centrale, devenues elles aussi indépendantes : le Congo, le Gabon, le Tchad et la République centrafricaine, toujours membres, comme lui, de la zone franc. C'est ce souci, partagé par ses partenaires, qui est à l'origine de l'Union douanière et économique d'Afrique centrale (UDEAC), au sein de laquelle le Cameroun joue un rôle très actif.

L'UDEAC, qui regroupe actuellement le Cameroun, le Congo, le Gabon et la République centrafricaine, a été créée par un traité signé le 1^{er} décembre 1964 à Brazzaville entre ces quatre États et le Tchad, qui s'en est retiré en 1968 pour former une éphémère Union des États d'Afrique centrale (UEAC) avec le Zaïre, mais qui s'apprête à présent à la réintégrer.



Un marché de plus de 12 millions de consommateurs

Jusqu'en 1960, le Congo, le Gabon, l'Oubangui-Chari (devenu ensuite République centrafricaine) et le Tchad avaient constitué l'Afrique-Equatoriale française, entité administrativement et économiquement intégrée. Devenus indépendants, ces quatre pays décidèrent de prolonger leur coopération sur le plan économique, en créant l'Union douanière équatoriale (UDE), à laquelle le Cameroun s'associa dès 1961. C'est de cette première union que devait naître l'UDEAC, dont l'entrée en vigueur fut effective le 1^{er} janvier 1968, et dont le siège se trouve à Bangui, capitale de la R.C.A.

L'UDEAC constitue une des plus remarquables entreprises africaines de coopération

régionale pour le développement. Rassemblant plus de douze millions d'habitants (dont près de sept millions pour le seul Cameroun) et s'étendant sur environ 1,7 million de kilomètres carrés, dans une zone géographique aux climats diversifiés et aux ressources agricoles et minières abondantes et variées, elle s'est assigné, dès le départ, pour principal objectif d'élargir progressivement les marchés nationaux de ses États membres, par élimination des entraves juridiques et fiscales inter-États, en vue d'établir un véritable marché commun de l'Afrique centrale, dans lequel chacun trouverait son intérêt.

Cette politique s'est d'ores et déjà traduite par les faits suivants :

- Une coopération douanière étroite et efficace, fondée sur un tarif unique et une réglementation commune ;
- Une harmonisation des fiscalités internes et des codes nationaux d'investissements ;
- Des efforts sérieux de coordination des plans et des politiques de transports ;
- Un début de concertation en matière de politique industrielle ;
- La mise au point par les quatre États d'un plan comptable obligatoire dans l'ensemble de l'Union, complété par un plan commun de comptabilité publique, compatible avec le plan comptable des entreprises, de manière à aboutir à un système unifié de comptabilité nationale ;
- La préparation du recensement démographique permettant d'établir progressivement un état civil moderne identique dans les États membres ;
- L'adoption de textes relatifs à la libre circulation des personnes et au droit d'établissement dans l'Union.

Surtout, il faut souligner que, comme le voulaient ses fondateurs, l'UDEAC n'est pas une union simplement économique, qui ne pourrait se définir de manière précise et qui ne serait que la somme des intérêts que chacun accepterait de mettre en commun ; comme on le voit dans la plupart des autres tentatives africaines de coopération régionale. Elle n'est pas non plus une union libre-échangiste au sein de laquelle le trafic commercial entre les États membres resterait soumis à un certain nombre de restrictions. Mais elle est une véritable union douanière, caractérisée par la libre circulation de tous les produits sur l'ensemble du territoire de l'Union, à condition toutefois (afin de protéger les recettes budgétaires de chacun des États membres sans se perdre dans des systèmes de contrôles et de restrictions trop

complexes) qu'ils soient originaires de l'Union.

Outre l'existence d'un tarif douanier commun, la pièce maîtresse de l'édifice est un système dit de « zone unique », à laquelle sont soumises, au bénéfice du pays de consommation, les marchandises manufacturées produites dans un des États membres par les entreprises industrielles désireuses d'écouler également leurs marchandises sur les marchés des autres États membres et qui ont obtenu pour cela l'agrément des organes centraux de l'Union. Tout en préservant les intérêts budgétaires des États de consommation (qui, sans cela, seraient tentés de continuer à importer des produits concurrents de l'extérieur de l'Union, dont l'industrialisation serait entravée d'autant), le système présente notamment l'avantage pour les entreprises agréées de les exonérer de toute autre taxe, en particulier des droits et taxes à l'importation sur les matières premières, ainsi que celui de leur bénéficier d'un crédit de paiement de la taxe unique elle-même, jusqu'à la commercialisation effective des produits fabriqués.

A signaler également l'existence d'un fonds dit « de solidarité », alimenté principalement par les États les plus favorisés au bénéfice essentiellement de ceux qui le sont moins, et qui a pour but, lui aussi, en atténuant les effets des disparités géographiques (éloignement du littoral en particulier), d'atténuer les obstacles à l'industrialisation de l'Union et aux échanges inter-États.



Une politique intelligente

Il ne fait du reste aucun doute que cette politique douanière et fiscale intelligente, en vue de la constitution d'un vaste marché attractif pour les investisseurs, a beaucoup favorisé ces dernières années, mais à des degrés divers selon les pays (le Cameroun n'étant pas le plus mal loti), le développement de l'industrialisation de l'ensemble de l'Union, en même temps qu'elle entraînait une progression constante des échanges intra-communautaires. Tout en ne représentant encore que 10 % environ de l'ensemble des échanges extérieurs des pays de l'UDEAC, ces échanges inter-États ont progressé au cours de ces dernières années à un taux moyen de 25 % par an, soit trois fois plus vite que le commerce extérieur total de l'Union, l'essor d'une industrie de substitution aux

importations apparaissant comme le moteur principal de cette accélération.

Enregistrant ces résultats satisfaisants, le dernier « sommet » de l'Union, qui s'est tenu à Bangui, en décembre 1975 à l'occasion de l'inauguration du nouveau Palais de l'UDEAC a permis de jeter les bases d'une intégration économique plus poussée, par la création d'une banque commune de développement, l'harmonisation renforcée des impôts sur les sociétés, la création d'un bureau du plan comptable, l'adoption d'un code de sociétés multinationales, la répartition entre les États de quelques grands projets industriels dits « communautaires » ; la mise en place de structures communes dans les domaines scientifique et technique, l'attribution d'un caractère également communautaire à l'important projet de chemin de fer Bangui-Océan.

Le Tchad, dont on espère le retour prochain au sein de l'Union, avait envoyé pour la première fois depuis très longtemps, un observateur à ces assises.

PIERRE BIARNES.

Les principales institutions de l'UDEAC

Les principales institutions de l'Union douanière et économique d'Afrique centrale sont les suivantes :

- Un conseil des chefs d'État, organe suprême qui se réunit au moins une fois par an ;
 - Un conseil de direction, statuant par délégation du conseil des chefs d'État et qui se réunit au moins deux fois par an ;
 - Les décisions de ces deux conseils prises à l'unanimité ont force de loi dans chacun des États de l'Union, d'où dépend un secrétariat général dont les services se répartissent ainsi :
 - Département de l'harmonisation industrielle ;
 - Département de l'harmonisation industrielle des statistiques, des transports, des postes et des télécommunications ;
 - Direction des services administratifs.
- L'UDEAC dispose également de plusieurs organismes spécialisés : agence comptable inter-États, contrôle financier, école des douanes, etc.

Retenez notre adresse elle vous sera utile

Si vous voulez développer vos affaires au CAMEROUN, promouvoir votre marque, conquérir le marché, ou si vous y venez seulement pour un voyage touristique, faire un safari, c'est à nous qu'il faut vous adresser, car nous connaissons le terrain. Nos collaborateurs maîtrisent les techniques modernes du marketing, de la communication et de la vente du tourisme.

Nos activités s'étendent sur trois pays d'Afrique centrale. Notre pénétration, grâce à nos nombreux et importants supports de masse, en régie, est la plus forte d'Afrique francophone. Nous avons des partenaires et des correspondants en Europe.



CAMEROUN PUBLI-EXPOSITION

Rue du Maréchal Joffre - B.P. 1.137 - Tél. 42.44.44
Téléc 5276 KN - DOUALA - CAMEROUN

CAMEROUN PUBLI-EXPOSITION

CAMEROUN DEVELOPMENT CORPORATION

Victoria (CAMEROUN). Tél. : 33-22-51
Téléc : 52 42 KN

Adresse télégraphique DEVCAM Victoria
Société de Développement
au capital de 4 124 806 000 C.F.A.

PLUS DE 120.000 HECTARES DE PLANTATION

- d'huile de palme (19.235 tonnes)
- d'hévéa (9.778 tonnes)
- de thé (935 tonnes)
- de bananes (11.393 tonnes)
- de poivre

Quatre usines de transformation de caoutchouc, une usine à thé, deux moulins d'huile de palme.

TOLE TEA



Le meilleur, n'importe où,
et n'importe quand

Pour tout renseignement, écrire à :

SALES MANAGER
CAMEROUN DEVELOPMENT CORPORATION
BOTA, VICTORIA
RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

CAMEROUN PUBLI-EXPOSITION

ORGANISATION CAMEROUNAISE DE LA BANANE



La remontée de notre production amorcée en 1971 avec la mise en œuvre, par l'OCB, du projet de Reconversion Bananière, s'est poursuivie ces dernières années pour atteindre 73.500 tonnes en 1974, niveau pratiquement maintenu en 1975.

Le premier programme du projet de Reconversion Bananière portait sur 800 hectares de bananeraies à créer en 4 ans. Commencée en 1970, sa réalisation s'est achevée en 1973 et a permis, grâce à la production supplémentaire de 20.000 tonnes par an conforme aux prévisions du projet, d'accroître très sensiblement nos exportations.

Son indice sur l'évolution des tonnages à l'exportation se traduit par les chiffres ci-dessous :

STATISTIQUES EXPORTATIONS DU CAMEROUN

ANNÉES	EXPORTATIONS
1970	47 000 t.
1971	51 000 t.
1972	65 500 t.
1973	64 500 t.
1974	63 500 t.
1975	74 300 t.

CAMEROUN PUBLI-EXPOSITION

L'évolution de notre économie bananière au cours de ces dernières années n'est pas sensible uniquement sur le plan de l'accroissement de nos exportations. Elle concerne aussi leur répartition ainsi que la qualité des fruits exportés, en nette amélioration depuis trois ans.

Documents établis par M. VICTOR AYISSI MVODO, ministre d'Etat chargé de l'administration territoriale de la République Unie du Cameroun

PARTI UNIFIÉ ET DÉMOCRATIE GOUVERNANTE

Au lendemain de la décision mémorable des partis politiques nationaux de se fondre tous ensemble en un seul parti unifié, le Cameroun pouvait réellement se dire assuré d'avoir remporté, sur lui-même, l'une de ses plus belles victoires. C'était le 1^{er} septembre 1966. Ce jour-là, en effet, était née une espérance nouvelle du peuple en face de son destin.

Ainsi devrait s'expliquer cette soif d'unité, qui s'est toujours trouvée à l'origine de l'action, comme des choix du peuple camerounais, depuis bientôt vingt ans. Le parti unifié en a été la consécration. Il a été, pour la communauté nationale, une source vivante d'idées et de motivations concrètes. Il demeure le soutien et le guide de ce peuple, toujours désireux de rester maître de son devenir, de fortifier sa volonté de construction nationale dans une voie originale et en dépit des difficultés et des contradictions du monde contemporain. C'est peut-être là que pourra figurer son apport décisif au patrimoine de la nation.

Car, ce qui est surtout concerné, ce n'est pas tant de triompher immédiatement de toutes les nécessités matérielles que de rendre vite accessible à tous dans la pratique l'idée d'une nation à promouvoir dans l'harmonie, la justice et le progrès, et qui soit pour chacun une patrie véritable. A travers cette triple approche des perspectives nationales, se dégagent les grandes tâches qui, certes, échappent à la maîtrise d'une seule génération, mais que le parti et l'Etat doivent aujourd'hui, pour leur part, assumer avec courage et détermination.

Il s'agit de contribuer par tous les moyens à l'épanouissement de la conscience nationale; d'accélérer l'éducation politique et humaine des masses; d'associer sans discrimination toutes les couches sociales aux sacrifices comme aux joies de la construction nationale.

Il convient, cependant, de souligner que cette intervention, riche de contenu, du parti et de l'Etat ne pouvait s'effectuer qu'à condition de reposer elle-même sur une option bien définie en ce qui concerne le mode de gouvernement. Cette option a été faite. Le Cameroun a marqué sa préférence pour la démocratie. Mais une démocratie essentiellement fondée sur ses traditions propres, et qui ne se réclame ni des normes de l'Occident ni de celles de l'Est européen. C'est une voie moyenne. Elle rejoint, pour l'essentiel, ce qu'un publiciste français a appelé une « démocratie gouvernante ».

Mais ce serait, à coup sûr, trahir la vérité de l'histoire que de ne pas mettre en relief (sa très grande modestie doit-elle en souffrir) la part qui revient, dans cette fine architecture, aux mérites personnels du président Ahidjo. Très tôt, il a su comprendre que l'indépendance, une fois acquise, n'avait de véritable signification que si elle devenait un acte de participation continue aux valeurs de son milieu et aux modèles de son héritage humain.

Sur ce point, ses convictions, que l'expérience des vingt dernières années n'a fait que confirmer, n'ont jamais varié; le Cameroun en a tiré un très net avantage dont s'est ressentie l'évolution constitutionnelle de notre après-indépendance.

Le chef de l'Etat camerounais ne soutenait-il pas déjà, en 1962 au congrès d'Eholowa, que nos pays en voie de construction ont à découvrir les formules politiques qui leur soient propres en fonction de leur situation, mais aussi en fonction de leurs civilisations qui sont extrêmement différentes de celles des pays d'Europe ou d'Amérique.

Pour le président Ahidjo, en effet, la démocratie à l'euro-péenne, si elle était l'objet, à notre stade, d'une reproduction servile, ne pourrait que conduire notre peuple à choisir, en définitive, entre Charybde et Scylla. Entre l'anarchie et la dictature.

Mais, l'essentiel n'est pas là. L'essentiel reste cette volonté de renverser les barrières qui, par-delà les valeurs simples sur lesquelles tout le monde devrait se mettre d'accord, contribuent encore à entretenir des démarches routinières de pensée, les relents d'un fond d'idées souvent abstraites et un climat de préjugés tenaces.

Ce qui importe par conséquent, c'est que le parti unifié œuvre pour l'édification d'un Etat fort, capable en son sein d'assurer l'ordre et de promouvoir la paix. Telle est du reste, selon nous, la condition première pour que s'instaure une démocratie authentique, c'est-à-dire, en somme, une participation active du peuple à l'élaboration de son destin, par une libre adhésion collective, éclairée par le parti et conduite par l'autorité de l'Etat.

Voilà pourquoi le régime présidentiel, tel que notre peuple a choisi de le vivre, nous a toujours semblé le mieux répondre à ses problèmes. Il convient autant à sa conception particulière du pouvoir qu'à son mode spécifique d'expression des forces profondes de son patrimoine culturel.

S'il faut du chef de l'Etat, face aux exigences d'une nation en cours d'édification, le symbole vivant de l'unité de son destin et de ses aspirations, il garantit également l'exécutif, les moyens de jouer pleinement son rôle de moteur de l'émergence individuelle et collective des masses.

A l'intérieur de ce mouvement où, bien que séparés, les pouvoirs se complètent, leur collaboration fonctionne avec d'autant plus d'harmonie et de rigueur qu'elle se fonde sur les vertus de l'appartenance commune de tous les corps de l'Etat à l'esprit et à la discipline d'un même parti.

C'est donc à juste titre que le système camerounais peut, ainsi que le rappelait encore le président Ahidjo au congrès de Douala, être qualifié de démocratie gouvernante, ce qui l'oppose, de toute évidence, « aux régimes où l'action de l'exécutif se trouve constamment paralysée du fait des divisions d'opinions démagogiques, des luttes d'influences, et du conflit des intérêts particuliers ».

Cette prééminence de l'exécutif a malheureusement suffi à certains pour qu'ils assimilent, de manière abusive, notre système politique à une forme de dictature, dominée par des procédés antidémocratiques.

En réalité, la démocratie gouvernante dont nous nous réclamons, et telle que nous la pratiquons, est loin de nier que la liberté soit pour l'individu un droit fondamental; ce qui nous importe, c'est que ce principe se traduise de manière bien plus concrète par une plus grande efficacité dans les perspectives actuelles de notre quête de la dignité et de la sécurité par le développement. Nous ne nions pas non plus que la liberté soit la meilleure école pour préparer les hommes à s'adapter aux changements, caractéristique essentielle de notre temps; mais, nous voulons y accéder par les voies propres à notre culture, en raison, notamment, des diverses formes d'ambiguïté attachées à ces mutations qui, d'un côté, rassurent, et de l'autre, créent des menaces.

Nous demeurons dès lors convaincus que la vraie liberté, c'est celle qui, au sein d'une société devenue adulte et stable, peut d'elle-même porter définitivement remède aux frustrations et à la dépersonnalisation, qui tendent si souvent à compromettre la sécurité des jeunes Etats d'Afrique.

Vue sous cet angle, notre démocratie gouvernante n'est rien d'autre que la recherche d'un équilibre à la mesure de la complexité et de l'urgence de nos problèmes; elle se veut une réplique à bien des parodies de la démocratie où, au nom de la liberté, la joie de vivre devient un terme sans contenu pour le plus grand nombre, et où la recherche du bonheur égoïste se présente comme un idéal de vie.

Pour exorciser ces spectres de la pire des misères, qui est celle du cœur, le système camerounais de démocratie gouvernante situe la dialogue au centre de son action de sa stratégie : « Dialogue, comme l'explique le président Ahidjo, entre l'exécutif et le législatif, dans la poursuite des objectifs nationaux; dialogue au sein du parti, qui doit recueillir les aspirations des masses, et organiser leur participation aux programmes d'intérêt national. »

Le dialogue ainsi défini doit déboucher sur un équilibre à trois dimensions, à partir des disparités ethniques, religieuses et culturelles, qui traduisent un manque, en même temps qu'elles représentent une richesse. La parti et l'Etat ont su, à cet égard, chacun en ce qui le concerne, s'employer à consolider les bases de cette unité de destin, dont on est fondé à attendre une plus grande unité d'action.

C'est pourquoi il entre dans les préoccupations fondamentales du parti et de l'Etat que ne soit tolérée aucune tendance qui aurait pour résultat de favoriser ou de défavoriser une ethnie par rapport aux autres. Afin de conjurer, notamment auprès des nouvelles générations, l'apparition d'un tel danger, les efforts d'interpénétration ethnique engagés au lendemain de l'indépendance se sont inlassablement poursuivis sous l'effet mobilisateur des intérêts économiques ou sociaux, et grâce à l'heureuse influence exercée sur les masses par les objectifs du parti.

Ces efforts ont porté des fruits. On peut dire que les Camerounais sont, aujourd'hui, parvenus à une conscience élevée des liens naturels, qui font de chaque ethnie un élément de la nation, une et indivisible.

Quant à l'équilibre entre les religions, il s'est toujours, de son côté, manifesté par un très grand libéralisme qui n'assigne à l'expression de la foi religieuse aucune limite autre que la tolérance mutuelle et le respect des prérogatives de l'Etat. Le même libéralisme et la même réserve valent également en ce qui concerne l'équilibre des cultures nationales. Chacune de celles-ci, en assurant pleinement son épanouissement, a pour mission de contribuer par les moyens qui lui sont propres à la naissance d'une personnalité nationale originale et d'une civilisation camerounaise authentique.

Comme on le voit, le Cameroun a résolu le problème de base; celui des choix essentiels qui s'expriment par l'organisation des structures appelées à servir le système de démocratie gouvernante. Il lui reste à résoudre celui de la mentalité des hommes, qu'il faut amener à un engagement continu dans l'action. Une action assortie du sens de l'initiative et d'un certain goût du risque.

Ici, les progrès sont nécessairement plus lents, car il n'est pas facile d'intégrer dans les habitudes traditionnelles un changement qui invite à ne plus voir son propre avenir à travers le présent des autres.

Une nouvelle voie se laisse ainsi présenter qui doit passer par une nouvelle détermination des critères sociaux et culturels capables d'assurer, dans les perspectives du développement, une plus grande maîtrise du facteur humain. A cet effet, le parti, depuis le congrès tenu à Douala l'année dernière, est convié à une activité plus prospective dans la mesure où, grâce à sa puissante implantation au niveau des masses, il peut découvrir plus facilement des motivations liées à l'émergence de totalités culturelles nouvelles.

Cette voie, c'est celle qui doit ouvrir notre démocratie gouvernante à une authentique démocratie de développement à laquelle doivent participer toutes les forces capables de raccourcir les étapes de notre lutte pour la conquête d'une plus grande émergence.

Telles sont les promesses attachées à la naissance, voici dix ans, d'un parti unifié, l'Union nationale camerounaise. Ce parti, dont le président Ahidjo a dit fort justement qu'il était le fer de lance de la construction nationale, est plus que jamais appelé à jouer son rôle sans égal de rassemblement et d'orientation.

Et pour voir cette histoire en acte annoncer valeamment les fleurs de l'histoire en espérance, il suffit que le parti et l'exécutif continuent à se donner la main, face à un présent qu'il faut maîtriser, et à un avenir qu'il faut préparer. Il nous semble qu'à travers cette harmonieuse combinaison peut se poursuivre, dans le seul intérêt du peuple camerounais, une des révolutions les plus difficiles; celle qui se fait par le patient effort de tous les jours et qui, à chacune de ses étapes, accroît chez l'homme l'espoir de se retrouver enfin, dans tous les domaines, le sujet de sa propre histoire.

POUR VOTRE VOYAGE
AU CAMEROUN
FAITES-VOUS DONC
ACCUEILLIR
A PARTIR DE PARIS
PAR DES CAMEROUNAIS
CAMEROON AIRLINES

Pour mieux
vous servir

CAMEROON AIRLINES

مكتبة الشاهد

Une université bilingue

LORSQUE, le 20 mai 1972, le peuple camerounais, par vote de référendum, fit de ce pays un État unitaire, il posa aux responsables de l'enseignement un double problème : celui des structures et celui de la langue. Anciennement sous tutelle française, le Cameroun oriental était francophone, alors que le Cameroun occidental — environ 20 % de la population totale —, précédemment sous administration britannique, était anglophone. De plus, chaque région avait hérité des programmes, méthodes et structures d'enseignement inspirés des anciennes puissances coloniales. Pour ne prendre qu'un exemple, le cycle primaire durait six ans dans l'Est et sept ans dans l'Ouest, et dans le Cameroun occidental les missions avaient un rôle fondamental (elles recevaient 85 % des élèves).

Le ministère de l'éducation a donc entrepris un certain nombre d'actions parmi lesquelles l'élaboration de nouveaux programmes harmonisés entre le Cameroun occidental et le Cameroun oriental pour l'enseignement secondaire général et technique, la promotion du bilinguisme par le renforcement des horaires d'anglais et de français dans les établissements scolaires, la création d'écoles bilingues d'application, et le développement de centres culturels et linguistiques pour les adultes qui veulent améliorer leurs connaissances dans l'une ou l'autre langue.

Bilingue, l'université de Yaoundé a bénéficié de la coopération internationale : la Grande-Bretagne fournit du personnel et des équipements pour les facultés de droit et de lettres, le Canada des professeurs, l'Allemagne fédérale des bourses. Mais c'est la coopération culturelle française qui y joue un rôle primordial, de même qu'elle a eu une importance déterminante dans la création du lycée bilingue de Buéa, du centre linguistique destiné principalement aux fonctionnaires anglophones et, par l'intermédiaire du Fonds d'aide et de coopération (FAC), dans la construction à Buéa d'un émetteur de radio qui touche de nombreuses écoles au Cameroun occidental.



Une réalité encore faible

Même si, selon le ministère de l'information et de la culture, le problème du bilinguisme court vers sa solution définitive, il faut avouer que la part de la population pour laquelle ce fait est une réalité est encore faible. Si l'attachement profond aux langues des colonisateurs et à leurs cultures persiste, la langue de la population dominante — le français — l'emporte. D'autant que, dans leur majorité, les gens de l'ouest ont une

connaissance de l'anglais moins profonde que ne l'est celle du français à l'est.

Dans l'administration, le français est donc la langue principale, ce qui provoque parfois le courroux des anglophones. De plus, le système scolaire et universitaire adopté est beaucoup plus proche du système français que de l'anglais. Enfin, si dans l'enseignement primaire le nombre d'élèves à l'ouest est, par rapport à la population, supérieur à celui de l'est, dans le secondaire 15 % seulement des lycéens sont originaires de l'ancienne colonie britannique, et dans l'enseignement supérieur

moins de 10 %. Il est vrai qu'un certain nombre d'entre eux vont faire leurs études au Nigeria anglophone et voisin.

En 1970-1971, 20 % des dépenses budgétaires ont été consacrées à l'éducation, ce qui représente plus de 3 % du produit intérieur brut. Cet effort financier permanent depuis l'indépendance a eu pour résultat de faire du taux de scolarité au Cameroun l'un des plus élevés d'Afrique. Un Camerounais sur six va à l'école, au lycée ou à l'université, et, pour 56 %, la population est scolarisée.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Annellet (lieutenant-colonel de Burthe d') : A travers l'Afrique française, du Cameroun à Alger, carnets de route ; éd. Pierre Roger, Paris, 1932.

Benoit (Pierre) : Monsieur de La Ferté ; Albin Michel, Paris, 1934.

Cameroun Yearbook 1975, Cameroon Times ; United Publishers, Victoria, Cameroun.

Celarié (Henriette) : Nos frères noirs, Cameroun-Dahomey ; Hachette, Paris, 1932.

Guillard (Philippe) : Cameroun 1970 ; Editions CIE, Yaoundé, 1970.

Ghomel (E.) : Les Bamileks du Cameroun, essai d'étude historique des origines à 1920, thèse de doctorat de troisième cycle d'histoire présentée sous la direction d'Yves Person, professeur à la Sorbonne ; Paris, 1972.

Gonidec (P.F.) : La République fédérale du Cameroun ; collection Encyclopédie politique et constitutionnelle, Librairie générale de droit et de jurisprudence ; Paris, 1971.

Imbert (Jean) : Le Cameroun ; collection Que sais-je ? n° 1531, P.U.F., Paris, 1972.

Laborte (Bruno de) : Du Cameroun au Caïre par le désert de Libye, chasses au Tchad ; Flammarion, Paris, 1924.

Le Vine (V.J.) : Le Cameroun ; Editions Internationales, 47, rue Saint-André-des-Arts, collection Nouveaux horizons, deux volumes, Paris, 1970.

Missé (Missé) : Douala-Bonabéri, un port saturé, enquête réalisée en vue de l'obtention du diplôme supérieur de journalisme ESJY ; Yaoundé, octobre 1975.

Mizon (lieutenant L.) : Voyages dans l'Adamaoua in le Tour du monde, tome LXIV, deuxième semestre ; Paris, 1922.

Morgen (Curt von) : A travers le Cameroun, du sud au nord, voyages d'exploration dans l'arrière-pays de 1889 à 1891 ; édité à Leipzig par F.A. Brockhaus en 1893, traduit, présenté et commenté, accompagné d'une bibliographie par Philippe Laborte-Toussaint pour les archives d'histoire et de sociologie de l'Université fédérale du Cameroun ; Yaoundé, 1972.

Mveng (E.) : Histoire du Cameroun ; éd. Présence africaine, Paris, 1963.

Njoya (Adamou Ndam) : le Palais de Fouban ; collection Art et culture africains, éd. Ndam et Raynier, B.P. 1638, Yaoundé.

Njoya (Sultan) : Histoire et coutumes des Bamum, traduction du pasteur Henri Martin ; Mémoires de l'IFAN (Centre du Cameroun), 1932.

Nyongue-Libam (J.P.) : le Traité Douala allemand du 12 juillet 1884 ; Pressbook, Victoria, 1975.

Otiou (Jean-Claude) : Douala, le logement, une tumeur chronique, enquête réalisée en vue de l'obtention du diplôme supérieur de journalisme ; ESJY, Yaoundé, octobre 1975.

Prouzet (M.) : le Cameroun ; collection Comment ils sont gouvernés, sous la direction de Georges Burdeau, éditions R. Pichon et R. Durand Ausias, Paris, 1974.

Rogozinski (S.S.) : Huit années d'exploration dans l'ouest de l'Afrique équatoriale ; Cracovie, 1933.

Terdit (Cl.) : « Parenté et pouvoir politique chez les Bamoun (Cameroun) » ; in l'Homme, tome XIII, n° 1-2, janvier-juin 1973, pp. 36 sq.

Wilbois (J.) : le Cameroun ; Paris, 1935.

L'évolution des effectifs est d'ailleurs significative : dans l'enseignement primaire, il y avait 420 000 élèves en 1960. Ils étaient 930 000 en 1970. Dans le secondaire, les chiffres sont respectivement de 16 000 et de 73 000. Enfin, dans le supérieur, l'université de Yaoundé, créée officiellement en 1962, avait 2 500 étudiants au cours de l'année 1968-1969. Elle en comptait 4 500 en 1972-1973.

Indice d'un indéniable succès, cet accroissement des effectifs ne va pas sans poser des problèmes. La place tout d'abord. Il n'est pas rare, à Yaoundé, d'entendre des parents s'inquiéter de l'avenir scolaire de leurs enfants. Une circulaire administrative n'a-t-elle pas interdit d'enseigner dans des classes de moins de trente à quarante élèves ?

D'autre part, les autorités se montrent particulièrement préoccupées par le nombre des échecs. Ainsi, dans l'est du pays, sur dix mille élèves qui entrent en première année d'enseignement primaire, cinq mille cinquante seulement atteignent la sixième année. Le corollaire de ces déficiences est l'augmentation du coût de formation d'un diplômé.



L'africanisation

Troisième problème — lié en partie à celui du bilinguisme — celui de l'africanisation. En raison du nombre de langues vernaculaires utilisées dans le pays, l'enseignement primaire continue d'être donné en français ou en anglais, mais suivant des programmes et avec des professeurs africains. En revanche, dans l'enseignement secondaire, le pourcentage des enseignants français, par rapport à celui des nationaux est encore de l'ordre de 20 %. Début 1976, on comptait encore dans l'assistance technique française plus de cinq cent cinquante professeurs.

Cependant, le Cameroun est décidé à surmonter ces difficultés. Déjà, le troisième plan quinquennal de développement prévoyait, pour les années 1971-1976, une augmentation de la capacité d'accueil des établissements scolaires, l'accroissement du nombre de professeurs qualifiés formés par l'Ecole normale supérieure et le développement de la formation scientifique et technique.

Ainsi devrait se poursuivre une politique camerounaise de l'éducation dont l'université de Yaoundé, avec ses diverses facultés et ses écoles spécialisées (en médecine, agronomie, pédagogie, journalisme, etc.), est le symbole. — R. D.

**POUR VOTRE VOYAGE
AU CAMEROUN
FAITES-VOUS DONC
ACCUEILLIR
A PARTIR DE PARIS
PAR DES CAMEROUNAIS
CAMEROON AIRLINES**

Offre des vols réguliers en 707 au départ de Paris-Orly, Marseille, Genève, Rome pour Douala, corridor d'Afrique Centrale.

A partir de Paris, l'amabilité de notre équipage, et l'ambiance toute particulière de nos avions, vous permettent déjà d'apprécier la légendaire hospitalité africaine, inimitable et bien à la manière de chez nous.



CAMEROON AIRLINES

PARIS : 12, boulevard des Capucines, tél. : 073-85-40.
MARSEILLE : Air France, 14, La Canebière, tél. 33-62-60
GENEVE : Air France, 12, quai Général-Guisan, tél. 20-28-44.
ROME : Air France, via Vittorio Veneto 93, tél. 84-11-81.



**ORGANISME DE FINANCEMENT
DE LA REVOLUTION VERTE**

1. accorde des crédits à :
 - l'agriculture,
 - l'élevage,
 - la pisciculture,
 - la pêche,
 - l'habitat rural,
 - l'artisanat,
 - la régénération forestière.
2. intervient dans :
 - la protection phytosanitaire,
 - la régénération café cacao,
 - la promotion de l'élevage,
 - l'aménagement des campagnes,
 - l'installation des jeunes ruraux.
3. et d'une façon générale, contribue à la promotion du développement économique et social en milieu rural.

**B.P. 1548 YAOUNDE Tél.: 22-10-25
et 22-39-82**

Cameroon Shipping Lines S.A.
Société Nationale de Transport Maritime
au capital de 580 millions de francs C.F.A. - Membre de la COWAC
DOUALA, 32, rue des Ecoles, B.P. 4054
Tél. 5615 - Tél. 42.52.12 et 42.56.64

Cameroon Shipping Lines S.A.

assure un service régulier

FRANCE - COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE
toutes les trois semaines
de DUNKERQUE
ROUEN - LE HAVRE - BORDEAUX

à
DAKAR - ABIDJAN - DOUALA
OWENDO (Libreville)

Navires conventionnels avec cales réfrigérées
Capacité de levage : 80 tonnes

Agence générale :

UNIMAR Seetransport GmbH, B.P. 106 226
2 Hambourg 1, Ferdinandstrasse 33
Tél. 2163 465. Tél. 30061

Agence à Paris :

UNIMAR (S.A.R.L.), 10, rue des Terres, 75017 Paris
Tél. 29 05 45. Tél. 754-76-29 et 754-13-96

Agences portuaires :

DUNKERQUE :

Sogetra. Tél. 82 09 49. Tél. 65-99-31

ROUEN :

Sogena c/o Somarfran. Tél. 77 09 39. Tél. 70-55-70

LE HAVRE :

Sogena c/o Somarfran. Tél. 19 00 77. Tél. 45-63-21

BORDEAUX :

M/s Chargeurs Réunis. Tél. 56 00 51. Tél. 44-12-42

37.11.1976

Le Monde aujourd'hui

LANGAGE

L'argot des familles

La linguistique moderne force le respect par l'étendue de ses explorations, la subtilité de ses analyses et le nombre des domaines qu'elle s'est annexés. N'a-t-elle pas négligé, cependant, un terrain de recherche tout proche, si proche sans doute qu'il échappe à l'attention ?

Ce terrain est celui de l'argot qu'on appellera familial pour le distinguer aussitôt des autres. De nombreuses familles en effet utilisent dans leur vie quotidienne certains termes spécifiques, élaborés dans le groupe même de la parenté. Ces termes, d'emploi limité à cette aire très étroite, sont souvent recueillis et transmis d'une génération à l'autre. Ils forment un authentique argot, avec son caractère d'exotisme, et offrent un vif intérêt malgré leur diffusion restreinte et leur vie généralement brève. Ils témoignent d'une création spontanée, d'un sens aigu de la déformation expressive, bref d'un humour sans cesse en éveil.

Beaucoup de ces mots proviennent d'inventions enfantines, adoptées d'enthousiasme et perpétuées par l'usage. D'autres sont limitatifs ou satiriques. La chose proposée ci-dessous a été établie à la suite d'une enquête menée à quatre familles, parisiennes et provinciales. La difficulté est de faire le tri entre les créations pures (ou les détournements volontaires) et les emprunts directs ou déguisés, à certains termes régionaux (ici, en l'occurrence, pour l'une des sources, celui du pays de Caux). C'est donc avec la plus grande prudence qu'on avance cette liste, peut-être à échoir encore, et qui ne prétend à rien d'autre qu'à servir d'exemple.

Bine, s. m. : guingois. « Tout de bine » : tout de travers.

Bloquet, s. m. : soupeur d'une marmite à pression. Par ext. : tout dispositif mécanique élémentaire.

Bistouquet, s. m. : enfant.

Bororo, adj. : ennuyeux. Orig. : mythologie des Indiens bororo, étudiée par un illustre ethnologue dans l'un de ses principaux ouvrages, et perçue comme particulièrement soporifique.

Bouziol, s. m. : fém. : bouziol-ska : enfant (formation pseudo-russe). Ety. : bouzou. Dérivé : bouzouille, adj. : tannant comme un saucisson. « Ce qu'ils sont bouzouilleux, les fils, aujourd'hui ! »

Cancrétil, s. m. : cancre tout à fait stupide. Ety. : amalgame de deux termes synonymes (mot-valise). Dér. : cancrétin, etc., adj. « Cancrétiniser, v. a. » : « Ces gens ont été totalement cancrétisés par la télévision. »

Couloucou, s. m. : pince à ongles (par onomatopée).

Déto, s. m. : petit pansement (généralisme à un doigt de la main).

Doulaier, v. pron. : ne rien faire, se la couler douce. « Cas rapins, à Saint-Trop, tout le temps à se doulaier ! »

Gondolle, s. f. : tevéture sur un fruit. Dér. : gondoller.

Houmpshire, interj. Signif. approximative : « Oh, là, là, faut encore se lever, quelle barbe, toute une journée à tirer, vivement ce soir qu'on se couche ! » etc.

Machu, adj. : lûtu, obstiné. « L'Ernest, il est machu comme trente-six bourriques. »

Mikiki, adj. : petit, malingre. « Cet enfant est vraiment mikiki. »

Ety. : Michel, prénom d'un bébé très menu.

Pluck, s. m. Voir Schrott.

Raffoulou, adj. : ébouriffé. « Va

le peigner avant de sortir, l'es tout raffoulou. »

Récopé, adj. : identique. Tout récopé : exactement semblable, recopié parfaitement.

Ram's (C'est), loc. : c'est fini, c'est fichu.

Rupser, v. n. : réussir à fond.

Schrott, s. m. : dépôt d'ordures.

Talasse, adj. : tatillon, précise à l'excès.

Tallit, s. m. : cabinets d'aisance. Orig. : camp scout. Ety. : transcription en morse (ta-tit, ta-tit) de l'initiale C.

Trafine, s. f. : passette à thé. Ety. : passette ultra-fine, abréviation enfantine.

Troubouille, s. f. : lavette à vaisselle. Ety. : inconnue (sans rapport avec trouille : peur en argot classique).

Wost, s. m. (pron. ou) : cabinets d'aisances. Variantes : wosti, bistrouque.

On comprend que l'enquête lexicale devrait être très étendue et multipliée pour une récolte abondante. Il y a donc là matière à de diligents travaux d'équipe. Rappelons trois principes directeurs : nécessité d'une sévère critique à l'égard de tous emprunts à des parlers exotiques ; égale sévérité envers les déformations puériles, qui sont légion, mais souvent banales et stéréotypées ; intégration indispensable des termes dans l'usage courant d'un groupe, si restreint soit-il. Au bout du chemin : l'élaboration du futur T.A.F. (Trésor d'argot familial), qui ne rivalisera sans doute pas avec l'illustre T.L.F. (Trésor de la langue française) encore à ses débuts, mais qui ne manquera ni de pittoresque ni de saveur.

JEAN GUICHARD-MEILL

Au fil de la semaine

Un accident, en fin d'après-midi, dans une rue de Paris. Un garçon d'une quinzaine d'années qui circulait à vélomoteur a été renversé par une voiture. Il semble gravement atteint et gémait faiblement, le visage plein de sang.

Le car de police-secours arrive en un temps record. Avec douceur et précaution, les agents installent le blessé sur une civière, le hissent dans le car, tandis qu'un jeune policier lui parle à l'oreille. A l'hôpital, tout va très vite. Trente minutes à peine se sont écoulées depuis le choc et le cri qui ont fait tourner la tête, là-bas, à tous les passants ; et déjà, autour de la table d'opération, les blouses blanches s'affaillent. Un agent a cherché dans l'annuaire le numéro de téléphone des parents qui, par chance, étaient à la maison, et il les a prévenus avec tact.

Ils accourent, angoissés, au moment où l'opération s'achève. A l'entrée de cette ville dans la ville qu'est un grand hôpital parisien, on les a promptement renseignés et devant leur désarroi un employé a pris sur lui de les accompagner pour qu'ils ne perdent pas un instant. L'intérieur et l'extérieur de service, l'anesthésiste, les infirmières, les aides-soignantes expliquent, rassurent tour à tour comme ils peuvent. C'est grave, mais il a eu beaucoup de chance. Il s'en tirera. Ce sera long et douloureux sans doute, il faudra de la patience et du courage, mais il est solide. Et il a l'air si gentil, un bon gars sûrement.

Chacun a fait son devoir, et même davantage. La célérité, l'efficacité, la compétence, c'est beaucoup ; la gentillesse, le tact, la compréhension, c'est mieux encore. Ah ! les rapports entre les fonctionnaires et le public, l'humanisation des hôpitaux, objets de tant d'articles et parfois de diatribes, ont fait réellement d'immenses progrès. Des hommes et des femmes de cœur, il y en a toujours eu ; mais que, d'un bout à l'autre de la chaîne, tous — policiers, employés, infirmières, médecins — comprennent ainsi que ce qui relève pour eux de la simple routine et du travail quotidien revêt pour la victime, pour les siens, un caractère dramatique, et qu'ils agissent vis-à-vis d'eux comme il convient, sans fausse note, avec patience, avec chaleur, voilà qui mérite d'être souligné.

Dans les jours, les semaines qui vont suivre, le blessé et les siens trouveront d'ailleurs à chaque pas, auprès de l'administration à l'heure des fastidieuses et longues formalités de toutes sortes, auprès du personnel soignant à tous échelons de responsabilité, les mêmes dispositions, les mêmes attentions. « Vous n'avez pas votre carte de Sécurité sociale ? Tant pis, vous l'apporterez en venant le voir demain. » « L'heure des visites est passée, mais cela ne fait rien, restez encore un peu avec lui si vous voulez. » Et, par téléphone, on renseignera trois, quatre fois par jour les parents qui s'inquiètent.

Un hôpital bien dirigé, sans doute ; et il peut y avoir, il y a sûrement, des exceptions, des médecins inabondables, des infirmières roques et pressées, des guichetiers tatillons et suffisants. Cependant dans l'ensemble et très généralement, beaucoup plus qu'il y a quelques années en tout cas, on baigne dans l'huile.

Alors tout est pour le mieux, tout le monde est gentil, la partie est gagnée ? Non, et il s'en faut de beaucoup. Car, malgré cet effort incontestable et presque partout sensible, malgré les grands progrès de l'humanisation et en définitive contre eux, le carcan des règlements, des exigences bureaucratiques, des obligations légales, financières, juridiques et administratives continue de peser d'un poids fantastique, au risque de compromettre les résultats obtenus, de rendre presque vaine la gentillesse, de décourager la bonne volonté.

L'histoire de l'enfant blessé aurait pu être racontée d'une tout autre manière. On aurait vu, par exemple, l'agent du car moins soucieux de l'apaiser que de recueillir au plus vite, pour le rapport, son identité et son récit de l'accident. On aurait montré, au sortir de l'opération, le choriot portant l'adolescent encore endormi longtemps arrêté pendant qu'un débat opposait par téléphone le surveillant-chef de l'étage à ses collègues des services voisins pour savoir qui allait recevoir le malade. « C'est une « tête », C'est pour vous, Et vous n'avez pas de lit, vraiment pas ? Mais si je l'envoie au cinquième, en cardiologie, où ils ont de la place, ils ne le prendront pas, c'est contraire au règlement, vous le savez bien. Non, les urgences débordent, il y a des malades jusque dans les couloirs. Je vais essayer ou troisième, aux voies respiratoires. Je ne peux quand même pas le laisser là ! »

HUMANISATION ET BUREAUCRATIE

par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

LA VIE AUX CHAMPS

Thérèse Merillon, agricultrice (II)

par JEAN TAILLEMAGRE

Dans une précédente chronique, « La vie aux champs » (le Monde daté 4-5 juillet), Jean Taillemagre nous a présenté Thérèse Merillon qui, sur son domaine, élève des vaches laitières. Mais il est bien d'autres tâches qu'elle accomplit aidée par un seul ouvrier agricole.

J'ai attendu, pour retrouver le lendemain la jeune femme, que les vaches de retour à l'étable — de leur paisance nocturne — aient été soignées, rasées de bottées de foin et traitées. Quand j'entraî dans la cuisine, le soleil levant illuminait par une fenêtre ouverte sur la cour les chaudières et les casseroles de cuivre disposées au-dessus d'un buffet à pointes de diamant. Elle achevait son petit déjeuner : jambon du pays, fromage, pot de confiture, miches de pain entamées, composant avec la cafetière de terre cuite sur la lourde table de chêne noirce par les ans une rustique nature morte. Mi-amusée, mi-confuse, Thérèse surprit mon regard étonné devant cette abondance.

« Vous pensez que j'ai un bon appétit, n'est-ce pas ? Mais je suis débordante depuis 5 heures du matin et le travail commence à peine. Je vais maintenant jeter du grain à la volaille, avant de délayer les vaches. »

Dans la cour précédant l'étable elle éparpille à pleines mains les grains de maïs pulvé dans un baquet suspendu à son bras. Serrées et se culbutant, les poules n'arrêtaient pas de picorer. A mon approche, ensemble, elles haussèrent leur tête et toutes ces

crêtes dressées semblèrent des fleurs rouges éclores soudain ; des canards virent aussi se repêtrer, écartant d'un coup de bec celles qui voulaient leur disputer la provende. La volaille était peu nombreuse. J'en fis la remarque. Alors Thérèse :

« Elle suffit à la consommation familiale », et elle continua, accompagnant ses paroles d'un geste qui paraissait vouloir englober les terres étendues devant nous. « On a déjà assez de peines... »

Plus tard, je l'ai laissée seule ouvrir les portes de l'étable, conduire le troupeau à la pâissance, car je devrais consacrer l'entretien de l'ouvrage agricole attaché, au sens noble du terme, depuis dix-huit ans à la propriété, qu'un accident retenait dans sa maison. Il me reçut, une cheville plâtrée allongée sur une chaise. Sa femme, à ses côtés, nous écoutait, tandis que nous devisions, approuvant parfois son mari, ajoutant une phrase pour confirmer une appréciation, une circonstance.

« Quand, à la mort de son père, elle prit la propriété en main, commença-t-elle, j'étais un peu méfiant. Je savais bien que toute petite elle s'intéressait à la terre, qu'elle aidait, plus grande, aux récoltes, mais rester seule avec des hectares et des hectares sur les bras, faut le vouloir. »

— Tu étais là...
— Oui, seulement aurais-elle la force et la tête nécessaires ? Enfin, allons-nous nous entendre ? En peu de jours j'ai été

convaincu. Nous travaillons tous deux en confiance. On se partage la besogne.

— Comment ?
— Par exemple, nous préparons un champ ensemble. Je laboure avec un tracteur et elle suit, conduisant un autre pour harer, et je termine en semant. On bien elle passe le diaque. Si vous voulez, je fais surtout le travail lourd, ce qui ne peut pas dire qu'elle n'en serait pas capable : c'est une vaillante.

— Tous les voisins le reconnaissent, ajouta sa femme. Ils lui portent de l'aide et l'ont prouvé le jour de l'incendie, il y aura trois ans en novembre. Racontez...

L'homme se souvint, et je sentais qu'il revivait intensément le sinistre.

« Les vaches étaient dans l'étable, j'étais Mademoiselle à ramper des outils, quand j'ai vu de la fumée sortir du toit. Je me suis précipité, j'enflai flamme. Nous avons vu qu'un court-circuit imprévisible avait mis le feu à une botte de foin. Pensez si ça ronflait avec tout plein de paille et de fourrage secs. Mademoiselle court pour téléphoner, revient, et nous voilà à débrancher les bêtes qui meuglaient, se bousculaient à l'entrée des portes. On tapait dessus, on criait. Les pompiers sont arrivés, les premiers voisins. J'étais en train de sauver des vaches, des génisses. Ils avaient peur. Je les pouvais, les tirais par la queue. Les portais presque. On ne pouvait plus rentrer dans l'étable, enfin le toit s'est effondré. Voilà... Après, nous avons cherché les vaches : elles étaient sautées un peu partout, comme il fallait nuit, ça n'a pas été commode de les rattraper. Ensuite un voisin s'est proposé pour les loger, d'autres ont promis du fourrage, et le matériel ayant été sorti à temps, on a tiré le lait. »

— Tu oubliais qu'elle a bien remercié.

Il faut ajouter que nous avions tous subi l'agression d'un feu, galoper après les vaches devenues folles, transporter des poids, sache le poirier...
Et s'apercevant qu'il avait oublié de mentionner l'apérçu :
« Ces dames n'y manquent jamais quand on vient les voir. Elles sont gentilles. »

(Lire la suite page 17.)

En pédalant vers l'Acropole

Les chemins de la dixième brigade nationale dévalaient sur les pentes de Champe-Élyées. En, pour commémorer le 14 juillet, ils nous emmenaient de la colonne de la Bastille vers la sorde de Paris. Ils étaient une trentaine, pas davantage, filles et garçons, le visage moulu dans un maillot vert sur lequel on peut lire « Sécurité nationale ». Ces deux diables sont partis pour un périple cyclotouristique en Grèce, le pays qui fut, il y a vingt-cinq siècles, celui de la naissance de la beauté. Trois mille kilomètres les mènent sur le guidon, bravement au cœur des fossés où dévalaient les sacs de couchage sur la planche des copains.

As-tu vu, une poignée de Hollandais pédalant descendus d'Amsterdam, un Belge pris au passage et quelques Français qui ont suivi dans la roue de Georges Knebel, l'indéfectible entraîneur de l'écologie à qui ses gènes de la faim pour les bêtes phoques ont couru le nucléaire d'écologie de mise en condition. Chemin faisant, par la vallée du Rhône et l'Adriatique, ils danseront quelques pelouses supplémentaires venues d'Espagne et du Sud-Ouest. Puis leur coup de se renforcera de contingents italiens et grecs avant de franchir l'Adriatique sur un voilier — écologie oblige — et de grimper vers l'Acropole qu'ils atteindront le 5 septembre.

Le benjamin a quatorze ans, la doyenne, soixante-cinq. Il n'y a pas d'âge pour le militantisme. Car ces Européens ne sont pas des touristes ordinaires. Ils veulent prouver qu'en 1976 encore on peut voyager sans voiture, sans hélicoptère, sans hélicoptère. Le combat pour une société plus écologique ne peut être gagné, affirmait-elle, que si chaque citoyen par refus du conditionnement du confort.

Puisque nous n'avons pas de pétrole, ayons vraiment des idées. La première, c'est de composer, pour voyager, sur sa propre énergie. La seconde, c'est que la belle étoile est le plus beau des ciels de lit. Deux idées un peu folles que ces hommes et ces femmes — sandwichs, perdus dans un fleuve mécanique, vont tenter de « vendre » en pédalant vers l'Est grec. — M.A.-R.

RADIO-TELEVISION

LE DÉPART DE GUY LUX

« Il est temps de faire autre chose »

GUY LUX quitte Antenne 2 pour quelques mois (le 18 juillet). Son émission, *Système 2*, qui a réussi en deux ans à battre treize fois le grand film du dimanche soir pour l'écoute, ne reviendra pas en septembre. Il donne les raisons de son départ :

« Il n'y a pas de conflit entre la direction d'Antenne 2 et moi, dit-il, simplement je ressens une lassitude qui est en opposition avec l'enthousiasme nécessaire pour faire des émissions de variétés. Je me dois de prendre du recul, car, à vouloir en faire trop, je finis par ne plus savoir pourquoi je fais ce que je fais. Or il y a des choses qu'il ne faut pas trahir. Depuis des années, je représente ce qui a été dit, ce qui a fait rire. Le public est exigeant, il n'a pas besoin qu'on lui apprenne à se défendre, à aimer ou à respirer. C'est un adulte qui sait refuser de s'engager ».

« Une émission de variétés est une création, une forme d'écriture, car il s'agit d'être à l'écoute de ce que le fil conducteur qui en fera une histoire. C'est pourquoi la télévision est pour moi un véritable moyen d'expression ».

« On me reproche, souvent à tort, de ne pas toujours faire de la qualité mais plutôt de la quantité. A ce propos, je répondrais que porter un jugement sur un acte essentiellement individuel et donc qu'il convient de se demander pour quel média on émet. On ne demande pas à un homme de télévision d'être un homme de télévision, c'est quelqu'un qui est avant tout dépendant. Si l'on met à nu disposition un énorme budget, je ne demande pas mieux que de faire venir les plus grandes vedettes et de les présenter en smoking blanc au cours d'un super-show. Mais faut-il ne plus faire d'émissions de variétés sous prétexte qu'on a peu d'argent ? Et si la télévision ne chantait plus ? »

« Personne ne me demande de m'arrêter. Le métier que je fais est un métier que l'on ne monnaie pas. Il faut être très professionnel pour mettre en place une émission, et ce à l'heure où je l'ai acquis à force de volonté, envers et contre tout — enfin, contre tout, sauf le public. Antenne 2 est une chaîne d'amis et, comme toute réunion d'amis, les sentiments prennent quelquefois le pas sur certaines exigences ».

« Je vais donc quitter l'écran pendant quelques mois pour réaliser deux choses qui me tiennent à cœur : tourner un film, dont j'ai déjà deux fois remis le tournage, et créer un journal de radio-télévision. Il me fallait trouver le temps de me consacrer à ces nouvelles activités. Je ne cherche pas à m'échapper du petit écran, mais j'ai cinquante-six ans et il me semble qu'il est temps de faire autre chose ».

« De toutes les façons, je suis convaincu que la période des grands meneurs de feu, des monstres sacrés, est terminée. Le très grand nombre d'heures d'écoute réparties sur les trois chaînes, l'augmentation du nombre de films proposés, font que plus jamais une émission ne peut créer l'« événement », comme c'était le cas pour la Tête et les jambes ou pour l'Inter-ville ».

« J'ai toujours eu envie de faire comprendre Guy Lux. Les gens qui me critiquent sont nombreux, mais il faut savoir combien le rôle est difficile à jouer. Deux ou trois émissions sans succès et c'est fini... Concilier les exigences de ses patrons, celles du show business et celles du public, c'est se mettre dans une position périlleuse. Heureusement, j'ai toujours aimé jouer avec le risque et, après tout, je n'ai pas si mal réussi, n'est-ce pas ? »

Propos recueillis par LAURE DEBREUIL.

« 6 fois 2 »

Le voyage en France de Jean-Luc Godard

On l'attendait, il l'attendait de longue date cette possibilité enfin offerte de faire le saut du grand au petit écran. De toute façon, dès le premier jour, et avant même d'avoir soufflé, ses films tournaient le cou au cinéma-cinéma, au cinéma du beau langage, aux évidences mal fondées : affirmait la prédominance de la parole, la liberté du récit, le refus de « bien » raconter. La télévision, sa sœur jumelle, en un sens, c'est la possibilité de faire du cinéma vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

La commande est venue de l'INA (Institut national de l'audio-visuel) : une coproduction entre l'INA et Sonimage, au titre révélateur, la société de production créée par Godard avant même son départ pour Grenoble, où il vit et travaille : « On a un contrat avec l'INA pour faire quatre films d'une heure sur deux ans, déclare le metteur en scène de *Numéro deux*. FR 3 a demandé à l'INA si, au mois d'août, ils pouvaient fournir six fois une heure quarante. Une émission parlait en vacances, ils avaient un trou six dimanches de suite, il fallait boucher les trous. L'INA a accepté, puis nous a demandé si en plus de notre contrat — nous devons livrer un premier film en décembre — nous accepterions de réaliser une des six émissions de FR 3. Il y a de cela trois mois ».

« Nous, on a dit : une heure quarante de programme en trois mois, on ne peut pas. On ne peut plus faire des films en trois mois, on met en général un an pour faire une heure. Par contre, six fois une heure quarante — ça fait presque dix heures — ce n'est pas la même chose. Si on pense une fois dix heures, on a le temps de parler, on a le temps de se reprendre, de se corriger, de ne pas être effrayé. » Donc « 6 fois 2 », titre de la série : six fois deux émissions. On plutôt six fois deux parties. Chaque programme respecte la durée fixe d'une heure quarante, mais cette heure quarante pourra aussi bien se répartir en une heure plus quarante minutes ou en deux fois cinquante minutes.

Pourquoi chaque programme est-il divisé en deux parties ? « La première partie est un peu plus composée, explique Godard ; la deuxième partie est éclaircie par la première ou l'écarter ; c'est quelqu'un qui parle simplement. On s'est dit : faisons comme la télévision, mais un peu différent, à la télévision jamais personne ne parle pendant une heure. A ce moment-là, si on interviewe quelqu'un pendant une heure, celui qui pose les questions a autant de travail à faire que celui qui fait les réponses. » Et Godard de se fâcher presque devant ses propres images sur le petit écran, dans ce studio parisien où il est venu suivre le transfert du matériel qu'il a tourné en vidéo à Grenoble, sur bande couleur trois quarts de pouce, en bande couleur deux pouces.

D'abord, il a un peu peur que les techniciens ne lui sabotent le travail, ne balaisent abusivement le son lors du passage à l'antenne pour respecter des normes qui lui paraissent aussi contestables que celles qui prétendent souvent imposer ces mêmes techniciens au cinéma. Tout est possible partout, aux yeux interdits ! Le son « parlera » très fort, le téléspectateur devra se sentir bien à son aise. Même si pour lui la télévision est autant du cinéma que le cinéma-cinéma, le « vrai » cinéma de Verneuil ou de Rivetta, Godard ne se résout pas tout à fait à avoir dû enregistrer ces interviews de « 6 fois 2 » : tout aurait dû passer en direct ; le direct, à la télévision, c'est de l'« en direct ». Mais rien n'a été répété, rien n'a été « téléguidé ». Le travail du questionneur, Godard reviendra sans cesse sur le mot travail, est capital : le questionneur travaille au corps son sujet, sujet traité aussi le personnage en face de lui.

Sur-travail et sous-travail

Premier programme, *Ya personne et Louison*. La ville et la campagne. Le chômage à la ville, le sous-travail à la campagne, le sur-travail à la campagne, le côté et de l'autre, une société qui exploite l'individu, empêche son libre épanouissement. *Ya personne* : quatre personnes, recrutées par petites annonces dans la presse locale, quatre chômeurs, se présentent dans le studio bien nickelé de la société de production de programmes télévisés et cinéma Sonimage. Godard, le patron, accueille les postulants, et notamment une femme de ménage et un coudeur. Vous cherchez du travail, quel genre de travail, pourquoi le travail, un autre travail est-il possible ? Les caméras Sony enregistreront avec l'accord des interviewés, chacun était payé pour ce travail, 500 F au moment du tournage, 1 000 F ensuite si le film passait à l'antenne. Godard demande à la femme de ménage de « faire du ménage », au coudeur de « couder », au figuré : l'un et l'autre répètent des gestes familiers, et se familiarisent avec la tâche à accomplir à un sens plus général, plus politique.

Pour Louison, l'unique protagoniste de la seconde partie du premier programme, tout est clair et coule de source : réellement impliqué dans son travail, un travail qui l'occupe du matin au soir sans nécessiter d'apporter des satisfactions matérielles plus grandes qu'aux travailleurs manuels de la ville, le paysan, simplement et efficacement questionné par Godard, impressionné par sa lucidité, sa philosophie bon enfant, se met à ici nous coller à la plus proche actualité avec une allusion aux conditions atmosphériques, au temps qui semble se déréglé. Puis Louison, à la demande de son vis-à-vis, comme en contrepoint du premier film, rejoue les gestes de son travail quotidien.

là, au beau milieu du champ, devant son tracteur, Louison doit savoir tout faire, tout prévoir, tout réparer : « Nous, on parcourait pas, on prend les trucs de A à Z ».

Louison ne laisse rien dans l'ombre. Il loue son terrain 200 francs l'hectare, au total 70 hectares : le propriétaire peut à tout moment reprendre son bien. Louison fait l'analyse de la propriété privée, sans pour autant célébrer la propriété collective : la propriété devrait être libre, accessible à tous mais sans attaches, sans la concurrence, l'agressivité, que trop volontiers elle engendre. Déjà les protagonistes de *Ya personne*, mais plus encore Louison, parlent comme des personnages de Jean-Luc Godard. Tout comme les personnages de Pierre Perrault, au Québec, semblent toujours un peu les ombres portées de l'auteur du *Régime de jour*, son récent roman vous attend, lui, vérité collective et vérité individuelle de l'artiste se rejoignent : Godard n'acceptera probablement pas cette confusion, qui prétend à une objectivité de type marxiste. Peut-être est-ce le génie, la qualité propre de ce genre de cinéma de « révéler », au sens photographique, des individus, une société, à travers la sensibilité du cinéaste qui donne le ton, le fondamental ? Après tout Brecht n'agissait pas autrement au théâtre.

Brecht interprété

Leçons de chose et Jean-Luc sont également échoués : Godard parle et parle, mais selon deux rythmes, deux modes contrastés. Inévitable dans la première partie, ainsi que son interlocuteur, un collaborateur de l'équipe de tournage, ils occupent tous deux l'écran dans *Jean-Luc*, Godard de face, son visage en amorce de dos. Plus que dans le premier programme, le cinéma est roi : à cause de Godard omniprésent, avec ses préoccupations, le dirais-je état d'âme, mais aussi par la composition de l'image. Une cigarette à allumer, un briquet qui claque, ombre et pénombre : tout le cinéma-cinéma semble faire retour !

Dans *Leçons de chose*, le metteur en scène du *Mépris* se fait pratiquement instituteur, lance des pointes acérées, toujours illustrées, nous invite à découvrir « ce qu'il y a entre les choses », les frontières, nous raconte « la vraie histoire du Potemkine », le bluff Concorde contrasté avec la misère dans le désert africain (« 3 000 kilomètres-heure dans le ciel », 3 centimètres-heure sur terre », illustre à l'extrême d'un cadu au plus la différence entre causes externes et causes internes, prend le téléspectateur par la main, par l'image et le son. Jean-Luc donne la parole au seul Jean-Luc, aux obsessions de Jean-Luc. Au passage allusion à Brecht, Brecht interprété, et je crains mal compris par Godard :

« Brecht est resté très seul. Il manquait d'images. Il a été joué, il était fait pour être lu. » Lu au sens de rapporté à soi. Godard parle d'abord de lui-même, de son métier de cinéaste, de son obsession du cinéma, de sa détresse : et des textes s'inscrivent sur l'écran, textes désespérés dans un esprit parfois proche d'Aragon tant admiré. Les vérités élémentaires s'accumulent, textes : « le mot le plus connu du monde : caméra » (selon l'UNESCO), « cinéma, ventre mou de l'univers ».

Et puis soudain la dénonciation, ce que la cinéaste a dit et écrit dans ses films récents, *Numéro deux*, *ici et ailleurs*. Comment ça va : « La criminalité, c'est le journalisme qui ne transmet pas l'information, même dans des quotidiens ». « Les gens, une photo ne leur révèle rien ». « Ce mélange irritant et séduisant chez Godard d'une sensibilité à fleur de peau qui excelle à aborder les vrais problèmes, sans jamais se donner la peine ou avoir la patience de les développer. La rage épidermique de l'indignation, l'art aussi parfois de mettre dans la mille, et ces phrases qui viennent et reviennent s'inscrire sur l'écran en contrepoint : « Les cicatrices brûlent dans la bleue ». « Seule la robe ne m'apprend plus rien ». « Degré zéro du cinéma, degré zéro de la poésie. C'est la barbie vidéo, l'heure accordée à Jean-Luc s'achève : « On a dépassé une heure », Godard l'interviewé arrête brutalement l'émission.

Ce qui a pu souvent irriter devrait ici toucher : le cinéaste trouve peut-être à la télévision sa vraie mesure, sa juste dimension, l'outil idéal pour communiquer. Car il s'agit d'abord de communication, le contrat avec l'INA porte : « Nous allons coproduire six programmes sur la communication. » Godard précise : « Nous on dit sur, dessous, à côté, au travers ».

« Ce qui ne va pas à la télévision, c'est qu'elle produit. Elle ne devrait pas produire, elle devrait communiquer : des gens qui ont produit se servaient de ce canal. Nous, tout ce qu'on peut espérer, c'est faire passer beaucoup de choses d'une autre manière. On aimerait mieux avoir dix minutes régulièrement. Moi, la seule chose que je demande à la télévision en tant que professionnel et amateur, c'est de pouvoir faire dix minutes sur un match de football, mais pas tous les dimanches. Au contraire. Tous les lundis. C'est-à-dire pouvoir lundi parler du match d'hier. C'est-à-dire ce que font les gens. Car c'est le lendemain que nous copains qu'ils parlent du match d'hier. Et c'est la seule chose qu'on ne refuse. »

LOUIS MARCORRELLES.

★ Dimanche 25 juillet, FR 3, 20 h. 30, et tous les dimanches jusqu'à fin août.

Les écrans de l'étranger

Quinze jours de couleurs pour les spectateurs italiens

Pour la première fois la télévision italienne diffuse ce samedi 17 juillet des émissions en couleur. Il ne s'agit, en fait, que d'une expérience, à l'occasion des Jeux olympiques : la RAI-TV n'a pas encore reçu l'autorisation de produire autrement qu'en noir et blanc, alors qu'elle est techniquement équipée pour le faire et que près de six cent mille récepteurs couleur ont déjà été vendus en Italie. Sur ce curieux obstacle comme sur d'autres questions d'actualité (objectivité de l'information, qualité des programmes, radio libre et concurrence d'Antenne 2), nous avons interrogé M. Beniamino Finocchiaro, président de la RAI, lequel semble être très favorable à une étroite coopération franco-italienne dans le domaine de la production télévisée.

« J'ai toujours eu envie de faire comprendre Guy Lux. Les gens qui me critiquent sont nombreux, mais il faut savoir combien le rôle est difficile à jouer. Deux ou trois émissions sans succès et c'est fini... Concilier les exigences de ses patrons, celles du show business et celles du public, c'est se mettre dans une position périlleuse. Heureusement, j'ai toujours aimé jouer avec le risque et, après tout, je n'ai pas si mal réussi, n'est-ce pas ? »

« Je vais donc quitter l'écran pendant quelques mois pour réaliser deux choses qui me tiennent à cœur : tourner un film, dont j'ai déjà deux fois remis le tournage, et créer un journal de radio-télévision. Il me fallait trouver le temps de me consacrer à ces nouvelles activités. Je ne cherche pas à m'échapper du petit écran, mais j'ai cinquante-six ans et il me semble qu'il est temps de faire autre chose ».

« De toutes les façons, je suis convaincu que la période des grands meneurs de feu, des monstres sacrés, est terminée. Le très grand nombre d'heures d'écoute réparties sur les trois chaînes, l'augmentation du nombre de films proposés, font que plus jamais une émission ne peut créer l'« événement », comme c'était le cas pour la Tête et les jambes ou pour l'Inter-ville ».

« J'ai toujours eu envie de faire comprendre Guy Lux. Les gens qui me critiquent sont nombreux, mais il faut savoir combien le rôle est difficile à jouer. Deux ou trois émissions sans succès et c'est fini... Concilier les exigences de ses patrons, celles du show business et celles du public, c'est se mettre dans une position périlleuse. Heureusement, j'ai toujours aimé jouer avec le risque et, après tout, je n'ai pas si mal réussi, n'est-ce pas ? »

« Je vais donc quitter l'écran pendant quelques mois pour réaliser deux choses qui me tiennent à cœur : tourner un film, dont j'ai déjà deux fois remis le tournage, et créer un journal de radio-télévision. Il me fallait trouver le temps de me consacrer à ces nouvelles activités. Je ne cherche pas à m'échapper du petit écran, mais j'ai cinquante-six ans et il me semble qu'il est temps de faire autre chose ».

« De toutes les façons, je suis convaincu que la période des grands meneurs de feu, des monstres sacrés, est terminée. Le très grand nombre d'heures d'écoute réparties sur les trois chaînes, l'augmentation du nombre de films proposés, font que plus jamais une émission ne peut créer l'« événement », comme c'était le cas pour la Tête et les jambes ou pour l'Inter-ville ».

« J'ai toujours eu envie de faire comprendre Guy Lux. Les gens qui me critiquent sont nombreux, mais il faut savoir combien le rôle est difficile à jouer. Deux ou trois émissions sans succès et c'est fini... Concilier les exigences de ses patrons, celles du show business et celles du public, c'est se mettre dans une position périlleuse. Heureusement, j'ai toujours aimé jouer avec le risque et, après tout, je n'ai pas si mal réussi, n'est-ce pas ? »

« Je vais donc quitter l'écran pendant quelques mois pour réaliser deux choses qui me tiennent à cœur : tourner un film, dont j'ai déjà deux fois remis le tournage, et créer un journal de radio-télévision. Il me fallait trouver le temps de me consacrer à ces nouvelles activités. Je ne cherche pas à m'échapper du petit écran, mais j'ai cinquante-six ans et il me semble qu'il est temps de faire autre chose ».

« De toutes les façons, je suis convaincu que la période des grands meneurs de feu, des monstres sacrés, est terminée. Le très grand nombre d'heures d'écoute réparties sur les trois chaînes, l'augmentation du nombre de films proposés, font que plus jamais une émission ne peut créer l'« événement », comme c'était le cas pour la Tête et les jambes ou pour l'Inter-ville ».

reconnait droit de cité sous bannière d'une autorisation.

« Nous sommes en pleine piraterie, déclare avec amertume le président de la RAI. On a légalisé le chaos. Techniquement le monopole est fini. Les stations privées font baisser le niveau de liberté au lieu de l'accroître. Elles ont presque toutes des buts commerciaux, et les plus petites se feront manger par des groupes financiers puissants. Ces groupes sont en train de s'assurer une partie du budget publicitaire radio-télévisé, alors que la RAI n'a légalement le droit qu'à 25 % ».

Le président de la RAI admire « la rigueur absolue des Français », qui, selon lui, ne s'intéressent même pas aux retransmissions d'Antenne 2 en Italie. « J'étais en France récemment pour parler des problèmes de proximité. Et je me suis laissé dire que les Français seraient bien contents si nous fermions ces répétiteurs gênés de manière privée... Mais vous n'admettez jamais de retransmission italienne sur votre territoire ».

Antenne 2 ne gêne-t-elle pas la RAI ? « Non, je dois dire que de toutes les télévisions étrangères captées en Italie c'est la seule qui donne une contribution culturelle de qualité. Elle ne cherche pas — comme Monte-Carlo et Capodistria —

à s'approprier de la publicité commerciale dans notre pays, par une concurrence déloyale, fondée sur des programmes d'évasion, de même que des télévisions privées cherchent à introduire la pornographie sur les ondes ».

On pourrait objecter que la qualité même de ses émissions rend Antenne 2 redoutable. « Non, pourquoi ? Sur le plan de l'information les chaînes italiennes sont infiniment meilleures que le journal télévisé français. (C'est en effet l'impression que l'on a quand on suit, à quelques minutes d'intervalle, le grand théâtre électronique d'Antenne 2 et les journaux — sérieux, complets — de la RAI.) M. Finocchiaro déclare que l'audience des télévisions étrangères ne dépasse pas 10 % et que les conséquences publicitaires de la chaîne française en Italie sont négligeables.

Le président de la RAI s'anime, se fâche presque, quand on lui demande pourquoi la réforme de l'an dernier s'est accompagnée d'un partage du gâteau : une chaîne de télévision « catholique » contrôlée par la démocratie chrétienne ; une « chaîne laïque » prise en charge par les autres partis du centre gauche. « Regardez bien les deux journaux. Si on retirait leurs sigles respectifs,

vous ne pourriez pas les reconnaître. Laïcs, ils le sont tous les deux ; quelques légères influences politiques que l'on peut constater tiennent à la formation, aux origines de ces journaux. C'est évident. » M. Finocchiaro ne craint pas d'ajouter : « Les niveaux de liberté et d'autonomie que nous avons consentis aux journalistes italiens sont les plus élevés d'Europe ».

Les directeurs des chaînes ont-ils prévu de grosses nouveautés ? « Nous n'en avons pas besoin, répond le président de la RAI. Nous devrions, au contraire nous inspirer de l'isolement français. Les Français, eux, ne se sont pas laissés entraîner dans des productions coloniales comme notre *Molse*, notre *Jésus* ou nos émissions sur la Mafia. Nous avons besoin de production d'un bon niveau culturel, mais d'un modeste engagement financier. »

Quatre projets sont en route qui valent chacun à peine de 200 millions de lire : la femme en Afrique, la banlieue d'une grande ville, l'attelle Philby et les mercenaires en Angola.

La RAI souhaiterait collaborer étroitement avec les sociétés françaises de télévision : par des échanges ou, mieux encore, par des coproductions qui pourraient éven-

tuellement trouver un financement américain. Ce serait, selon ses dirigeants, le meilleur moyen d'affronter le marché des États-Unis et d'en élargir d'autres où soit la France, soit l'Italie, sont déjà en bonne position.

La RAI possède dans ses archives plusieurs émissions en couleurs. Mais elle ne peut les diffuser, bien qu'elle soit en état de le faire, sur les deux chaînes, avec un pourcentage d'efficacité convenable. « Il nous manque, explique M. Finocchiaro, l'autorisation du ministère des postes et télécommunications, qui, lui-même, doit l'obtenir de la commission parlementaire de vigilance ou du comité interministériel pour la programmation économique. » Et pourquoi les autorisations ne viennent-elles pas ? « Les résistances sont d'ordre politique. Dans notre pays, comme tenu de la situation économique, la couleur est encore considérée par certains comme une consommation superflue. » Cela n'est véritablement pas l'avis du président de la RAI. On peut sager toutefois que les autorisations arriveront cette année. Après avoir goûté à la couleur pendant les Jeux olympiques, les Italiens reviendront-ils au noir et blanc sans protester ?

ROBERT SOLÉ.

Écouter, voir

• **PAGE A PAGE : MAURICE CLAVEL, PHILIPPE SOLLERS.** — Du 19 au 23 juillet, France-Culture, 12 h. 5.

Deux intellectuels ; deux « personnages » au ton volontiers excessif ; deux pensées antagonistes (un certain mysticisme, un certain matérialisme) ; deux générations, ou presque : Maurice Clavel, auteur de *Dieu est Dieu*, nom de Dieu, et Philippe Sollers, animateur de la revue *Le Quel*, mis en présence pendant cinq fois vingt-cinq minutes au micro de France-Culture. Thèmes : mai 68 ; la crise du marxisme et de la philosophie ; le renouveau de la spiritualité ; l'angélisme en question ; le christianisme est-il la vraie religion ? Un itinéraire qui promet d'être mouvementé.

• **TELÉ-FILM : MILADY.** — Mercredi 21 juillet, TF 1, 20 h. 30.

C'est à Saumur, lieu sacré de l'équitation, que se situe la nouvelle de Paul Morand, *Milady*, mise en scène par le cinéaste François Leterrier. Jacques Dufrillo incarne avec talent et minutisme le commandant Gardofort, écuier au Cadre noir qui a une passion pour une jeune fille qu'il a non pas dressée (on ne dresse qu'un poulain) mais « mise », c'est-à-dire formée aux exercices les plus gracieux mais aussi les plus difficiles de la haute école. Forcé, pour payer ses dettes, de vendre son cheval, privé ainsi de toute raison de vivre, ce commandant connaîtra une fin tragique. Avec, pour toile de fond, la douceur des paysages du bord de la Loire, la maîtrise et la « perfection » du Cadre noir de Saumur.

• **CINÉMA 16 : NE PAS DÉRANGER.** — Samedi 24 juillet, FR 3, 20 h. 30.

Drame psychologique à suspense dans un appartement bourgeois. Un jeune homme (François) tourmenté ? ou plus simplement fou ? menace de son revolver, par une passion d'été, un directeur d'entreprise (Paul Caux), sa femme et sa fille, immobilisée pour quelques heures dans un somptueux décor. Un jeu tendu d'instabilité entre les personnages. La famille tente tout à tour de raisonner puis de séduire celui qui les menace de mort. Cette tentative d'une description de caractère, d'un portrait de société, dans une situation possible — puis qu'elle est inspirée par des faits authentiques, — est si superficielle (et prétentieuse) qu'il est difficile d'y croire.

Reflets du monde entier

L'Espresso

Les vaisseaux fantômes de Gênes

L'hebdomadaire italien L'ESPRESSO dénonce la florissante «industrie du naufrage» que pratiquent certains armateurs de la péninsule. Trois d'entre eux sont actuellement jugés à Gênes et «leur procès, qui porte sur la fin du navire Seagull et la mort de ses trente marins, donne surtout une idée de la mer d'intérêt et de complexité qui baigne ce genre d'affaires. Ils sont accusés de naufrage provoqué et d'homicide volontaire car ils savaient très bien qu'ils enverraient l'équipage à la mort sur une coque de bois. Mais, pendant le procès, il est apparu qu'ils étaient les seuls à savoir et à prévoir. Les techniciens des services de contrôle ne pouvaient pas l'ignorer et ils acceptèrent de fermer les yeux. Le Seagull a pris la mer avec des trous dans la coque, coulés du ciment, et 4 mètres d'eau dans une cale, mais il avait tous les certificats requis. Le 17 février 1974, le navire disparaissait dans le canal de Stille pendant une tempête.

Dressant la statistique des naufrages par rapport au tonnage, L'ESPRESSO donne la première place à Chypre suivie par le Liban, la Somalie et Singapour et relève que le pavillon de complaisance libérien, recherchant enfin une certaine respectabilité, contrôle mieux la sécurité de ses bateaux. «De ce fait, une trentaine de navires sont en train de changer de pavillon et hissent celui de petites Républiques plus complaisantes. En Italie, le conseil d'administration de la RINA, service de contrôle des bâtiments et de la navigation, ne comporte qu'un représentant des soixante-cinq mille marins du pays. Les coques de bois continueraient donc à prendre la mer également avec du ciment pour boucher les trous», conclut amèrement L'ESPRESSO.

Moskovsky Komsomoletz

Une bonne tête sur les épaules

LE MOSKOVSKY KOMSOMOLETZ, organe des jeunes communistes de la capitale de l'URSS, a procédé à un sondage parmi les lycéens pour déterminer «ce qu'ils désiraient le plus au monde».

«Les souhaits les plus divers ont été exprimés : 32 % des lycéens interrogés souhaitent pouvoir suivre un enseignement supérieur, 21 % veulent avoir une bibliothèque chez eux et 21 % ont pour objectif un salaire mensuel d'un million 300 roubles (environ 1 800 F). Six pour cent désirent posséder une voiture automobile ou tout au moins à la campagne, 5 % estiment que pouvoir établir de bonnes relations personnelles est l'objectif le plus important dans la vie, tandis que 4 % ne veulent rien d'autre qu'une bonne chaise longue et une collection de disques de musique «pop».

Le journal précise pas ce que souhaitent les 11 % restants, à l'exception d'un lycéen qui souhaite avoir des bleus-jeans.

En revanche, nombreux ont été les étudiants qui ont critiqué la liste de souhaits qui leur avait été proposée : «C'est de l'hypocrisie, dit l'un d'eux. Des voitures, des datchas, des salaires de 300 roubles. Moi, je ne veux que ce qui m'est utile. Ce qui est le plus important pour moi, c'est d'avoir une bonne tête sur les épaules».

EL MOUDJAHID

Un métier passionnant pour jeunes émigrées

Le quotidien algérien EL MOUDJAHID annonce que «vingt-deux jeunes Algériennes émigrées dans les régions de Paris, Lyon et Marseille et originaires des différentes zones à forte densité d'immigration du territoire national, viennent de subir avec succès les différents tests préalables qui leur ouvrent l'accès au métier d'hôtesse de l'air». D'ici à 1980, il est prévu de recruter 1 100 personnes pour le personnel navigant.

Le journal loue cette action de la compagnie Air Algérie «parce qu'elle vise à offrir à notre jeunesse émigrée les mêmes avantages que ceux dont bénéficient nos jeunes rattachés au pays et également parce qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une véritable politique de réinsertion de notre communauté émigrée».

En effet, il n'échappe à personne que l'un des soucis majeurs des pères et mères de familles émigrées est celui qui consiste à préserver leurs enfants de toute influence du milieu étranger dans lequel elles sont contraintes de vivre momentanément. Influence qui font que bien des parents redoutent toutes sortes de problèmes dès que leurs enfants atteignent un certain âge. Et ce, en particulier, pour les filles (...).

Malgré tous les problèmes qu'elles rencontrent — bureaucratie pour l'établissement de leur dossier, manque de logement, méconnaissance de la ville, etc. — elles restent sereines dans leur choix et décidées à s'installer, à quitter à tout prix un logement à trois ou quatre camarades, de façon définitive chez elles, en Algérie. Ce fort désir de participer à l'édification du pays, parce qu'il émane de jeunes qui ont vécu en grande partie en Europe, où y ont nées parfois, témoigne, si besoin est, d'une maturité d'esprit remarquable et édifiante.

PACIFIC ISLANDS MONTHLY

Le prix d'un mort en Papouasie-Nouvelle-Guinée

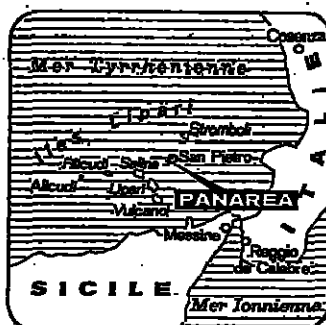
Le mensuel australien PACIFIC ISLANDS MONTHLY publie l'information suivante au sujet de la Papouasie-Nouvelle-Guinée : «Faire payer des frais d'enterrement dans un cimetière est une «idée étrangère» qui pourrait contraindre les habitants de Papouasie-Nouvelle-Guinée à user à nouveau des pratiques tribales d'ensevelissement afin d'éviter de telles dépenses. Tel est l'avis de M. Buzki Singer, député de Kaviu, province de Morobe. Il critiquait la décision du conseil municipal de la ville de Lae qui avait augmenté les tarifs pratiqués au cimetière. Selon lui, les conseillers municipaux ont «utilisé une idée étrangère pour faire rentrer de l'argent» dans les caisses de la ville.

Il a mis en garde les élus locaux. St. à Lae, on continue de faire payer les habitants qui veulent enterrer leurs morts, la population va reprendre ses vieilles pratiques : elles consistent à pendre les cadavres à un arbre, à les exposer sur des sortes d'estrades en plein air jusqu'à ce qu'il ne reste plus que des os blanchis, ou encore à les brûler.

«Cependant, le conseil municipal a déclaré que, en dépit de l'augmentation des tarifs (cinq fois supérieurs pour les étrangers que pour les Papouas-Néo-Guinéens), un quart seulement des frais d'enterrement seraient couverts».

Lettre de Panarea

UNE MAGIE INEXPLICABLE



SAN-PIETRO s'étale sur la colline, disputant aux câpres et aux figuiers de Barbarie les pentes de roches volcaniques. Vers le sud, s'étire une mer immensément bleue. Derrière l'horizon, on sent qu'il y a quelque chose, mais on ne tremble plus — les dangers de Charybde et Scylla. L'hiver et son engourdissement sont loin derrière des brumes oubliées. Avec l'été, à San-Pietro, sont revenus les hommes de passage. Alors, depuis les quais de ce port miniature jusqu'aux dernières maisons qui percent à cette échelle des airs de faubourg, on peut observer une société microcosme, épuisée, rêvée pour l'éthnologue, fidèle reproduction de ce qu'est parfois le vaste monde d'aujourd'hui. En effet, à San-Pietro, se croisent, se heurtent, se copient, s'aiment ou se haïssent, se regardent sans se voir, se voient sans se regarder, cohabitent, les types simplifiés de nos sociétés : le passé, le présent et ce qui sera peut-être l'avenir.

Le pays n'est pas inaccessible, mais il se méfie. Ulysse, croit-on, s'en arracha avec peine. C'est dire que l'on y peut venir de partout. Les principaux transports maritimes l'abandonnent par le sud et justement aux pieds de San-Pietro, port et capitale, que l'on touche enfin grâce aux rames des barques des pêcheurs locaux. La plus petite île de l'archipel des Eolienne, Panarea est peuplée par les lauriers-rose et le jasmyn. Conique, approximativement covoie sur les cartes marines, elle mesure 3,4 kilomètres carrés et culmine à 421 mètres à la Punta-del-Corvo. Possession italienne, elle dépend de la province sicilienne de Messina.

Ici les plus mal vêtus ne sont pas les plus pauvres et leur modestie tenue est un masque. Les plus sophistiqués dans une toilette digne des Tropiques les plus huppés ne sont pas les plus riches ni les plus heureux. Enfin, les plus nus sous des sarongs de toile ne sont pas pauvres ni outragés, mais riches, bien que possédant plus que les uns et les autres. Ainsi on ne peut deviner que la richesse se mesure à la taille, à la force et au nombre des ampoules électriques de ceux qui possèdent un groupe électrogène, précisément les mêmes dont le costume de pêcheur inspire la plus attendrie.

Le bureau donnant de plain-pied sur la mer, le propriétaire était, à l'origine, une abeille agitée, bourdonnant stupidement contre une glace suspendue au-dessus de la cheminée. Dès qu'elle fut assise : «Que voulez-vous encore savoir ? — Quels furent vos débuts ? — Comment se déroule votre vie ? N'en avez-vous aucun regret ? — Thérèse ne répondit pas immédiatement ; elle réfléchissait, tapotant distraitement d'un doigt la mini-calculatrice placée sur son secrétaire. Puis ce fut, coupé par des silences, le témoignage d'une femme du sol, ouvrant pour moi, page par page, le livre d'une terre familière entretenue, améliorée, avec ténacité et joie.

«J'ai toujours vécu à la campagne, commence-t-elle : je me souviens que mon plus grand plaisir retour de l'école, plus tard du pensionnat, était de suivre mon père aux champs. A ses côtés, je recevais un enseignement sans me douter qu'un jour il me serait profitable.

«A sa disparition voici douze ans, restée avec ma mère, une sœur tout enfant, mon frère mort, père de famille, ayant à T... une situation qu'il ne pouvait abandonner, je me suis épanouie», comme dirait certains.

«Au contraire, ce fut l'aboutissement d'un appel de la terre obscurément ressenti dans mon esprit et mon cœur depuis ma jeunesse. J'ai voulu tout assumer la maison, le poulailler, le jardin potager, la vigne, les champs, l'élevage de vaches laitières moins important qu'aujourd'hui. Heureusement Couatlet était là. Sans lui, je crois que j'aurais abandonné la charge du domaine. Il

est relativement important pour la région.

«Combien d'hectares ? — Quarante-cinq, dont cinq d'un vignoble dont la récolte est destinée pour moitié à la consommation courante et à la production d'eau-de-vie d'Armagnac, 10 hectares de prairies permanentes, 12 d'artificialités composées de ray-grass et de trèfle d'été, 2 de trèfle violet ; les autres sont des terres labourables. Certes je possède maintenant un matériel agricole assez complet pour nous soulager, mais, à l'époque des grands travaux, les journées sont longues, quatorze heures du matin au soir. Le plus pénible, voyez-vous, quand il fait chaud, est de ne pouvoir se reposer après le déjeuner. Je m'étendais un quart d'heure et je repars.

«L'appui de mon ouvrier agricole ne me suffisait pas, j'étais parfois inquiète, j'allais souvent solliciter un conseil auprès des voisins. Ils me guidaient alors avec finesse ; nous passions entre des rangées de ceps de vigne en pleine vigueur, longions les pans d'un ôlé mûr, joulions l'herbe d'un pré ; la suggestion, le legs, se développaient dans l'amitié. Je revenais à la maison réconfortée. Ils me prêtaient l'outil qui me manquait, se proposaient pour un coup de main accepté avec reconnaissance. En même temps, j'ai suivi des cours théoriques et pratiques à Villeneuve-de-Marsan ; j'obtiens un brevet agricole ; peu à peu l'assurance me vint et la certitude de pouvoir garder mon patrimoine, de le faire fructifier en l'améliorant. Aujourd'hui, se tenir au courant des meilleures méthodes

Décidément non, ce n'est pas en flânant dans ce dernier paradis méditerranéen que l'on apprend la face cachée des choses, mais plutôt en fouillant, en fouinant, en écoutant surtout les confidences.

Il y a une trentaine d'années, remarquable sur elle, Panarea ne comptait comme autochtones que des paysans, un peu marins, un peu chasseurs. Du bord des flots jusqu'au sommet abrupt de sa pointe, des murs de pierre renaient les terres où poussaient la vigne, les câpres, les oliviers aussi. Cette race à part de presque Siciliens s'accrochait à son sol ou émigrant, donnant une partie de leur population aux villes de Sydney et Melbourne. Ceux qui restaient vivaient, comme toujours, sous l'autorité sans partage des vieux chefs de famille. On ne construisait en pierre volcanique que le nombre de chambres nécessaires, la cuisine-séjour étant considérée comme une annexe. Ainsi grandissaient les maisons par apport d'un cube-chambre, et par conséquent d'une ou deux ouvertures, qui donnaient à l'habitat les pittoresques parentés avec les demeures grecques ou arabes, si bien faites pour le soleil et la mer.

Les toits-terrasses recueillent encore aujourd'hui l'eau de pluie que l'on garde jalousement dans des urnes cadencées. Le mobilier était réduit au strict minimum. Autour d'une table, des sièges de macramé, dans les chambres, sur les hauteurs de fer forgé, des planches et des paillasses ; au-dessous des caisses d'emballage contenant les trésors de la famille. Quand un membre de la tribu mourait, on empruntait quelques planches au stock pour faire un cercueil. Parce que sans doute on mourait en chœur et qu'on économisait les cérémonies, on ébaucha la largeur des ruelles pour qu'y passent côte à côte deux disparus dans leur cercueil.

L'hiver, à la faible lueur d'une chandelle ou d'une lampe à pétrole, on débattait de tristes complaintes siciliennes qu'il est impossible d'assimiler à une quelconque tradition orale. Les habitants, presque pas de couleur, sinon le blanc des murs et le noir du duvet sicilien, pas d'états d'âme, sinon la résignation ou le décalage au regard de mœurs contenues, une pincée de mœurs libres et un zeste de consanguinité.

Pour être juste il convient d'ajouter que grand était le courage Je fortifier une montagne abrupte, sans eau et à la pierre de volcan, pour y faire pousser quelques maigres plantations. Ainsi l'homme est fidèle à son rocher jusqu'à ce que l'horizon l'appelle. Quelques vieillards subsistent pour rappeler ce passé qui ne fut ni glorieux, ni romantique, ni digne des légendes du dieu Eolo et de ses illustres visiteurs grecs.

On les reconnaît à leur indulgence pour le passé et le présent, et aussi à ce qu'ils n'en sont pas dupes.

Ils sont seuls, par deux ou avec armes et enfants, souriants, calmes, heureux qu'il y ait le soleil et la mer. Ils laissent les fillets jouer aux pauvres indigènes, les habitudes de passage jouer aux riches désinvoltes. Les uns ont renoué des maisons d'autrefois où nous les laisserons

modérer en paix, les autres s'installent dans les chambres et les auberges du pays.

Et voilà qu'apparaissent les fillets et les hommes en sarong. Ils ont une partie de l'année, dans une autre île d'Aeolien, ils sont admirés, envies, jalouses, honnis, haïs, copiés. C'est dire qu'il en émane une magie qui ne s'oublie pas.

Un jour, une femme, Myriam Beltrami, et un homme, Paolo Tiche, passant par là, découvrent l'île de leurs rêves et décident d'y planter leur tente. Elle est polyglotte, elle sait tout faire et elle n'a peur de rien. Il est polyglotte, il sait tout faire et il n'a peur de rien. C'est une chose : se laisser emprisonner par la réussite et la vie en société. En quinze ans, ils ont créé un hôtel, ou plutôt une série de maisons avec escaliers, ruelles, sorte de médina au charme indéniable.

Paolo Tiche découvre la technique et l'architecture des maisons du pays, faites pour récupérer l'eau de pluie, la fraîcheur, simples et belles à la fois. Ils les modifia à peine, un fait ressortir le meilleur, élimine le mauvais goût et se bat pour que rien ne vienne dévorer le style de Panarea. Pendant ce temps, Myriam Beltrami donne à l'hôtel un caractère particulier. Ici, pas de client, pas de portier, pas de garçon. On passe à travers le filtre des amis qui servent de correspondants, on arrive chez des hôtes, on se réunit quelquefois avec eux, on rit, on échange, on discute. Parce qu'on a payé, un service discret est assuré par des filles et des garçons en sarong, sous lesquels se cachent des étudiants, des peintres, des sculpteurs, beaux, sympathiques, gais et que l'on se met à chérir comme des amis d'ailleurs. Les chambres faites, la petite déjeuner préparé sur la terrasse au bord de la mer, ils disparaissent. Le client n'est pas un client. Il est... mais où diable est-il donc ?

Disons-le : amateur de domestiques, de serviteurs stylés, de petites doigts sur la couture du pantalon, de repas internationaux, anonymes et douces, s'abstenir ! Dans un monde fou, fou, fou, qui péra peut-être de se prendre au sérieux, qui a perdu les yeux et ne voit plus la voie laïque et ce qu'il y a de très sérieux dans le vol d'un papillon, Myriam Beltrami, Paolo Tiche et leurs amis, les clients de l'hôtel Raya, si peu hôtel, sont aussi les gens de l'avenir.

Panarea sans voiture, Panarea sans électricité, Panarea où il faut marcher dans les sentiers pour aller boire, manger, se baigner, dormir, Panarea où il faut savoir vivre au rythme du soleil, ponctués les journées chaudes par la sieste, Panarea, l'île presque sauvage de rocaïlle et de soleil, reste imprégnée d'une magie inexplicable. On s'en arrache avec peine, on y revient sûrement un jour.

ROBERT MORAN.

Thérèse Merillon, agricultrice (II)

(Suite de la page 13.)

«Sa femme ajouta : «On peut parler avec elles sans rien cacher. Nous nous entendons...» Et elle eut ces mots révélateurs : «Nous nous respectons.» Nous trinquâmes à la prompte remise sur pied de mon hôte.

«Je regrette d'être immobilité, «elle» est seule au boulot, j'ai hâte de m'y remettre, et tant que je pourrai nous continuerons, je l'espère, de transmettre de compagnie, dit-elle en reposant son verre sur la table.

«Vous aimez travailler la terre ? — Lucien Couatlet se mit à rire : «Je n'ai jamais fait autre chose.» J'insistai : «Si vous aviez l'occasion d'une place en ville, trinquiez-vous ?

«Ici, j'organise mon travail comme je l'entends. Je suis un homme libre de mes actes, je peux respirer...», répondit-il. J'ai quitté ce foyer paysan pensant à tous les déracinés qui balotaient les rues des grandes villes.

Une dernière fois, en fin de semaine, Thérèse Merillon m'a reçu. Bien avant d'atteindre sa maison, j'entendis sur la route, chauffée par le soleil, une sonnette tinter par bouffées dans la brise tiède. La journée atteignait cette mi-temps où le terrain se dégage quelques instants après le repas de midi, fouillait un journal, regardant la télé, plus simplement, regardant la télé. Le chien m'accueillit comme un vieil ami, et sa maîtresse dut le repousser amicalement tandis qu'il essayait, à notre suite, de pénétrer dans le

bureau donnant de plain-pied sur la mer, le propriétaire était, à l'origine, une abeille agitée, bourdonnant stupidement contre une glace suspendue au-dessus de la cheminée. Dès qu'elle fut assise : «Que voulez-vous encore savoir ? — Quels furent vos débuts ? — Comment se déroule votre vie ? N'en avez-vous aucun regret ? — Thérèse ne répondit pas immédiatement ; elle réfléchissait, tapotant distraitement d'un doigt la mini-calculatrice placée sur son secrétaire. Puis ce fut, coupé par des silences, le témoignage d'une femme du sol, ouvrant pour moi, page par page, le livre d'une terre familière entretenue, améliorée, avec ténacité et joie.

«J'ai toujours vécu à la campagne, commence-t-elle : je me souviens que mon plus grand plaisir retour de l'école, plus tard du pensionnat, était de suivre mon père aux champs. A ses côtés, je recevais un enseignement sans me douter qu'un jour il me serait profitable.

«A sa disparition voici douze ans, restée avec ma mère, une sœur tout enfant, mon frère mort, père de famille, ayant à T... une situation qu'il ne pouvait abandonner, je me suis épanouie», comme dirait certains.

«Au contraire, ce fut l'aboutissement d'un appel de la terre obscurément ressenti dans mon esprit et mon cœur depuis ma jeunesse. J'ai voulu tout assumer la maison, le poulailler, le jardin potager, la vigne, les champs, l'élevage de vaches laitières moins important qu'aujourd'hui. Heureusement Couatlet était là. Sans lui, je crois que j'aurais abandonné la charge du domaine. Il

est relativement important pour la région.

«Combien d'hectares ? — Quarante-cinq, dont cinq d'un vignoble dont la récolte est destinée pour moitié à la consommation courante et à la production d'eau-de-vie d'Armagnac, 10 hectares de prairies permanentes, 12 d'artificialités composées de ray-grass et de trèfle d'été, 2 de trèfle violet ; les autres sont des terres labourables. Certes je possède maintenant un matériel agricole assez complet pour nous soulager, mais, à l'époque des grands travaux, les journées sont longues, quatorze heures du matin au soir. Le plus pénible, voyez-vous, quand il fait chaud, est de ne pouvoir se reposer après le déjeuner. Je m'étendais un quart d'heure et je repars.

«L'appui de mon ouvrier agricole ne me suffisait pas, j'étais parfois inquiète, j'allais souvent solliciter un conseil auprès des voisins. Ils me guidaient alors avec finesse ; nous passions entre des rangées de ceps de vigne en pleine vigueur, longions les pans d'un ôlé mûr, joulions l'herbe d'un pré ; la suggestion, le legs, se développaient dans l'amitié. Je revenais à la maison réconfortée. Ils me prêtaient l'outil qui me manquait, se proposaient pour un coup de main accepté avec reconnaissance. En même temps, j'ai suivi des cours théoriques et pratiques à Villeneuve-de-Marsan ; j'obtiens un brevet agricole ; peu à peu l'assurance me vint et la certitude de pouvoir garder mon patrimoine, de le faire fructifier en l'améliorant. Aujourd'hui, se tenir au courant des meilleures méthodes

de culture, prévoir ses achats d'engrais et la coopération avec chaque année un plan d'exploitation, chaque semaine ses comptes, le dimanche relever les chèques, régler les factures, répondre au courrier, sont des nécessités.

«Vous n'êtes jamais lasse ? — Jamais. La diversité des tâches, la pesée d'une décision (je suis lente à la prendre, mais, prise, je m'y tiens, étant sûre qu'elle s'avèrera juste), le contentement d'une réussite, m'activent physiquement et mentalement. Quand la moissonneuse-batteuse entre dans mes blés, que les étudiants embauchés pour les vendanges emplissent de grappes un tonneau, il me semble que la terre me remercie de ma peine.

«Je comprends. — Thérèse reprit : «Je viens de mettre en exploitation directe une métairie de 16 ha abandonnée par un couple âgé parti à la retraite. J'ai regretté ce ménage, car il était de la maison » depuis ma naissance, mais je n'ai pu voir enfin réaliser un vieux rêve : défricher d'anciens champs envahis par des ronces, des ajoncs épineux, par manque de soins, de forces des deux anciens, remplacer les nombreux «manquants» dans la vigne ; j'ai déjà semé de l'orge là où c'était possible ; la récolte sera malgré cette année, meilleure à la prochaine.

«Je vous le souhaite. — Mère. » Et Thérèse, levant légèrement ses mains fines et fermes bâties par le plein air pour ponctuer ses paroles : «Je voudrais qu'après ma mort, mille, voisins, puissent dire : «Elle a laissé tout en ordre...»

JEAN TAILLEMAGRE.

IDEEES

L'AUTRICHE ET LE DESTIN DE L'EUROPE CENTRALE

L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

Les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ont pris une initiative particulièrement heureuse en publiant le livre de Bernard Michel : *Banques et banquiers en Autriche au début du XX^e siècle* (1). Peu d'ouvrages étaient plus à leur place dans une collection dont on ne dira jamais assez quel rôle décisif elle joue dans la diffusion et la recherche en sciences sociales. Dans une langue incisive et chargée de puissance d'évocation, Bernard Michel a su écrire un livre court et nerveux, au carrefour de l'histoire de la sociologie et de la science politique, à travers une foule d'activités économiques et une catégorie sociale, il cherche à définir la réalité profonde de l'Europe centrale, au temps de l'Autriche-Hongrie. Les banques hongroises ne sont évoquées que dans leur lien avec Vienne, et l'ouvrage porte en fait sur l'espace catholique du monde immense et divers qui, de la Galicie et de la Bukovine, à travers les pays tchèques et l'Autriche, rejoint Trieste, la Slovaquie et un fragment discontinu de la côte dalmate.

Bernard Michel choisit les années du début du XX^e siècle, marquées d'une croissance rapide qui dément la légende d'une Autriche immobile et traditionnelle pour mener une série d'interrogations sur le destin de l'Europe centrale, les relations entre le nationalisme politique et le nationalisme économique, la nouvelle bourgeoisie bancaire et l'aristocratie foncière, le pouvoir financier et le pouvoir politique.

Une première partie présente les banques et les structures bancaires. La banque autrichienne est une « banque à tout faire » qui caractérise le manque de spécialisation ; elle se heurte à la vive concurrence des caisses d'épargne et des caisses mutuelles de crédit, appuyées sur le régionalisme et le nationalisme. L'élément majeur de la différenciation des banques est le facteur national. Selon les mots d'un journal tchèque : « On parle d'économie et on pense à la nationalité ». La description des places bancaires permet de pénétrer l'esprit des villes et des lieux et la personnalité des Länder, de Vienne, la grande place internationale, à Prague qui devient la capitale bancaire des Slaves de la monarchie, à la Moravie et au Tyrol, où le clergé et la noblesse font obstacle à la pénétration des banques, à la Galicie et à la Bukovine, sociétés agraires en brusque contact avec l'économie monétaire, dominée par l'usure.

Si l'individualisme et l'attachement aux formes anciennes marquent la per-

sonnalité des banques autrichiennes, la concentration, au début du siècle n'en est pas moins remarquable, marquée par le déclin des banques privées, l'absorption des banques de province, la cartellisation des banques. Aux transformations des structures répond une révolution dans les emplois des banques, qui fait l'objet de la seconde partie. Au long du XIX^e siècle, les emprunts d'Etat constituaient l'« emploi noble par excellence ».

Les choses changent au début du XX^e siècle, cependant que prend fin, en 1910, le monopole du groupe bancaire rassemblé autour de la banque Rothschild. Le ministre des finances Bilinski donne la primauté dans les emprunts à la Postsparkassa, la Caisse d'épargne postale, émanation du ministère des finances, celle-ci traite avec une série de banques de Vienne et de province, brisant le privilège du groupe Rothschild. Le déclin des profits sur les emprunts d'Etat, le déclin des prêts hypothécaires, la nationalisation des chemins de fer, autant de raisons qui poussent les banques, malgré leur réputation, à se tourner vers l'industrie. La liaison des banques et de l'industrie, dans les années qui précèdent 1914, prend une telle ampleur qu'elle paraît au socialiste viennois Hilferding exemplaire de l'évolution bancaire mondiale. L'exemple autrichien fonde les analyses de son livre « *Le capital financier* » paru en 1909.

Bernard Michel aborde ensuite la part des banques dans l'évolution des grands secteurs industriels et les stratégies des groupes bancaires. Il montre le dynamisme industriel de l'Autriche du début du siècle et évoque avec bonheur les personnalités majeures : Karl Wittgenstein, chef du cartel du fer, ou Georg Günther, qui fait de la société Skoda le centre d'un immense Konzern. De même qu'il refuse l'image d'une Autriche enfermée dans l'isolement économique, Bernard Michel conteste le mythe d'un endettement croissant de l'Autriche-Hongrie : elle serait passée sous le contrôle des capitalistes du Reich, la perte de l'indépendance économique aurait conduit à l'alignement politique, et à l'entrée en guerre en 1914. En fait, l'Autriche-Hongrie de 1914 bénéficie d'une croissance autonome à l'égard du capital étranger, connaît une « émancipation financière ».

Dans les relations avec les instituts bancaires étrangers, « la marge de manœuvre et de liberté des banques autrichiennes apparaît infiniment plus

grande qu'on ne l'a, jusqu'à présent, imaginé ». Les banques autrichiennes ne sont pas subordonnées aux banques allemandes, l'Autriche, grâce à l'attitude de son opinion publique, peut maintenir un équilibre dans ses relations avec l'Allemagne. Autre idée inexacte, celle d'une rupture entre le marché parisien et viennois, pour des raisons politiques. Bien plus, les deux pays collaboraient étroitement dans les Balkans, où les banques françaises sont les « partenaires favoris » de l'Autriche. N'imaginons pas que les rivalités bancaires correspondent aux blocs politiques, Enlente contre Triplice. Une histoire minutieuse des groupes bancaires revient, comme toute, à faire apparaître l'autonomie du politique.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à la vie sociale et politique des banquiers. Se fondant sur une source originale de l'histoire sociale, les dossiers de décorations, Bernard Michel mène une série de biographies individuelles. La supériorité juive est manifeste, encore toutes les communautés ne sont-elles pas également représentées : l'immense communauté juive de Galicie a été exclue de toute participation aux grandes affaires. L'antisémitisme, dont Bernard Michel estime qu'il a été surestimé, « n'a eu aucun effet pratique dans le monde de l'économie et de la banque ». Mais l'hostilité au capitalisme, la méfiance envers la bourgeoisie d'argent, constituent une tendance fondamentale de la société autrichienne. La hiérarchie sociale reste fondée sur les valeurs aristocratiques et le banquier n'y occupe pas le premier rang. Est-ce quelque chose de compensatoire qui conduit cette bourgeoisie bancaire à jouer un rôle culturel exceptionnel, qui déborde le rôle de mécène ou de spectateur ? L'art vivant du début du vingtième siècle et le mouvement Sécession trouvent l'appui du chef du cartel du fer, Karl Wittgenstein. Hugo von Hofmannsthal comme Max Erud sont fils de banquiers.

En matière politique, les banquiers n'ont pas d'attitude commune. L'influence politique du grand capital, depuis l'anticapitalisme issu de la crise de 1873, est médiocre. Les banques doivent accepter un système fiscal défavorable, d'une « exceptionnelle dureté dans l'Europe libérale d'avant 1914 ». La grande bourgeoisie bancaire n'a pas le poids politique des agrariens et des industriels sociaux ; elle ne peut modifier ni la politique fiscale ni la politique commerciale. Profondément pacifistes, les banquiers n'ont pas d'influence sur l'aristocratie ministérielle des affaires étrangères. Les milieux bancaires ne

souhaitent pas une politique dure à l'égard de la Serbie. Le capital bancaire ignore les blocs politiques et ne songe, en 1914, qu'à la réconciliation avec le capital français et à l'ouverture prochaine du marché parisien. « C'est l'Autriche des diplomates et des généraux, l'Autriche traditionnelle et réactionnaire, non l'Autriche des banquiers, qui, à la fin de juillet 1914, entraîne l'Europe centrale dans la guerre ».

Ce livre d'histoire économique ne cesse de renvoyer à autre chose qu'aux simples données de l'histoire économique ; il est fondé sur la conviction que les conceptions du monde et les systèmes de valeurs sont déterminants et que « l'argent ne peut rien expliquer par lui-même ». L'histoire des banques et des banquiers de l'Autriche renvoie à ce monde de l'Europe centrale où la nationalité est la dimension fondamentale de l'existence. L'économie ne suffit pas à expliquer les mouvements nationaux, mais elle leur donne vigueur et réalité. Un autre trait de l'Europe centrale apparaît au long de cet ouvrage : le cloisonnement des catégories sociales. La mobilité sociale est faible ; seule fait exception la bourgeoisie tchèque. Fondamentalement la division en états (Stände) pèse plus que la division en classes sociales. Les banquiers allemands de Vienne sont toujours issus du monde du commerce et un fils de paysan riche a moins de chances d'entrer dans la banque qu'un fils de commerçant, qui appartient à l'état de marchand. Ces états sont étrangers les uns aux autres, et la rupture est totale entre la banque et l'aristocratie, qui « méprise l'univers du profit et de la concentration du capital ».

Le passage de la société traditionnelle d'états à une société qui domine la division en classes sociales suscite un puissant courant anticapitaliste : il est le fait des agrariens, de la noblesse et du clergé, et renforcé par le socialisme. Ce n'est pas le moindre intérêt de ce livre que de montrer combien l'Autriche d'avant 1914 ne participe qu'imparfaitement au capitalisme, et d'établir l'influence limitée des banquiers sur l'ensemble de la société autrichienne. Pas question pour eux de revendiquer le pouvoir politique ni d'exercer une influence sérieuse sur la politique extérieure. Mais, par leur dynamisme même, les banquiers représentent une force de destruction dans une société traditionnelle.

D'autre part, la tension, autour de deux pôles, Vienne et Prague, donne

une dimension nouvelle aux conflits nationaux. Accusant les différenciations nationales et sociales, l'essor du capitalisme menace l'existence même d'un empire que la guerre conduira à la ruine.

Jean Béranger, déjà connu pour de solides travaux sur l'histoire de l'Autriche à l'époque moderne et contemporaine, consacre une fort utile synthèse à l'Europe danubienne de 1848 à nos jours (2). Cette définition géographique recouvre l'ancienne Autriche-Hongrie et les Etats qui ont succédé à celle-ci. Jean Béranger dessine bien les traits majeurs de cette Europe danubienne : persistance de quatre groupes dominants, Tchèques, Hongrois, Croates et Allemands, longue persistance du régime seigneurial et de l'économie agraire, révolution industrielle qui paraît chasser le socialisme, rôle de glacis protecteur de l'Union soviétique depuis 1945. Quatre systèmes géopolitiques se sont déployés au long de plus d'un siècle d'histoire. À la formule de l'ère multinational comme le fut l'Autriche-Hongrie, a succédé l'indépendance de chaque Etat-nation, qui n'exclut pas des conflits dus à la présence de minorités : c'est le système qui s'effondre en 1938. Dépendante vis-à-vis de l'Allemagne, l'Europe danubienne est devenue depuis 1945 un glacis de la Russie qui comprend une zone neutre et une zone intégrée.

Jean Béranger déplore la fin de l'Autriche-Hongrie en 1918, « sous le prétexte fallacieux de constituer des Etats indépendants ». Sa présentation de l'ère de François-Joseph, marque bien la croissance économique qui domine la période ; il est de même judicieux d'insister sur les éléments de cohésion de la monarchie. Cependant, Jean Béranger, dans sa légitime réaction contre une historiographie qui a présenté l'Autriche-Hongrie condamnée à disparaître à cause de l'affrontement de nationalités, paraît sous-estimer le poids de celles-ci. Peut-on vraiment dire que cette question « affectait essentiellement la classe politique » et a été « artificiellement enjêlée au dix-neuvième siècle » ? Le développement économique conduisait à terme à exacerber les luttes des nationalités. La guerre, qui porta le coup fatal à la monarchie de Habsbourg, modifia-t-elle sensiblement le tracé des lignes de fracture ?

(1) Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976, 408 p., 45 F. (2) Le Pti des Temps Presses universitaires de France, 1976, 263 pages, broché 124 F., relié : 128 F. L'absence de toute carte regrettable.

FEUILLETON

NUMERO 15

Un train d'or pour la Crimée

Londres. Décembre 1854. — Il s'agit, pour Edward Pierce et son équipe, s'apprêtant à attaquer le train contenant la solde en or des troupes anglaises en Crimée, de se procurer l'une des clefs commandant les coffres blindés, celle qui ouvre le bureau du chef de la gare de London Bridge. Henson, un clochard, est chargé de surveiller les lieux.

SKIPPER ET VOLEUR DE POULAINS

Une caisse fut placée en un endroit stratégique à l'intérieur de la gare de London Bridge. Henson pouvait surveiller les mouvements du gardien de nuit à travers les latrines. La première nuit écoulée, la caisse fut enlevée, peinte en une autre couleur, et rapportée à la gare. Ce processus se répéta trois nuits de suite. Henson relata ensuite ce qu'il avait découvert. Il n'y avait rien d'encourageant.

« Le gars est sérieux, dit-il à Pierce. Aussi réglé que cette montre. » Dans sa main levée, il montra le chronomètre que Pierce lui avait confié pour mesurer la durée des diverses activités.

« Il arrive à 7 heures pile avec son petit sac en papier contenant son repas. Il s'assied sur l'escalier, et reste là en éveil, sans jamais s'endormir, et salue le fils qui fait sa ronde. »

— Fais-les nous des rondes ?

Le premier fils travaille jusqu'à minuit ; il fait le tour de la gare toutes les onze minutes. Quelquefois, c'est douze, mais la règle, pour lui, c'est onze. Le second fils fonctionne de nuit à l'aube. Celui-ci, c'est un fumiste. Il n'a pas de parcours fixe, et il va dans toutes les directions. Il surgit tout à coup comme un diable de sa boîte,

avec un œil méfiant dans toutes les directions. Et il a deux pécuniaires à la ceinture.

— Et le type assis à la porte du bureau ? demanda Pierce. — Sérieux comme vous l'avez dit, sérieux comme un pape. Il s'amène à 7 heures, bavarde avec le premier poulain — le second, il peut pas le piffer, et il lui lance un de ces regards froids, je vous dis que ça. Mais le premier poulain lui botte. Il bavarde de temps en temps avec lui, mais jamais longtemps. Le poulain s'arrête à peine, ils se disent juste quelques mots.

— Le gardien quitte-t-il parfois sa place ? demanda Pierce. — Non, dit le skipper. Il reste assis là et il entend sonner les cloches de Saint-Pauls, et chaque fois que la cloche sonne l'heure, il penche la tête et écoute. Mais à 11 heures, il ouvre son sac et bouffe son casse-croûte, toujours lorsque la cloche sonne. Ça dure peut-être dix à quinze minutes et il a une bouteille de bière. Le poulain se ramène. Alors, le gardien, s'assied plus à l'aise et attend le nouveau passager poulain. A ce moment, il est environ 11 h. 30. Alors le gardien repasse et le type va aux chiottes.

— Il quitte donc sa place ? dit Pierce.

— Seulement pour pisser.

— Et il s'en va pour combien de temps ?

— Je pensais bien que vous voudriez le savoir, dit Henson, alors j'ai mesuré exactement. Une nuit, ça a duré soixante-quatre secondes, la nuit suivante, soixante-huit, et la troisième nuit, soixante-quatre. C'est toujours au même moment de la nuit, vers 11 h. 30. Et il est de retour à son poste quand le poulain fait sa dernière ronde, à minuit moins le quart, et ensuite c'est l'autre poulain qui vient prendre son tour.

Pierce remercia le skipper, lui remit une demi-couronne pour son travail, se laissa supplier et flatter un moment et ajouta une autre demi-couronne, et renvoya l'homme à ses affaires.

La porte fermée, Pierce dit à Barlow de s'occuper de l'homme. Barlow acquiesça et quitta la maison par une autre issue. Pierce se tourna vers Agar. — Alors, toujours pas mèche ? — Soixante-quatre secondes, dit Agar en hochant la tête. C'est pas du tout — pas exactement un jeu d'enfant. — Je n'ai jamais dit que ça l'était, répliqua Pierce. Mais vous n'êtes pas censé de me dire que vous étiez le meilleur crocheteur de coffre-fort du pays. Voilà une belle occasion de montrer vos talents : alors, toujours pas possible ?

— Peut-être que si, dit Agar. Peut-être que j'étudie l'affaire de près. On peut aller voir sur place ? — Certainement », dit Pierce.

« Depuis quelques semaines, écrit l'*Illustrated News*, le 21 décembre 1854, les agressions de rues ont atteint des proportions alarmantes, surtout la nuit. Mr Wilson comptait sur l'escalier au gaz, pour servir de prévention contre le crime, mais il semblait que cette confiance n'ait pas été justifiée. Les bandes sont de plus en plus audacieuses. Ils s'attaquent avec la plus grande audace à une population confiante. Hier encore, un gardien de la paix, Peter Farrell, a été attiré dans une allée, où une bande d'assassins lui sont tombés dessus, l'ont battu et se sont emparés de tout ce qu'il possédait, y compris son uniforme. L'article poursuivait en décrivant l'état du policier Farrell qui « n'était pas meilleur qu'un poulain » et attendait. Le policier raconte qu'il avait été impuissant par une femme bien vêtue, qui discutait avec le cocher de son fiacre, « un gredin hargneux avec une ceinture blanche au

front ». Quand le policier intervint, le cocher lui tomba dessus en jurant et sauta, et le frappa au visage avec un gourdin. Lorsque l'inspecteur revint à lui, il découvrit qu'on l'avait dépouillé de ses vêtements.

En 1854, de nombreux victoriens habitant à la ville s'inquiétaient de ce que l'on considérait comme une poussée du crime de rue.

L'agression brutale dans la rue était la forme la plus basse de délinquance. Agressions et détournements étaient souvent méprisés par les autres criminels, qui

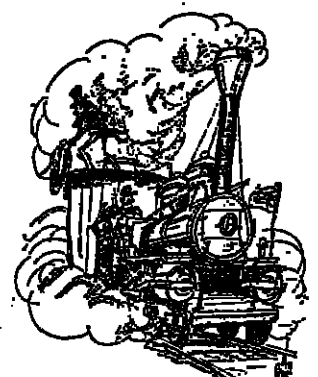
détestaient les méthodes grossières et les actes de violence. Les détournements opérèrent en général de la façon suivante : ils attirèrent leur victime dans un coin, en choisissant de préférence un individu ivre. Ils se faisaient aider en l'occurrence par un complice, de préférence une femme. Sur quoi, le détournement se faisait à la ville s'inquiétaient de ce que l'on considérait comme une poussée du crime de rue.

Les articles de journaux donnaient, en général, force détails sur le gredin se jetant sur une proie sans défense. Apparemment, personne n'a pris le temps de réfléchir à l'étrangeté de l'agression contre « le policier Farrell. Pourtant, elle n'avait guère de sens. A cette époque, comme maintenant, les criminels évitaient autant que possible de se froter à la police. S'attaquer à un poulain, c'était déclencher une chasse à l'homme éperguese dans tous les repaires, jusqu'à ce que les coupables soient appréhendés, car la police s'intéressait plus spécialement aux attaques dirigées contre ses propres membres. Il n'y avait pas plus aucune

raison valable d'attaquer un policier. Celui-ci pouvait mieux se défendre que la plupart de ses victimes, et n'avait jamais beaucoup d'argent en poche. Souvent, il n'en avait pas du tout. Et, enfin, quel intérêt pouvait-on avoir à déshabiller un policier ? A cette époque, le vol de vêtements était un délit courant, en général accompli par des femmes âgées qui attrapèrent des enfants dans les ruelles et les dépouillaient de leurs vêtements, qu'ils allaient revendre aux boutiques d'occasion. Mais il n'y avait rien à tirer des effets d'un poulain : il était impossible de marquer pour la revendre un uniforme de policier. Les boutiques d'occasion étaient toujours sous surveillance, et on les accusait toujours d'accepter des objets volés. Aucun receleur n'accepterait jamais un uniforme de policier. C'était peut-être, dans tout Londres, le seul vêtement qui n'était aucune valeur de revende.

Ainsi, l'agression du policier Farrell n'était pas seulement dangereuse, elle était aussi inexplicable, et l'improbable quel observateur sérieux se serait demandé pourquoi elle avait eu lieu.

Vers la fin décembre 1854, Pierce rencontra à l'auberge King's Arms, près de la rue Regent, un homme du nom d'Andrew Taggart. Taggart avait alors près de soixante ans, et c'était une figure bien connue dans le voisinage. Il était né dans les faubourgs de Liverpool, vers 1790, et il vint à Londres, vers la fin du siècle, avec sa mère célibataire qui était une prostituée. À l'âge de dix ans, il fut employé dans l'entreprise de restauration qui avait pour tâche de débarrasser des corps intacts dans les cimetières pour les vendre aux instituteurs médicaux. Il acquit bientôt une réputation de grande audace. On raconte qu'il transporta une fois un cadavre en plein jour à travers les rues de Londres. Le cadavre était simplement installé dans sa charrette comme un passager.



La loi sur l'anatomie, de 1832 mit fin au commerce des corps et à Andrew Taggart se tourna vers le métier de « squeletteur » la fausse monnaie. Il manœuvrait consistait à offrir au marchand une pièce vraie pour un schabot quelconque, puis le voleur fouillait dans sa bourse et essayait qu'il pensait avoir assez de petite monnaie et il reprenait ses pièces. Au bout d'un moment, il disait : « Non finalement, je n'en ai pas », et il tendait une fausse pièce à la place de la première. C'était un travail mineur, et Taggart s'en faisait vite. Il pratiqua toutes sortes d'escroqueries, et vers le milieu des années 1840 c'était devenu un « maître d'envergure ».

Andrew Taggart fut arrêté en juillet 1847. Il fut condamné à huit ans d'emprisonnement à la prison Bridewell. Il y resta trois ans et fut ensuite libéré sous condition. Son tran l'avait abandonné, ce qui est la conséquence habituelle de l'emprisonnement. Il n'avait plus assez d'énergie et de confiance pour être un escroc, et il se fit pilleur de schabots ou voleur de chevaux. En 1854, on le voyait souvent dans les cafés spirituels tapageurs, fréquentés par les turfistes. On dit qu'il fut impuissant dans le scandale de 1853, où un quatuor-ans fut donné au Derby pour un trois-ans. Personne n'avait de certitude, mais comme on le connaissait comme voleur de poulains, on pensa que c'était lui qui avait organisé le vol du poulain le plus célèbre de l'époque : Silver Whistle, un trois-ans du comté de Derby.

(A suivre.)

(Copyright Fayard, et le Monde.)

هنا من النمل

par Jean-Marie

AFRIQUE CENTRALE

Richesse et diversité de la littérature



PAR l'importance qualitative et quantitative des œuvres auxquelles il a donné naissance, le Cameroun occupe une place de choix dans les lettres africaines. Cette vitalité s'explique à la fois par la richesse de sa tradition orale et par l'existence d'une solide infrastructure culturelle articulée autour de l'université fédérale de Yaoundé et de la maison d'édition CLE (1).

Alors que la plupart des écrivains francophones étaient contraints de s'adresser à des éditeurs parisiens, dès 1963 le CLE a entrepris une action systématique en vue de favoriser l'expression littéraire au sein de la nouvelle génération et d'encourager les habitudes de lecture du public camerounais. Le comité de lecture reçoit chaque année plus de cinq cents manuscrits et il sélectionne les meilleurs textes, qui sont ensuite largement diffusés à travers le Cameroun, en raison, d'une part, de la modicité de leur prix de vente (150 francs CFA dans la collection « Pour tous »), et d'autre part de l'originalité des moyens de diffusion mis en place, puisque ces livres sont vendus sur les marchés et qu'ils pénètrent même dans la brousse la plus reculée grâce à l'antique pratique du colporteur.



Fidélité aux traditions populaires

La production littéraire camerounaise est complétée par trois revues littéraires d'importance négative, mais d'une excellente tenue. *Abbia*, la plus ancienne et la plus officielle, créée par le docteur Bernard Fonlon, bénéficie de l'aide du ministère de l'Éducation nationale. Elle a publié en français et en anglais des articles consacrés aux grandes questions de l'actualité. Plus modestes dans leur présentation, *Ozila* et *le Cameroun littéraire* offrent une tribune permanente à de jeunes auteurs désireux de publier leurs essais ou de s'exprimer sur les problèmes du moment. *Ozila* (2), qui se présente comme le forum littéraire camerounais, est l'initiative de milieux universitaires de Yaoundé, tandis que *le Cameroun littéraire* se veut l'organe de l'association des poètes et écrivains camerounais.

Cette action est heureusement complétée par les travaux de l'équipe de recherche en littérature africaine comparée, naguère animée par le professeur Thomas Meloni, auquel revient le double mérite d'avoir inscrit parmi les premiers les œuvres des écrivains africains dans les programmes universitaires et d'avoir jeté les bases d'une critique littéraire autochtone.

Cet ensemble de circonstances favorables, rarement réunies dans les pays voisins, a favorisé l'éclosion et le développement rapide d'une littérature authentiquement nationale qui s'est déployée dans quatre directions essentielles : le roman, la poésie, l'essai et le théâtre, genres modernes auxquels s'ajoutent les travaux qu'historiens, ethnologues et linguistes consacrent à une littérature traditionnelle particulièrement attachante.

Microcosme de l'Afrique noire, le Cameroun a constitué très tôt une véritable mosaïque de races, et il est naturel que, du nord au sud, s'y rencontrent une grande variété de traditions populaires. La plus célèbre est certainement l'épopée du Mvet, qui est désormais très bien connue grâce aux

travaux d'Éno Belinga, de Stanislas Awona, de Ndongo Ndongou et d'Érbert Pepper.

S'accompagnant du mvet, instrument à cordes qui rappelle la cythare, le mboko-mvet (littéralement frappeur de cythare) est en général un vieillard (l'apprentissage est très long), parfois un aveugle ou un infirme (c'est la rançon de l'art), qui joute auprès du public d'un grand prestige dû à la fois à son talent, à sa sagesse, et à sa participation supposée aux mystères de l'au-delà. Il se déplace de village en village, et, au cours de ses récits, dont la déclinaison peut s'étendre sur plusieurs nuits, il met en scène, sur un mode à la fois fantastique et burlesque, les exploits des héros de l'épopée bantoue.

À côté du mvet, il existe d'autres récits épiques, en particulier la geste de Djeké évoquant les migrations des Douala sur la côte camerounaise, qui fait actuellement l'objet des travaux de P. Elongue Epanga. A ces ouvrages, il faut naturellement ajouter les noms de Gaspard et François Atangana, et celui de P. Mveng, historien et ethnologue, qui s'emploie depuis des années à collecter et à répertorier avec ferveur les trésors de la tradition.

Quant à Eldridge Mohammadou, qui a longtemps dirigé le Centre fédéral linguistique et culturel de Yaoundé, il a déjà accompli plusieurs missions sur le terrain aboutissant à la publication d'innombrables documents relatifs aux ethnies du nord et du centre Cameroun, les Feroche du Diamaré. Enfin Benjamin Madi, Léon-Marie Ayissi et Jourdain-Innocent Noah se sont attachés à la transcription et à la traduction des « minian », ces contes, proverbes et chants populaires, dont on égale les longues vallées villageoises dans ce pays de forêts profondes.

Parmi les genres modernes issus de l'influence occidentale, le roman camerounais a été longtemps dominé par deux figures majeures des lettres africaines, Ferdinand Oyono et Mongo Béti. Tous deux originaires du Sud-Cameroun, ils ont pris pour thème d'inspiration la peinture de la société africaine à l'époque coloniale, et leurs œuvres constituent aujourd'hui un témoignage capital sur l'ébranlement de l'Afrique ancestrale au moment de la conquête occidentale.

Mongo Béti est l'auteur de quatre romans qui s'échelonnent entre 1954 et 1968 : *Ville cruelle*, *Le Passeur*, *Christ de Bomba*, *Mission terminée* et *Le Roi miraculé*, chroniques des « Essasama ». Tous sont situés en Afrique et s'enracinent dans un terroir que le lecteur averti n'a aucune peine à reconnaître pour la région de Mbalmayo, où l'auteur est né et où il a passé son enfance. Toutefois ce serait une erreur de ne voir en Béti qu'un romancier régionaliste, car, à bien des égards, son œuvre dépasse la dimension spatiale-temporelle qui lui sert de cadre pour prendre une valeur exemplaire et témoigner du drame qu'a été la colonisation pour des générations d'hommes et de femmes.

Dans tous ses romans deux univers se trouvent constamment opposés, la ville et le village. Moloch insatiable, la ville exige sans cesse de nouveaux tributs, et le prestige qu'elle exerce sur les esprits draine vers elle des hordes d'hommes et de femmes fascinés par les colifichets de la civilisation occidentale. Pourtant les uns et les autres n'y rencontrent le plus souvent que le chômage ou la maladie, et Mongo Béti a beau jeu d'opposer à ce monde

tentaculaire et anarchique l'ordre social et culturel du village de brousse. Ici ou là, ses héros vaincus y font retour, et viennent à puiser comme à une source le regain d'énergie dont ils ont besoin pour continuer à vivre. Sur ce fond ainsi déployé s'agit toute une humanité hétéroclite de fonctionnaires blancs, de missionnaires, de vieux chefs coutumiers, de femmes et d'adolescents irrévérencieux, que l'auteur excelle d'ailleurs à saisir dans leurs traits les plus révélateurs et les plus pittoresques.

Après un silence de plusieurs années, Mongo Béti, qui vit en France depuis plus de quinze ans, est sorti de sa réserve et il a publié coup sur coup *Main basse sur le Cameroun* (1972), virulente diatribe contre le régime du président Ahidjo, puis *Remember Ruben et Perpétue* (1974), deux romans profondément désenchantés situés dans une Afrique post-coloniale dont il fusille avec beaucoup de verve l'iniquité et le totalitarisme.

Pour sa part, Ferdinand Oyono a publié trois romans, *Une vie de boy*, *Le Vieux Nègre* et *La Médaille* (1958) et *Chemin d'Europe* (1960), qui caractérisent une grande maîtrise de l'art romanesque, allié à un humour dont la férocité n'épargne ni les Européens ni les dupes du discours colonialiste.

Dans *Une vie de boy*, Oyono raconte le destin tragique d'un jeune garçon persécuté et accusé à la mort par la méchanceté et la sottise de ses employeurs blancs, tandis que *Le Vieux Nègre* et *La Médaille* met occasionnellement en scène un vieux paysan, Méka, que l'administration a décidé de décorer pour le récompenser de son dévouement à la « Mère Patrie ». Deux de ses fils sont en effet morts sur les champs de bataille d'Europe et ses terres, pour la plus grande partie, ont été distribuées à la mission catholique. Le 14 juillet, date de la remise des décorations, ne va pourtant apporter que des déconvenues à Méka, et ses aventures tragico-comiques sont pour Oyono l'occasion de dénoncer à la fois les abus de la colonisation et la trop grande naïveté de certains indigènes abusés par la promesse d'une fallacieuse assimilation.



De la poésie au théâtre

Quel que soit le rayonnement de ces deux auteurs, il ne doit pas éclipser l'apport de plusieurs romanciers, dont la contribution à la peinture de la société camerounaise est loin d'être négligeable. Parmi ceux-ci, il faut d'abord citer Jean Thille Maithe, dont l'ouvrage *Cette Afrique-là*, a obtenu le Grand Prix littéraire d'Afrique noire en 1963. De l'auteur même de son auteur, le livre est une véritable chronique mettant en scène un personnage authentique, Frans Mémba, né en pays baka dans les années 1880, dont le témoignage constitue un remarquable document sur l'arrivée des premiers Blancs (en l'occurrence des Allemands) au Cameroun.

Francis Bebey, musicien, journaliste et essayiste, est aussi un romancier fécond, puisqu'il a publié successivement *Le Fils d'Agatha Moundio* (1967), *Embarras et Cie* (1968), *La Poupée Ashanti* et *Trois Petits Circus* (1970). Dans ces textes qui revêtent la forme de la nouvelle, Bebey décrit le petit monde de la ville et il sait camper avec un humour qu'on peut juger désabusé, mais qui ne manque pas de tendresse, des personnages souvent dérisoires.

Pour sa part, René Philombé évoque dans *Un sorcier blanc à Zangali* (1969) les difficultés rencontrées par un missionnaire français pour se démarquer par rapport à l'administration coloniale, mais c'est surtout dans des œuvres plus intimistes, les *Lettres de ma cambuse* ou *Histoires que de chat* (1971), que Philombé trouve le ton qui lui convient. Remy Médoua, auteur d'*Africa bar* (1969), un premier roman autobiographique, s'attaque à la corruption et au népotisme qui règnent à Nécroville, où son héros a vainement tenté de trouver un emploi avant de regagner son village dont il réunit les paysans en une communauté prospère et fraternelle. Dans *Mon Amour en noir et blanc* (1971), l'auteur aborde le délicat problème des mariages mixtes. Ce problème du mariage constitue également le thème du roman de Patrice Ngũgũ, *Le Nasse* (1971), dans lequel l'auteur s'inspire de deux jeunes gens se confrontant par l'intervention d'un vieux sous-préfet dont le titre et l'argent finiront par gagner à sa cause les parents de la jeune fille. Enfin, dans un pamphlet virulent, *Vive le président*, publié en 1968, Daniel Ewande dénonce avec un mélange d'ironie et de féroce les agissements des nouveaux maîtres de l'Afrique.

Plus encore que le roman, la poésie joute au Cameroun d'une grande popularité, attestée à la fois par le nombre de plaquettes qui paraissent aux éditions CLE et par la place concédée dans l'ancien quotidien *la Presse du Cameroun* aux essais des jeunes poètes. Un recueil intitulé *Voix des jeunes camerounais*, publié par l'AIPEC (3) en 1968, ne recense pas moins de vingt-neuf noms, tandis qu'en 1971 Liliyan Kesteloot fait paraître l'anthologie de *Neuf Poètes camerounais*, parmi lesquels on relève, à côté d'auteurs déjà cités, les noms de poètes moins connus. Les uns, comme Okala Alene, apparaissent en prise directe sur une tradition orale avec laquelle ils n'ont jamais rompu, tandis que d'autres, plus marqués, tel Ernest Akina, attestent de l'influence qu'ont exercée sur eux les poètes français du dix-neuvième siècle. Cette liste n'est évidemment pas exhaustive, et il faudrait lui ajouter les noms de Patrice Kayo, auteur d'*Hymnes et sagesse* (1970), de François Sungat Kuo, qui a publié *Fleurs de latérite* (1964) et plus récemment *Colliers de caris* (1970), d'Etienne E. Nouné, enfin, qui, au terme d'une trop brève carrière, laisse derrière lui un pathétique message poétique.

Si l'on peut reprocher à certains auteurs de fuir la réalité qu'ils cherchent à enfermer dans une tour d'ivoire, il faut dire aussi que le poète africain se trouve aujourd'hui confronté à des choix difficiles. Tantôt sommé d'emboucher la trompette de la négritude, tantôt de mettre sa plume au service du développement, il ne peut échapper à cette fausse alternative qu'en procédant à un inventaire lucide de la réalité, au terme duquel il sera enfin

en mesure d'écrire une œuvre qui soit « fidèle au pain autant qu'aux roses ».

Alors que dans la plupart des pays africains, les écrivains ont souvent été tentés par l'essai et, outre les travaux historiques du Père Mveng, on doit signaler un certain nombre d'auteurs qui ont réagi de manière souvent opposée au concept de négritude. Tandis que Thomas Meloni emboîtait le pas à l'auteur d'*Orphée noir*, Jean-Marie Abenda Ndongue lançait le « négrisme » en 1970, néologisme bientôt contesté par celui de « négrité » qui revendique son compatriote Basile-Julius Fonda. Plus radical, Marien Towa s'en prend aux racines mêmes de la négritude et, dans un vigoureux essai au titre significatif, *Négritude ou servitude ?* (1971), il dénonce les ambiguïtés d'une doctrine qui conclut, selon lui, à l'infériorité congénitale de la race noire.

Aux côtés de ces polémistes se rangent un certain nombre d'universitaires dont les travaux ont récemment contribué à la naissance d'une critique littéraire africaine. Enfin, les responsables politiques ne dédaignent pas de prendre part au débat, comme en témoignent les ouvrages de William Etika Mbumba, *Un certain humanisme* (1970), et de Jules Atangana, *Chemins d'Afrique* (1973).

Outre Guillaume Oyono dont *Trois prétendants... un mari* (1964) et *Notre fille ne se mariera pas* (1971) ont rencontré un vif succès, le théâtre est représenté par un grand nombre d'auteurs, parmi lesquels il faut citer Jean-Baptiste Ohamo (*Assimilados*, 1966), Patrice Ngũgũ (*Innocence Asimba*, 1970), Kuma N'Dumba III (*Cameroùtisme*). Le concours théâtral interafricain, dont l'objet est de stimuler la création et la diffusion des œuvres théâtrales en Afrique francophone, a suscité ici de nombreuses vocations dramatiques, et depuis quelques années la participation des auteurs camerounais à cette sélection est très importante.

Après avoir acquis une réputation internationale grâce à ses deux grands romans, Ferdinand Oyono et Mongo Béti, la littérature camerounaise contemporaine est entrée dans une seconde phase qui marque une nette évolution à la fois dans l'inspiration et dans ses rapports avec le public.

Alors que les romanciers de la première génération avaient pour souci majeur de dénoncer les abus de la société coloniale et s'adressaient donc en priorité à un public occidental, on a l'impression que leurs cadets sont moins enquis politiquement et qu'ils s'efforcent davantage de conquérir le public camerounais. Les thèmes abordés, aussi bien dans le roman qu'au théâtre, portent en effet sur des sujets tels que le problème du mariage, la vénéralité des fonctionnaires, le conflit entre tradition et modernité — mais si l'on en juge par l'abondant courrier adressé aux écrivains, cette littérature du quotidien satisfait le lecteur moyen. Sans mésestimer le phénomène d'auto-censure qui interdit sans doute à bien des écrivains résidant au Cameroun de livrer la fond de leur pensée, on peut donc dire qu'on est passé en quelques années d'une littérature à vocation universaliste à une littérature résolument nationale.

Ce choix n'a pas été sans entraîner une certaine médiocrité de la production littéraire, le mot devant être entendu aussi bien au sens étymologique de « moyenne, juste milieu » que dans le sens figuré qu'il a ici, notamment l'absence de platitude. Si la littérature camerounaise se maintient pour l'instant au ras du quotidien, ce qui est son droit le plus strict, on peut cependant estimer que le théâtre camerounais n'a pas su se détacher de la tradition scolaire et fait fausse route. La prolifération d'un théâtre d'idées, employant un langage stéréotypé et trop souvent limité à une diffusion radiophonique, ne peut en effet que retarder la mise en place d'une expression théâtrale africaine qui saurait enfin concilier le discours occidental et l'esthétique traditionnelle.

JACQUES CHEVIER.

- (1) Centre de littérature évangélique, B.P. 1501, Yaoundé.
- (2) Cette parait maintenant sous une autre formule.
- (3) Association des poètes et écrivains camerounais.

UNE FICHE D'IDENTITÉ

Indépendant depuis le 1^{er} janvier 1960, République fédérale depuis le 1^{er} octobre 1961, après le rattachement à l'ancien territoire sous tutelle française de la partie méridionale du Cameroun anciennement sous mandat britannique, le Cameroun est devenu une République le 1^{er} juillet 1972, après le référendum du 10 mai.

Le régime est présidentiel. Le président de la République est élu pour cinq ans, au suffrage universel. Chef de l'État et chef du gouvernement, il nomme les ministres. M. Ahmadou Ahidjo est président de la République et M. Paul Biya est premier ministre.

Elue pour cinq ans, comptant cent vingt députés, l'Assemblée nationale, concurremment avec le président de la République, l'initiative des lois. Elle est actuellement présidée par M. Salomon Muna Tandeng.

Le Conseil économique et social, qui compte cent trente membres, est présidé par M. Sambo Leeco Félix.

Depuis le 1^{er} septembre 1968, le seul parti politique existant est l'Union nationale camerounaise (U.N.C.), née de la fusion des anciennes formations politiques du pays.

SUPERFICIE : 474 900 kilomètres carrés, soit les quatre cinquièmes de celle de la France.

POPULATION : environ 7 millions d'habitants (estimation 1976), parmi lesquels on compte un peu plus de 10 000 Français.

CAPITALE : Yaoundé (300 000 habitants, estimation 1976).

VILLES PRINCIPALES : Douala, capitale économique du pays, qui compte un peu moins d'un demi-million d'habitants, selon les estimations les plus récentes. D'autre part, le Cameroun possède une dizaine de villes de plus de 20 000 habitants, dont Nkongsamba, Bafoussam, Foumban, Victoria, Garoua et Maroua.

PRINCIPALES RESSOURCES ÉCONOMIQUES : café et cacao, bananes, coton, latex, bois tropicaux, cheptel bovin et ovien, alumine et étain.

L'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé



La volonté d'informer des jeunes Africains

« **Q**U'ON le déplore ou qu'on s'en réjouisse, un point demeure évident : les générations futures ignorent le sens de la palabre africaine. Dorénavant on ne discute plus parce que d'autres auront décidé à notre place. C'est dire que la presse d'opinion n'a pas d'avenir en Afrique », affirmait peu de temps avant de disparaître l'Éfrot camerounais.

Quelques mois plus tard — en février 1976 — comme pour lui donner raison, la revue *zaïra* Horzore 80 était interdite pour avoir écrit notamment : « Il faut que l'information aborde courageusement le problème politique, sans hypocrisie, et que les pouvoirs se gardent de la manipuler, comme cela arrive régulièrement dans certains pays jeunes, quand on veut éviter d'expliquer les distorsions qui existent dans les situations sociales des ouvriers (ceux qui travaillent réellement) et celles de ceux qui s'enrichissent à leur dépens. »

La difficulté d'être journaliste en Afrique (certains ministères de l'information n'ont-ils pas pris le nom éloquent de ministère de la propagande ?) ne décourage pas les vocations. Créée le 17 avril 1970 par cinq pays d'Afrique centrale (le Rwanda, la République centrafricaine, le Gabon, le Tchad et le Cameroun), l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (ESIJY) connaît depuis lors un succès qui ne se dément pas. Il y avait vingt-cinq étudiants admis en première année en 1970, il y en a eu soixante en 1974 — originaires des cinq pays fondateurs — malgré un concours d'entrée sévère réservé aux bacheliers et aux journalistes professionnels exerçant le métier depuis plus de deux ans.

« Universitaire », « international » et « professionnel », l'établissement cumule enseignement spécialisé et culture générale. Les étudiants de l'ESIJY reçoivent donc une formation historique, économique et sociologique, centrée évidemment sur l'Afrique, en même temps qu'ils apprennent les techniques tant de la presse écrite que de la presse audiovisuelle. Enfin, par deux stages — en France et au Canada — les futurs journalistes s'ouvrent au monde avant de revenir présenter devant le jury de l'école — au terme de trois ans d'études — une grande enquête portant sur une action quelconque de développement.

Savoir déplaire

Parce que les pays jeunes restent à construire, l'école a la volonté que ces journalistes professionnels soient également des agents de développement. Mais analyser, critiquer, cela veut dire aussi parfois savoir déplaire. Le directeur de l'ESIJY, M. Hervé Bourges (1), pouvait donc souhaiter aux élèves de la seconde promotion « une latitude suffisante pour jouer leur rôle d'impulsion, d'initiation au développement, en rejetant le système servile, comme la dévotion servile ». De cette latitude, les journalistes africains auront besoin. — B. D.

(1) Directeur d'études à l'Institut français de presse, Hervé Bourges vient d'être nommé directeur de l'école de journalisme, poste qu'il cumule avec celui de directeur de l'ESIJY.

Documents établis par M. MARCEL YONDO, ministre des Finances de la République Unie du Cameroun

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

Dans un monde en profondes convulsions monétaires et économiques, où, dans toutes les instances internationales, on tente, non sans difficulté, de définir un nouvel ordre économique et financier international, il est risqué, voire défectueux, de traiter de la politique monétaire et financière d'un pays en voie de développement caractérisé par le dualisme des secteurs traditionnel et moderne, l'extrême vulnérabilité à la conjoncture internationale.

Ainsi, le flottement des monnaies, l'inflation mondiale généralisée aggravée par la crise de l'énergie, frappent de plein fouet notre économie et remettent en cause chaque jour les mesures de politique monétaire et financière.

En renchérisant le coût des produits d'équipement importés au moment où se stabilisent ou régressent les recettes d'exportation des produits de base, l'inflation mondiale perturbe l'équilibre extérieur du Cameroun et agit sur les avires extérieurs, base de toute politique de crédit.

Malgré cette conjoncture internationale particulièrement difficile, la politique monétaire et financière du Cameroun recherche six objectifs fondamentaux :

- Assurer la stabilité des prix ;
- Déterminer une expansion monétaire compatible avec les besoins de l'économie ;
- Assurer l'équilibre de la balance des paiements ;
- Gérer les finances publiques de manière à dégager une épargne budgétaire toujours croissante au service des investissements publics ;
- Créer des conditions d'accueil favorables aux investissements étrangers ;

I. — La mise en place d'un système monétaire et bancaire autonome

Toute politique monétaire sans maîtrise du système d'émission de la monnaie et du contrôle de l'ensemble des activités des établissements primaires de crédit est vaine. Or, au lendemain de son indépendance, notre pays avait peu d'emprise sur son institut d'émission. Le réseau des banques primaires restait principalement étranger et étroitement lié aux intérêts des milieux d'affaires opérant au Cameroun.

Les banques étaient des succursales de banques étrangères. Les compagnies d'assurances se composaient d'agents des grandes compagnies étrangères.

Le privilège de l'émission de la monnaie était exercé par la puissance tutrice. Cette dernière avait conféré ce privilège par décret successivement aux Banques de l'Afrique occidentale - BAO - aux différents organismes. En 1955, le privilège de l'émission au Cameroun fut confié à « l'Institut d'émission des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun » devenu Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun le 4 avril 1960.

Mais depuis 1960, date de son indépendance, le Cameroun exerce souverainement le privilège d'émission. Il l'exerce dans le cadre de la zone franc, et à l'intérieur de ce cadre il appartient à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. Les structures et les modes de fonctionnement de cette banque étant devenus inadéquats à l'évolution économique du pays, le Cameroun a décidé, de concert avec ses partenaires, de négocier de nouveaux accords monétaires dans le cadre de la zone franc. C'est donc volontairement et souverainement que le Cameroun a décidé d'instaurer une coopération monétaire avec ses pays frères et voisins (Gabon, République Populaire du Congo, R.C.A., Tchad) de l'Afrique centrale. Les objectifs essentiels de la réforme de l'institut d'émission opérée en 1973 sont :

- l'accession des nationaux aux postes de direction de la Banque centrale ;
- la libre disposition de nos avoirs extérieurs ;
- l'adaptation des concours au Trésor de l'Institut d'émission aux besoins d'investissement de notre économie dans l'équilibre de la monnaie.

Aujourd'hui, ces objectifs de la réforme sont atteints. Désormais, le siège de notre Institut d'émission est en Afrique, à Yaoundé, plus précisément.

Le conseil d'administration est présidé à tour de rôle par un Africain. Le Comité monétaire national jouit désormais de l'autonomie de décision en matière de crédit dans le cadre de la délégation qu'il reçoit du conseil d'administration.

La coopération monétaire dans le cadre de cette banque est fondée sur la mise en commun des réserves des cinq Etats membres au fonds commun de réserves de change dont la gestion relève du conseil d'administration.

Il est utile de relever que le franc C.F.A. émis par notre Banque centrale a une parité fixe avec le franc français : 1 F.C.F.A. = 0,02 FF.

Outre la parité fixe, ce franc jouit de la garantie illimitée du Trésor français par le jeu du compte d'opérations. En garantissant ainsi notre monnaie, la France lui assure une convertibilité externe qui sauvegarde son pouvoir d'achat et sa valeur d'échange avec les monnaies étrangères. La convertibilité extérieure de notre monnaie, ajoutée à la liberté de transfert des capitaux qui existe dans le cadre de la zone franc, constitue un gage supplémentaire qui assure les investisseurs étrangers.

La maîtrise de notre Institut d'émission pour une politique de crédit plus orientée vers le développement devait s'accompagner de la réforme du réseau bancaire et des assurances. C'est l'objet de la réforme bancaire de 1973, dont le but était de transformer les succursales de banques en banques de droit camerounais.

En effet, au niveau des banques primaires, la restructuration a permis aux intérêts publics camerounais de participer plus activement à la gestion de ces organismes, ce qui, dans la pratique, se traduit par une prise de participation représentant au moins 35 % du capital, la camerounisation, partielle, de la direction des banques et, totale, de la présidence des conseils d'administration, ainsi que le transfert des centres de décision de toutes les banques de l'étranger au Cameroun.

Il est important de préciser que cette réforme bancaire, dont l'un des résultats positifs reste l'accroissement des ressources et le contrôle des centres de décision, a été réalisée dans le cadre du dialogue et de la concertation menés entre le gouvernement camerounais et ses partenaires étrangers. Cette réforme fonctionne à la grande satisfaction des uns et des autres. Satisfaction qui est le témoignage éloquent que cette politique monétaire et bancaire n'est pas nationalisation, mais création de sociétés d'économie mixte dans l'un des secteurs vitaux de l'économie dont aucun pays désireux d'être maître de son destin ne saurait se passer.

De plus, la législation bancaire mise en place en 1973 revêt toute la souplesse nécessaire permettant de l'adapter à l'évolution économique du pays.

Dans le secteur des établissements financiers et des assurances, la mise en place des nouvelles structures a obéi et continue d'obéir sensiblement aux mêmes préoccupations, dont le seul objectif est d'aboutir à une plus grande participation des organismes concernés au développement économique et social du Cameroun.

II. — Une plus grande mobilisation de l'épargne nationale

Dans un pays en voie de développement tel que le nôtre, l'initiative privée est limitée, voire rare. Il appartient à l'Etat, par le budget d'investissement, d'être le moteur du financement du développement. Pour y parvenir, notre politique obéit au mot d'ordre du chef de l'Etat, S.E. El Hadj Ahmadou Ahidjo : « La rigueur dans la gestion financière. » Cette gestion rigoureuse de nos finances publiques n'est pas seulement liée à une conjoncture de crise dont les conséquences sont maîtrisables par d'autres moyens ; elle est un impératif permanent de construction nationale.

Dans le cadre de ces directives, le gouvernement s'efforce de contenir l'accroissement des dépenses de fonctionnement dans les limites compatibles avec les efforts d'équipement du pays. Cela n'est pas facile : les dépenses de souveraineté, la nécessité d'équiper notre jeune administration et l'inflation poussent, au contraire, à l'accroissement des dépenses de fonctionnement. Mais, grâce aux mesures d'austérité qui évitent tout gaspillage, nos recettes fiscales propres couvrent non seulement nos dépenses de fonctionnement mais dégagent, chaque année, une épargne budgétaire qui finance un budget d'investissement et d'équipement en progression rapide.

En effet, notre budget d'investissement, qui représentait 4,3 % en 1960-1961 du budget total, représentait en 1975-1977, 22,9 % de ce même budget. Au cours de l'exercice 1975-1977, il a connu un taux de croissance de 90,7 %, passant de 19,4 milliards à 37 milliards de francs C.F.A.

En renonçant dès l'indépendance à fonder l'équilibre de son budget sur les subventions extérieures, le Cameroun a voulu, par cette politique financière, compter d'abord sur ses efforts propres, manifestant ainsi sa volonté d'indépendance nationale dans l'interdépendance des économies mondiales.

Les moyens d'un budget d'investissement de plus en plus croissant sont utilisés principalement dans les secteurs tels que l'équipement public, les infrastructures, dont la nature s'adapte mal ou peu aux investissements privés. Il en est de même pour le secteur agricole, dont l'importance parmi les secteurs de notre économie justifie une attention particulière.

Parallèlement à l'épargne budgétaire, le gouvernement met tout en œuvre pour mobiliser l'épargne privée. Il s'agit de mobiliser au maximum les ressources existantes et potentielles, et de les canaliser vers les circuits économiques nationaux, afin de limiter voire de supprimer l'évasion des capitaux en quête de placements plus rémunérateurs à l'étranger.

L'augmentation de l'épargne bancaire s'obtient par les mesures suivantes :

- D'une part, la révision des conditions de banques de manière à élever le niveau de rémunération de dépôt pour encourager l'épargne ;
- D'autre part, mettre la banque à la portée du client par une politique de couverture du pays par des guichets bancaires. Grâce à cette dernière mesure, on note, à l'heure actuelle, une forte pénétration des zones rurales par le réseau bancaire qui, en réduisant la thésaurisation,

— Ouvrir au sein des instances internationales pour le rétablissement d'un nouvel ordre économique et financier international fondé sur plus de justice et d'égalité ; il est souhaitable qu'au désordre monétaire actuel né de la faillite du système de Bretton-Woods se substitue une réforme monétaire et financière plus saine des problèmes du tiers-monde et moins dominée par l'égoïsme des grandes nations.

Si les mesures conjoncturelles prises par le Cameroun pour survivre à la crise mondiale, présentant de l'intérêt pour le lecteur, il est plus indiqué de dégager, dans le cadre de cet article, les grands principes de la politique monétaire et financière depuis l'indépendance.

Refusant de situer son économie dans le cadre d'une croissance extravertie, la stratégie de développement du Cameroun est fondée sur le libéralisme planifié.

Par le libéralisme planifié, il faut entendre, selon la propre définition du président Ahidjo, un système de développement où l'Etat, tout en encourageant l'initiative privée, assume la responsabilité principale dans la définition, l'orientation, l'impulsion et le contrôle du développement de la nation. Ce système économique a pour objet l'homme et pour instrument le Plan. Etant humaniste, notre libéralisme planifié place l'homme au centre de sa préoccupation.

Le Plan est l'instrument privilégié de ce système économique. Mais il s'agit évidemment d'un plan indicatif. Il est élaboré et exécuté dans la concertation de tous les agents économiques. Il procède donc de la démocratie et du dialogue.

Intègre progressivement mais sûrement dans les circuits financiers une masse de capitaux plus en plus importante. La multiplication des formes d'épargne (compte d'épargne bancaire et postale, compte de dépôt à terme, émission de bons d'équipement et bientôt de bons de caisse), en offrant de nombreuses possibilités de placements aux détenteurs de capitaux, contribue à l'augmentation des ressources collectées.

Au niveau des autres collecteurs privilégiés d'épargne que sont les sociétés d'assurances, la nouvelle réglementation tend à accroître la capacité de rétention du marché camerounais et à assurer une plus grande participation des compagnies d'assurances au financement de l'économie nationale.

C'est ainsi qu'il a été possible de limiter à 5 % des primes émises le montant des rétrocessions au titre de la réassurance, et ce grâce à l'accroissement de la capacité de notre marché. Il importe toutefois de souligner que les autorités camerounaises ne perdent pas de vue certaines exigences inhérentes à la technique de l'assurance. C'est pourquoi, dans certains cas, des dérogations peuvent être accordées.

La participation des compagnies d'assurances au financement du développement trouve son expression dans le placement de leurs provisions techniques et mathématiques, formes qui tiennent largement compte des objectifs de l'Etat et des critères de solvabilité auxquels doit répondre toute entreprise d'assurances.

La maîtrise de l'Institut d'émission et des centres de décision des banques, la mobilisation de l'épargne privée, visent à mener une politique de crédit plus dynamique dans l'équilibre de la monnaie. Le taux d'intérêt est modulé en fonction de la conjoncture économique et financière interne et internationale. L'objectif est d'appliquer des conditions d'intérêt modérées qui excluent la notion de l'argent facile, mais tiennent compte des structures de nos économies et de notre volonté de les transformer. Par la politique de crédit, le gouvernement cherche à promouvoir la petite et moyenne entreprise nationale. A cet égard, les banques sont obligées de réserver au moins 20 % de leurs concours aux petites et moyennes entreprises nationales.

Que l'effort de mobilisation de l'épargne, notre économie a besoin des concours extérieurs.

III. — Les concours extérieurs, compléments nécessaires à l'épargne nationale

Les concours extérieurs sous forme d'aide, de prêt ou d'investissement sont nécessaires. Constatant avec regret que l'aide est loin d'atteindre le niveau escompté et même fixé par la deuxième décennie de développement de l'ONU, le Cameroun concentre sa politique sur la dette extérieure et l'inclination aux investissements étrangers.

A. — LA POLITIQUE D'EMPRUNT EXTERIEUR

Les emprunts directs du gouvernement comme ceux des organismes ou des sociétés obéissent à une politique fondée sur les principes suivants :

- 1) L'affectation de la dette extérieure à des opérations productives, de préférence des opérations génératrices de produits d'exportation sources de devises ;
- 2) Le financement des opérations d'infrastructure, de préférence par des emprunts à long terme ;
- 3) Le maintien de l'ensemble de la dette extérieure dans des limites compatibles avec notre capacité d'absorption de capitaux et de remboursement des échéances. Nous évitons, par cette contrainte, de parvenir à un stade où la dette rembourse la dette ;
- 4) La conséquence heureuse du contrôle de notre dette extérieure est que notre pays honore ses engagements et jouit, à l'heure actuelle, d'une signature respectée dans les milieux financiers.

En somme, tout en recourant plus que par le passé aux emprunts extérieurs, ces principes restent les lignes directrices de notre action. Il faut espérer que les turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en place de la réforme du système monétaire international après la conférence de Manille en octobre 1976 et que les conditions de prêt aux pays en voie de développement seront de moins en moins rigoureuses. Car la situation actuelle n'est pas de nature à inciter les pays du tiers-monde à s'endetter. Aux conditions de durée du prêt et d'intérêts difficiles s'ajoute la perte de change née du flottement généralisé des monnaies. En revendiquant un réajustement dans le cadre de la quatrième CNUCED et de la conférence Nord-Sud, les pays en voie de développement lancent un appel fondé sur la réalité. La République unie du Cameroun estime, pour sa part, qu'une nouvelle coopération monétaire internationale doit se substituer à la situation actuelle, plus instable et plus injuste.

B. — POLITIQUE D'INCITATION DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS.

Comme nous l'avons déjà souligné, la politique de libéralisme planifié associe l'intervention de l'Etat dans les finances et le développement au rôle essentiel que les investisseurs sont appelés à jouer dans toute économie libérale. Il s'agit tout simplement pour le gouvernement d'orienter ces investisseurs par des incitations indirectes vers des secteurs économiques jugés prioritaires par le plan de développement.

Ces incitations se présentent soit sous forme de régimes fiscaux privilégiés, soit sous forme d'une coparticipation des intérêts publics et privés dans la réalisation de projets communs.

Les principaux régimes fiscaux sont au nombre de quatre :

- 1) **Taxe unique.** — Les entreprises qui bénéficient de la taxe unique sont celles dont le marché s'étend au territoire de plusieurs Etats de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC). C'est dire que les consommations intermédiaires d'origine locale ou étrangère sont exemptées respectivement de toutes taxes intérieures et de tous droits et taxes à l'importation.

Ce régime fiscal original tend à simplifier et à réduire les charges fiscales des entreprises orientées vers les échanges commerciaux entre les Etats de cette Union.

- 2) **Le régime des investissements.** — Très libéral, le code camerounais d'investissements accorde aux entreprises et aux établissements agréés les avantages d'un taux global réduit à 5 % des droits et taxes perçus à l'importation sur le matériel et les matériaux nécessaires à la production et à la transformation de leurs produits, et ce pendant cinq ans.

3) **Le régime des petites et moyennes entreprises.** — Il s'applique aux entreprises n'ayant pas une importance suffisante pour être agréées à l'un des régimes A, B, C ou D du code d'investissements.

En raison de l'intérêt qu'elles présentent pour le développement, ces entreprises peuvent être admises à bénéficier d'un taux global réduit à 5 % des droits et taxes perçus à l'importation sur le matériel et les matériaux nécessaires à la production et à la transformation de leurs produits, et ce pendant cinq ans.

- 4) **Le régime forestier.** — Comme pour les petites et moyennes entreprises, le régime forestier accorde aux entreprises forestières justifiant d'un programme important le bénéfice d'un taux global réduit à 5 % des droits et taxes perçus à l'importation sur le matériel nécessaire à l'exploitation forestière et aux scieries.

Aux divers avantages fiscaux qu'offre le Cameroun, s'ajoute la stabilité de ses institutions qu'incarne son prestigieux chef d'Etat, S.E. le président El Hadj Ahmadou Ahidjo.

Ces divers avantages fiscaux représentent pour l'Etat camerounais un effort financier important, mais constituent l'un des principaux atouts du gouvernement dans sa politique d'appel aux investissements privés.

Telle est la physionomie générale de la politique monétaire et financière grâce à laquelle le gouvernement camerounais s'efforce non seulement de combattre les effets néfastes de la crise économique mondiale, mais aussi de promouvoir un décollage réel, mais rapide, de son économie. Notre politique monétaire et financière est le reflet de notre politique économique qui recherche à bâtir un modèle de société camerounaise ouvrant pour l'amélioration constante du niveau de vie et des conditions d'existence au bénéfice de l'ensemble de la population dans la justice, dans la solidarité et dans la paix sociale nationale et internationale.

مكتبة المصطفى

FINANCIÈRE CAMEROUN



De prodigieux atouts touristiques

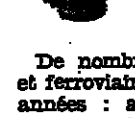


Les monts Mandara sont célèbres par leurs paysages lunaires des Kapsiki, mais aussi par l'agriculture en terrasses de Mokoto à Mora, et chaque massif montagneux offre au voyageur une architecture spécifique, mais aussi des habitudes vestimentaires, et des parures différentes.

A la frontière du Tchad, sur les bords du Logone, vous attendent des civilisations de pêcheurs, gens robustes et de très grande taille, aux cases à toiture en dôme, chez les Massa de Yagoua, ou vieille civilisation urbaine islamisée, aux maisons à étages et terrasses, en pays kotoko (Kousséri, Guifey, Logone, Birni).

Dans la moitié sud de cette province, le parc national de Waza offre de nombreux animaux, éléphants, girafes, lions, antilopes, et des multitudes d'oiseaux barotés.

Mais les grandes villes sont aussi présentes : Maroua, la perle, aux ombrages frais et aux quartiers pittoresques. Bifouliers, artisans du cuir, forgerons et potiers s'y trouvent en grand nombre. Garoua, capitale provinciale, offre de nombreuses visites de sites, mais aussi d'usines textiles ultra-modernes.



Des hôtels réservés à une clientèle riche

De nombreux travaux d'infrastructure routière et ferroviaire ont été menés à terme ces dernières années : achèvement du chemin de fer trans-camerounais, bitumage des routes Ngaoundéré-Garoua, Maroua-Mora, Mora-Kousséri, Victoria-Douala. D'autres sont en cours entre Maroua et Garoua, Douala à Bafoussam, Bafoussam et Bamenda.

Il est aussi possible de se rendre en train à Ngaoundéré et de continuer vers Garoua sur une très bonne route. Dans l'ensemble, les voies principales sont bien entretenues. Mais, hors de ces voies, il est plus prudent de se munir d'une voiture robuste, sinon d'un véhicule tout terrain.

Du strict point de vue touristique, deux efforts devraient être faits pour améliorer les communications dans les monts Mandara et assurer les liaisons plus faciles entre Kribi et les deux principales villes du Cameroun : Douala et Yaoundé.

La compagnie nationale Cameroon Airlines dessert, à présent, outre la capitale et Douala, les villes de Dechang, Bafoussam, Bamenda, Fomouba, Ngaoundéré, Bertoua, Garoua, Yagoua et assure la liaison avec N'Djamena. Elle dispose de Boeing-737 confortables et de Twin-Otter, qui sont d'un grand intérêt touristique, car ils survolent les paysages à une altitude relativement faible.

En outre, l'aéroport de Garoua subit actuellement des améliorations qui lui confèrent une classe internationale. Que les avions internationaux puissent atterrir à Garoua devrait sensiblement modifier la situation du tourisme dans tout le nord du Cameroun.

Les 4300 lits des hôtels du Cameroun sont inégalement répartis dans l'espace : 1100 dans le Centre-Sud et l'Est, 1235 sur le littoral, 1233 pour les provinces de l'Ouest, contre 732 pour le Nord. Compte tenu des fluctuations saisonnières, le taux d'occupation des chambres est inférieur à la moyenne, sauf sur le littoral. Vides en saison des pluies, les établissements du Nord-Cameroun ne sont pas à même de satisfaire la demande en saison touristique.

Le prix des chambres varie de 3500 à 7000 francs C.F.A., ce qui en réserve l'accès à une clientèle aisée. Les services sont de très bonne qualité. Les statistiques hôtelières ne prennent pas en compte les cases de passage et campements de chasse que l'on trouve en de nombreux points du pays. Si le prix de location de 1500 francs C.F.A. est acceptable en de nombreux endroits, tels le campement des Eléphants et celui du Grand-Capitaine, que penser de telle commune qui offre pour ce prix une case à toit de chaume vétuste, non nettoyée depuis plusieurs mois, sans moustiquaires trouées et sanitaires bouchés, sans eau pour la toilette ?

Il reste à innover sur le plan de l'hébergement, en multipliant les cases de passage sommaires, mais propres, à prix modérés, pour une clientèle moins fortunée que celle des hôtels.

Même dans les hôtels existants, des améliorations sont souhaitables sur le plan culinaire. Chaque région du Cameroun possède un petit nombre de spécialités remarquables que le visiteur aimerait trouver sur la carte, ce qui est bien rare. Dans quels restaurants du Nord-Cameroun est-il possible de déguster un poulet accompagné de fofilé, cette sauce merveilleuse à base d'oseille en Guinée ? Dans quel restaurant du Sud peut-on trouver des sa, ces savoureuses prunes violacées si faciles à préparer ?

Les arrivées au Cameroun, quel que soit le moyen de transport, sont passées de 86 264 en 1972 à 97 469 en 1975 et 110 174 en 1974. Sur ce total, sont arrivées par avion, 55 800 personnes en 1972 contre 63 800 en 1973 et 71 000 en 1974. 201 000 nuitées ont été enregistrées dans les hôtels en 1974, dont 86 855 pour le littoral (Douala, Victoria, Kribi), 27 100 dans le Centre-Sud et l'Est, 20 000 pour l'Ouest et 6 000 pour le Nord. Des chiffres ponctuels illustrent mieux l'évolution favorable du tourisme au Cameroun. Le nombre de touristes à Kribi est passé de 3500 en 1969 à 5000 en 1970-1971, 8000 en 1971-1972 et 6500 en 1973, en dépit de la crise pétrolière et de ses répercussions monétaires. Le parc de Waza a enregistré 6000 entrées en 1970-1971, 7000 en 1972-1973, et la croissance est, plus importante en 1975 et 1976.

Jusqu'à présent, le Cameroun semble rechercher une clientèle à hauts revenus et le développement des circuits organisés.

La chasse, bien que moins courante qu'ailleurs en Afrique, n'est pas à la portée du premier venu, puisqu'un séjour de neuf jours, à partir de Paris, revient à peu près à 15 000 francs français. En 1972-1973, 217 permis de « grande chasse » et 255 de « petite chasse » ont été délivrés, ce qui reste encore très faible, compte tenu des immenses possibilités.

De nombreuses agences de voyages offrent des séjours abordables à partir de 3500 francs français au départ de Paris, pour une durée de neuf

jours. Ce type de tourisme se limite pour l'instant à quelques zones bien déterminées : Kribi, Dechang, Fomouba, pour le Sud et l'Ouest, le circuit des parcs nationaux et des monts Mandara dans le Nord.

Une initiative récente à suivre, celle d'une agence de voyages qui offre à des jeunes Français un aller et retour à prix modique. Le voyage est précédé de rencontres, en France, au cours desquelles une information de base sur le pays est donnée aux candidats au voyage. Déposés à N'Djamena ou Douala, jeunes gens et filles parcourent le pays par les moyens locaux de transport pendant quinze jours à un mois.

Sur le plan intérieur, seule Nordcamtour, entreprise installée à Maroua, et Cameroon Airlines offrent des circuits au départ de Yaoundé ou de Douala à des prix abordables.

Grâce au chemin de fer transcamerounais, de plus en plus nombreux sont les échanges entre le nord et le sud du pays. Il n'est pas rare de rencontrer des paysans ayant consacré une part importante du produit de leur récolte à une visite de la capitale ou, réciproquement, de Ngaoundéré. Mais si le Transcamerounais met le transport à portée de toutes les bourses, les coûts de séjour sont encore trop élevés pour la plupart des nationaux.

D'après la revue *Festes camerounaises* (1) un séjour de quatre jours à Ngaoundéré, en prenant le train au départ de Yaoundé, revient à peu près à 20 000 francs C.F.A. par personne sur la base d'un couple avec deux enfants, avec hébergement en hôtel.

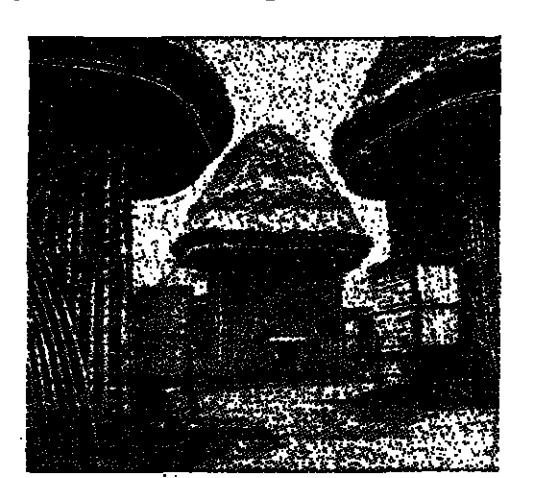
La transformation du Commissariat général en délégation générale au tourisme, dotée de moyens et de prérogatives plus étendues, constitue une étape importante vers la mise sur pied d'une politique touristique cohérente. Le tourisme camerounais donne encore l'impression de suivre la demande plus qu'il ne prépare l'avenir.

Les résultats comptables sont encourageants. Le compte voyages et séjours de la balance des paiements laisse apparaître un solde positif de 16 millions de francs C.F.A. en 1971, 1 183 millions de francs C.F.A. en 1972, 704 millions de francs C.F.A. en 1973, et cette évolution confirme celle des nuitées dans les hôtels, et des entrées dans les parcs nationaux.

Pour l'instant, le tourisme reste en marge de l'activité locale, et sa progressive intégration est une nécessité. Celle-ci passe par une meilleure connaissance des effets du tourisme sur le plan local. Dans les environs de Waza, le prix du poulet double entre la saison des pluies et la période touristique. L'arc et la lance augmentent de 50 % au cours de la même période. L'afflux monétaire sans contrepartie productive se traduit par une hausse générale des prix en zone touristique. La croissance brutale de la demande de produits d'artisanat en élève le prix et entraîne une détérioration sensible de leur qualité.

D'autre part, les contacts entre touristes des circuits et population sont quasiment inexistantes. Les populations locales ne voient du touriste que l'objectif photographique et l'argent facilement dépensé dont elles ignorent les sacrifices qu'il a pu souvent demander. Le voyage organisé condamne-t-il nécessairement ses clients à flâner rapidement des danses dont ils ignorent la signification ?

Pourquoi ne pas créer des circuits organisés qui seraient fondés sur un thème précis ? La danse, l'artisanat, la faune, l'agriculture, l'architecture, constituent autant de thèmes possibles de voyages qui permettraient un tourisme « à la carte », remplissant son rôle d'échange entre des arts de vivre



différents, et qui éviterait cette transformation négative et rapide des comportements sociaux dans les zones touristiques.

La photographie est déclarée libre sur le territoire de la République unie du Cameroun par un décret de 1974. À l'exception des édifices publics, lieux stratégiques, scènes de nature à porter atteinte aux bonnes mœurs ou à la réputation du pays, l'impression des interdictions permet encore toutes sortes d'abus d'autorité. Pour tel policier, photographier une femme allaitant son enfant tient de la pornographie. Pour tel autre, une photo de marché est de nature à porter atteinte à la réputation du pays. Mais que dire de celui-ci qui demande au photographe de prouver qu'il n'a pas l'intention de commercialiser ses prises de vue ? Une telle situation peut être améliorée par une campagne d'information dans la presse et à la radio. Et, du même coup, pourquoi ne pas organiser de concours de photographies d'amateurs à l'échelon national, sur des thèmes liés au tourisme ?

H. GIVE

Tous les types de reliefs et de climats, de flore et de faune de l'Afrique sont représentés au Cameroun. Et la situation privilégiée de ce pays, au carrefour du Sahel et de la forêt, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale, lui a valu de connaître un exceptionnel brassage de populations. Ce qui explique la présence de plus de deux cents groupes ethniques différents, eux-mêmes produits de brassages et d'intégration à des systèmes économiques d'une extrême variété.

L'arrivée de visiteurs dans un village est une fête, et les Camerounais, où que l'on aille, sont extrêmement hospitaliers. Cette hospitalité, jointe à un sympathique esprit de clocher, leur fera dire aux autres villageois que vous avez choisi de vous arrêter chez eux de préférence à un autre village. Et si l'on ne vous offre pas toujours de partager le repas familial, ne vous méprenez pas : les seules causes en sont la crainte de ne pas être à la hauteur, l'insuffisance des mets à vous donner, ou... l'apprehension d'un éventuel refus poli.

L'hospitalité camerounaise se traduit mieux par des exemples que par des formules. Un villageois nous remercie d'avoir choisi son toit et s'excuse de ne pas avoir beaucoup d'eau disponible ni de repas prêts, alors que, confus, nous frappons à sa porte à 1 heure du matin en raison d'une panne de voiture ! Évoquons aussi cet amière vieillard qui réprimande un jeune auto-stoppeur français... parce que, rester debout au bord de la route, sous le soleil, « ne se fait pas », quand, derrière vous, se trouvent des habitations. Le jeune touriste se souviendra d'avoir attendu une occasion, installé sur une chaise longue en grignotant des arachides grillées arrosées de vin de palme frais.

Cette hospitalité, qui nulle part ne se dément, s'exprime pourtant de façons fort diverses en fonction des types de civilisations qu'on traverse. Embarrassée dans le Sud forestier, quelque peu obstinée dans l'Ouest, extrêmement discrète et réservée dans le Nord.



La multiplicité des arts de vivre

La multiplicité des arts de vivre demande une grande capacité d'adaptation au voyageur plus soucieux d'échanger que d'acheter. Mais, du fait même de la diversité des civilisations, les Camerounais sont très tolérants pour les étrangers et admettent naturellement de leur part ce qu'ils réprimanderaient venant d'un parent : « *Chacun selon sa nature* » est un dicton que l'on retrouve en de nombreuses langues du Cameroun.

La côte offre au voyageur les attraits des plages de Victoria et de Kribi, les villages de pêcheurs, mais aussi les incursions dans la mangrove qui entoure Douala.

Le Sud forestier est d'un abord plus ingrat pour qui n'a pas l'œil exercé. C'est le domaine de la grande forêt aux arbres hauts de plus de 40 mètres, de l'agriculture, de plantations industrielles ou villageoises de cacao, de café, de palmiers, d'hévéas, de tabac. C'est aussi le territoire des Pygmées, qui sont plus de trente mille dans la province de l'Est.

L'Ouest montagneux provoque un brusque dépaysement à qui vient de la forêt. Pas d'alignement de cases le long de la route, mais de gros villages à habitat dispersé, une très forte densité de population et, par voie de conséquence, une agriculture méticuleuse, qui ne laisse pas de terre en friche. Le spectacle, vu d'avion, des cultures en courbes de niveau, des chemins creux bordés de haies vives et des fermes en briques de terre à très haut toit de chaume, est inoubliable.

Les populations de l'Ouest ont gardé un profond attachement à leurs anciennes institutions politiques et sociales, qui sont extrêmement dynamiques et se prêtent à une évolution économique très rapide. Bafoussam, la capitale de l'Ouest, comptait sept mille habitants en 1968, contre soixante-dix mille aujourd'hui. Rapidement, d'anciennes maisons traditionnelles aux décors sculptés laissent la place aux constructions à étages, gages et preuves de réussite économique.

Dans l'Ouest, l'art et les traditions restent vivants, quotidiens. Il n'en va pas, hélas, de même en pays bamoun, un peu plus au nord, où l'afflux des touristes a transformé en une quinzième d'années un artisanat de valeur en commerce d'objets factices. Pourtant, les compétences sont là, dans une ville magnifique, qui offre deux musées pour en témoigner et de nombreux vestiges d'un passé florissant, tel le palais du sultan Njoya ou les spécimens de l'écriture qu'il inventa au début du siècle.

Au centre, le plateau de l'Adamaoua, peu peuplé, à une altitude proche de 1000 mètres, est le domaine des lacs, des pâturages où nomadisent les Foulis et leurs troupeaux de zébus. Beauté des types humains, des parures, mais aussi des cases bamoun de Ngaoundéré, aux décors peints. Ngaoundéré, « porte du Nord », offre aussi les attraits de randonnées hippiques, dans un climat idéal.

Plus au nord commencent la savane tropicale. C'est le paradis de la chasse, aux abords des parcs de la Bénoue, de Bouba-Ndjam et du Faro. Mais c'est aussi le paradis du photographe, à travers les parcs nationaux, l'habitat, les marchés.

Les Foulbés, éleveurs-agriculteurs, ont implanté en plaine des sultanats aux magnifiques édifices, tel le palais de Rey Bouna, et les jours de fête rappellent ce qu'était la richesse des parures des cavaliers.

DE SPLENDIDES RÉSERVES DE FAUNE

Il faut accorder une mention spéciale aux réserves de faune considérées comme figurant parmi les plus belles d'Afrique noire :

● **RÉSERVE DE LA BOUBANDJIDA** : savane arborescente, habitants préférés : les buffles, élans de Derby, rhinocéros, crocodiles. Les damalisques, bubalis, antilopes-chaque, cobys, y vivent en grand nombre.

● **RÉSERVE DE LA BÉNOUE** : entre Ngaoundéré et Garoua. C'est également la savane arborescente aux galeries forestières plus importantes et une végétation plus dense. Le campement du « buffle noir », installé au bord des gorges de la Bénoue, dans un dépaysement total, permet de voir de nombreux hippopotames se baignant sur les berges du fleuve Bénoue. Buffles, éléphants, lions, panthères, mais aussi élans de Derby et nombreuses variétés d'antilopes.

● **RÉSERVE DE WAZA** : c'est la plus vaste réserve du Cameroun (170 000 hectares, 480 kilomètres

de pistes pour la visite). Elle est divisée en deux zones entourant les seuls points d'eau et les seules prairies du bassin tchadien. Zone forestière, notamment acacias et mimosa, on rencontre des girafes, des antilopes, autruches, lions (bien qu'ils y soient plus de cent cinquante, ils sont parfois difficiles à voir se cachant dans les brousses pendant le jour). Phacochères, chacals, hyènes, mangoustes, civettes. La concentration d'oiseaux y est exceptionnelle, pélicans, grues couronnées, ibis, oie de Gambie, jabirus, marabouts et des milliers de canards et de pintades. La zone dite des « vases » est une immense plaine semimarécageuse où l'on voit parfois des troupeaux de plus de cent éléphants.

● **RANCH DE NGAOUNDA** : au cœur de l'Adamaoua, au bord d'un lac de cratère et à 1300 mètres d'altitude, le guide de chasse Henri Eyt-Dessus a agrandi sa ferme d'élevage pour en faire la base de ses safaris.

MARCHÉS TROPICAUX ET MÉDITERRANÉENS

Hebdomadaire depuis 1945

publie sur le Cameroun

- le 9 juillet, deux articles de conjoncture politique et économique (n° 1.600, 19 F) ;
- le 16 juillet, une interview exclusive du président AHIDJO sur la politique économique du Cameroun (n° 1.601, 19 F) ;
- fin octobre, un très important ouvrage économique **CAMEROUN 1960-1980** (publicité reçue jusqu'au 13 septembre) ;

publie sur toute l'Afrique

- dans chaque numéro, des articles et des informations politiques, économiques et commerciaux ;
- sous la forme de numéros spéciaux, des **OUVRAGES ÉCONOMIQUES ORIGINAUX** :
 - LES INVESTISSEMENTS EN COTE-D'IVOIRE (24 octobre 1975, 100 F) ;
 - L'INDUSTRIALISATION DE LA TUNISIE (21 juillet 1976, 85 F) ;
 - MONNAIE - CRÉDIT ET BANQUE EN AFRIQUE (14 mars 1975, 75 F) ;
 - SÉNÉGAL 1960-1973 (21 juin 1974, 75 F) ;
 - NUMÉROS SPÉCIAUX ANNUELS :
 - L'AUTOMOBILE OUTRE-MER 1976, 26^e édition (25 juin, 60 F) ;
 - LES PRODUITS TROPICAUX 1976 (12 mars, 75 F) ;

Vente, abonnements, publicité
190, bd Haussmann, 75008 Paris, tél. 924-83-69 (15 lignes), télex 290.131 F
et, également INDUSTRIES ET TRAVAUX D'OUTRE-MER
Mensuel économique pour les pays en développement. — Spécimen gratuit sur demande.

Documents établis par M. PAUL DONTSOP, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale de la République Unie du Cameroun

JUSTICE SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT

Le développement, entendu comme un processus économique par lequel on augmente la capacité de production de biens et de services de façon à satisfaire de manière croissante les besoins de l'homme, est devenu un objectif prioritaire dans tous les pays du monde, et il n'est pas de gouvernement qui ne l'ait fait de son premier rang de ses préoccupations. On parle plus généralement de développement économique et social, en marquant par là l'interdépendance, l'interaction des deux notions, et, loin de se contrarier, doivent, au contraire, se prêter un mutuel appui.

La poursuite d'une certaine justice sociale doit en effet tenir compte du niveau de l'économie. En vient-elle à être en avance par rapport à l'économie que celle-ci risque d'en souffrir en raison des prélèvements importants qu'elle lui impose au titre des charges sociales; mais est-elle en retard par rapport au progrès économique que naissent des tensions qui peuvent entraîner la ruine même de l'économie. Il est donc nécessaire que soit maintenue une balance égale entre le social et l'économie. Une certaine justice sociale est aussi un stimulant au progrès économique, dans la mesure où la science économique a également pour objectif d'organiser la répartition des richesses suivant des critères moraux, c'est-à-dire de « mettre l'économie au service de l'homme ». Les richesses étant ainsi mises au service de l'homme, pourquoi l'homme ne serait-il pas disposé à en produire d'autres? La justice sociale est précisément cette juste répartition des richesses au profit de chacun, à tel point que l'économie, bien conçue, devient le moyen de réaliser la justice sociale.

Ainsi entendu, ce nécessaire équilibre entre la justice sociale et le développement constitue l'une des options fondamentales du Cameroun depuis qu'il a, il y a un peu plus de seize ans, accédé à la souveraineté nationale, option maintenue fois rappelée par le « chef de l'Etat, le président El Hadj Ahmadou Ahidjo, dans nombre de ses déclarations publiques.

Comment le Cameroun entend atteindre les objectifs de justice sociale dans son développement économique, et quelles sont les mesures qu'il a prises au cours de sa courte existence nationale pour y parvenir?

Depuis que la science économique s'est substituée à l'économie politique d'autrefois, il n'est plus possible de parler du développement sans le chiffrer. L'habitude s'est donc prise de classer tous les pays membres des institutions internationales dans des tranches définies en fonction de leur revenu national. L'échelon retenu est le « produit intérieur brut par habitant en U.S. dollars ». Chaque Etat membre de l'ONU a donc sa place dans cette échelle, et, quand on compare plusieurs pays entre eux, on ne met pas en parallèle la qualité de la vie — notion imprécise — ou la banalité d'y vivre que ressentent leurs habitants — notion subjective — mais le PIB par tête, auquel il n'est pas malaisé d'ajouter la production d'acier et la consommation de kilowatts-heures.

Le Cameroun n'échappe pas à la règle. Disposons donc de lui qu'il n'a pas seulement une population de 6 millions d'habitants vivant sur 465 000 kilomètres carrés, dont 3 200 000 personnes actives et 250 000 travailleurs salariés, mais aussi que son PIB s'est élevé en 1971-1972 à 314 milliards de francs CFA, soit 52 000 francs par tête ou 220 dollars.

L'échelon PIB par tête est commode pour les économistes, mais il est évident que, si on va au-delà des chiffres en essayant de saisir la réalité, il ne représente pas grand-chose, si ce n'est un moyen de recueillir d'effrayantes inégalités sociales. Dans certains pays du Sud-Est asiatique on dit, de temps en temps, de la démission coloniale qu'il faut faire pour faire un riche. Dans l'ensemble cela pourrait faire un PIB par tête acceptable pour l'époque. Mais si le riche avait à lui seul un revenu égal à celui des mille pauvres réunis, ça n'aurait plus guère de sens, si ce n'est de porter en germe toutes les révolutions.

La question est alors la suivante : comment faire pour que le développement soit à la fois économique et social, qu'il ne soit pas accaparé par une minorité de privilégiés, nationaux ou étrangers, mais qu'il profite à toute la masse des citoyens? Chaque pays a répondu à cette question en fonction de son tempérament, de ses ressources naturelles, de ses traditions historiques, ou d'événements imposés de l'extérieur. Peu l'ont résolu de façon vraiment satisfaisante ou qui paraît telle à la majorité de la population. Il n'est pour s'en convaincre que d'observer les remous politiques et sociaux qui agitent actuellement la plupart des vieux pays de l'Europe occidentale. Mais leur problème, tout différent du problème de répartition des richesses, tandis que celui des pays sous-développés est un problème à la fois de création et de répartition, et, ici, l'expérience des pays développés ne leur est d'aucun secours. La plupart de ceux-ci ont, au dix-neuvième siècle, créé l'accumulation de capital qui a permis le décollage économique à l'abri des barrières douanières et grâce à d'effroyables conditions de travail et de rémunération imposées aux travailleurs.

Pour les pays sous-développés il ne saurait y avoir pour réussir à faire appel à l'aidé internationalisme que celles que leur impose la situation actuelle : désordre monétaire international, variations imprévisibles et brutales des cours des matières premières, augmentation considérable du coût de l'énergie importée. Cette situation conjuguée s'ajoute aux obstacles auxquels ils se heurtent depuis l'accession à l'indépendance, en dépit des efforts persévérants déployés pour les réduire :

— La quasi-inexistence d'une épargne nationale les contraignant à faire appel à l'aide internationale, publique et aux investissements étrangers privés, ce qui implique une politique susceptible d'attirer les capitaux extérieurs par des conditions intéressantes, notamment en matière fiscale, et à ne pas les décourager par la suite ;

— L'existence d'un secteur salarié de formation récente, avec une masse de travailleurs arrachés aux structures sociales traditionnelles, peu formées et peu qualifiées dans sa grande majorité, impliquant donc protection de la part des pouvoirs publics et nécessité d'un processus permanent de formation et de perfectionnement professionnels ;

La réponse à ces problèmes a été différente selon les pays. En Afrique, on retrouve des nuances, mais les divers systèmes politico-économiques qui prévalent le monde. Le Cameroun, pour sa part, repudiant aussi bien le laisser-faire d'un capitalisme sauvage que les contraintes d'un socialisme autoritaire, a opté, dès l'indépendance, pour le libéralisme planifié, sous le chef de l'Etat, le président El Hadj Ahmadou Ahidjo, disait que « le Cameroun est libéral dans la mesure où il est convaincu que l'initiative privée demeure un puissant moteur de progrès. C'est pourquoi tout est fait pour l'encourager. Mais l'initiative privée, qu'elle soit nationale ou étrangère, doit, pour servir réellement le développement national, s'insérer dans le cadre d'un programme et respecter les exigences du développement et de la souveraineté nationale ».

Dans ces exigences du développement, le Cameroun pense avoir trouvé la voie qui lui convient le mieux, excluant aussi bien les facilités à court terme d'un capitalisme débridé que les séductions qu'exercent sur nombre d'hommes les doctrines collectivistes. L'axe de la recherche de l'équilibre entre l'économie et le social qu'implique cette voie, il s'emploie, depuis qu'il a accédé à la souveraineté, à développer ses ressources naturelles ainsi qu'il les associe à la population. Les résultats du développement, par une juste répartition de la rémunération du capital et de la rémunération du travail, et par la réduction des inégalités entre les divers groupes socio-économiques, ont été les divers aspects du développement s'est traduit, au cours de la décennie 1960-1970, par une augmentation considérable du PIB, qui est passé de 113 à 313 milliards de francs CFA, ou de 51 500 francs à 52 000 francs par habitant. D'autres termes, compte tenu de la prépondérance monétaire au cours de la même période, il a doublé en francs constants.

L'action sur le plan social a marché de pair avec le développement économique. Le gouvernement camerounais dans ce domaine a été d'assurer aux travailleurs une juste rémunération de leur travail tout en permettant aux investisseurs d'obtenir la rétribution qu'ils sont en droit d'attendre de leurs capitaux pour avoir fait confiance au pays.

Sur la base des textes en vigueur avant l'indépendance, et plus particulièrement depuis 1953, le Cameroun a élaboré, en 1967, un code national du travail, qui tenait compte des structures fédérales de l'époque, et qui a été remplacé, en 1974, par une nouvelle loi. Cette législation est étayée par une abondante réglementation — quelques soixante décrets présidentiels et arrêtés ministériels — énonçant des mesures de protection des travailleurs et définissant les droits et obligations respectifs des employeurs et des travailleurs, avec toute la précision souhaitable, dans des matières telles que la durée du travail, l'essai, le préavis, les congés payés, le travail des femmes et des enfants, le règlement des différends individuels et collectifs du travail.

Ces mesures n'ont pas été prises d'autorité, mais après consultation des organisations syndicales d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du travail. Concertation et dialogue sont en effet les maîtres-mots de la politique sociale camerounaise, et ceci se vérifie tout particulièrement en matière de salaires, c'est-à-dire dans le domaine où il est particulièrement important de trouver le point d'équilibre entre la rémunération du capital et la rémunération du travail. Le gouvernement camerounais fixe le taux du salaire minimum garanti, comme cela se pratique dans tous les pays qui ont appliqué le code du travail d'outre-mer, mais laisse le soin aux professionnels eux-mêmes de fixer les salaires minimaux par catégories professionnelles. Et c'est ce fait au sein d'une institution originale, propre au droit du travail camerounais, la Commission nationale paritaire des conventions collectives et des salaires, créée

en janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

Entre le mois d'octobre 1970 et le mois de juin 1971, cette commission a procédé à une remise en ordre de la structure salariale dans le secteur privé en adoptant successivement une classification professionnelle nationale type, des classifications professionnelles par secteur d'activité — primaire, secondaire, tertiaire I, tertiaire II — des barèmes de salaires hiérarchiques attribués aux catégories définies par ces classifications.

Les salaires ainsi fixés l'ont été par le jeu de la plus libre discussion et constituent, à n'en pas douter, le point d'équilibre entre l'offre et la demande de salaires. Ces salaires ont été révisés à trois reprises depuis cette période. Par des textes appropriés, le gouvernement a créé les conditions nécessaires pour que les conventions collectives de travail en vigueur depuis quinze ou vingt ans dans les provinces de l'ex-Cameroun oriental soient reformées et négociées avec un champ d'application couvrant l'ensemble du Cameroun. C'est ainsi qu'ont été réunies successivement, depuis le début de l'année 1976, les commissions mixtes paritaires des travaux publics et du bâtiment, de l'agriculture et de l'élevage, des industries de transformation, c'est-à-dire trois branches d'activité qui, à elles seules, emploient la moitié des travailleurs salariés.

On sait que la convention collective a pour objet de déterminer, au profit des travailleurs, des avantages allant au-delà de ce qu'ils obtiendraient en vertu des règlements. Dans la juste répartition des fruits du développement entre le capital et le travail, elle constitue donc un procédé de choix, puisque, par le jeu de la libre discussion, elle permet aux partenaires sociaux d'exprimer leurs revendications, de présenter respectivement leurs possibilités, de fixer un niveau d'avantages compatible avec la conjoncture en vigueur dans la branche professionnelle considérée. Le gouvernement camerounais encourage donc la négociation des conventions collectives nationales de travail et met à la disposition des partenaires sociaux les structures de l'administration du travail — par la présence, notamment dans les commissions mixtes paritaires, des administrateurs du travail les plus expérimentés — afin que d'ici à quelques années toutes les grandes branches professionnelles soient couvertes par une convention collective.

Mais une juste rémunération du travail comme du capital ne suffit pas dans un pays qui a la justice sociale dans ses objectifs : une juste répartition des fruits du développement entre les groupes sociaux, et, à l'intérieur de la masse salariée elle-même, entre les diverses catégories de travailleurs, est aussi nécessaire, compte tenu et du niveau de qualification et de la nature de l'emploi occupé. Ce qu'on a dit plus haut du PIB par habitant est valable pour le salaire moyen, qui ne représente rien s'il s'applique à une masse salariale s'étageant sur un éventail de rémunération extrêmement ouvert. Et c'est ici qu'on se heurte à un des plus sérieux obstacles en matière de justice sociale : la répartition de ces cadres nationaux qu'il s'agit de répartir, on l'a vu, les entreprises à faire appel à des techniciens étrangers. Ceux-ci viennent de pays développés où le PIB se situe au alentours de 3 500 dollars par habitant, donc avec des salaires qui sont le reflet de ce niveau de vie, salaires encore majorés de divers avantages tels que le logement et les transports. Mais l'appel à des techniciens étrangers ne peut être qu'un palliatif, une solution d'attente qui prendra fin le jour où les cadres nationaux, en nombre suffisant, seront aptes à assurer les responsabilités auxiliaires les plus importantes dans des entreprises situées sur le territoire de leur pays. Cette nécessité n'est plus contestée, et nombre d'entreprises ont déjà, depuis plusieurs années, engagé une politique de formation des cadres, répondant ainsi au vœu des pouvoirs publics camerounais, qui, écartant toute politique autoritaire de quotas et de délais impératifs, ont préféré miser, d'une part sur une politique de formation de cadres nationaux, et d'autre part sur l'intérêt que présente pour les entreprises le recrutement de ces cadres qui offrent le double avantage d'être intégrés au pays et de revenir beaucoup moins cher que les cadres étrangers.

Mais c'est alors ici que se pose le dilemme : comment rémunérer ces cadres nationaux? Remplaçant des étrangers, donc investis des mêmes responsabilités, percevront-ils les mêmes salaires, ce qui reviendrait à leur assurer des rémunérations aussi communes mesure avec le niveau de vie général du pays, donc à ouvrir de façon démesurée l'éventail des salaires, et à créer de véritables castes à l'intérieur des salariés? Ou, au contraire, seront-ils rémunérés en fonction du niveau de vie du pays, donc sur la base de salaires plusieurs fois inférieurs à ceux de leurs homologues étrangers, ce qui ne manquerait pas de susciter chez eux une vive amertume et de décourager tout effort de promotion?

Alors, Cameroun, c'est une solution moyenne qui a été retenue. L'écart entre le salaire le plus bas (SMIG) et le salaire le plus élevé (cadre supérieur de deuxième catégorie) était, au moment de l'adoption des barèmes de salaires sectoriels en 1971, assez grand : de 1 à 22 dans le secteur secondaire. La politique suivie depuis tend à réduire cet écart, non point par écartement des rémunérations des cadres, mais par une augmentation des salaires proportionnellement moins forte que ceux des basses catégories. C'est ainsi qu'à l'issue des trois augmentations intervenues depuis 1971, et avec la récente suppression du SMIG, l'éventail des salaires dans le même secteur secondaire s'étage de 1 à 17.

Ces basses catégories, de la première à la troisième — manœuvres et ouvriers spécialisés — qui groupent la grande majorité de la masse salariale, ont bénéficié au cours de ces trois dernières années d'augmentations de salaires supérieures à l'augmentation du coût de la vie. Par le jeu du passage d'échelons à l'intérieur des catégories — autre caractéristique originale de la structure salariale camerounaise — et l'influence de la prime d'ancienneté, on peut dire que le salaire de l'ouvrier spécialisé de l'industrie a doublé en francs constants depuis le début de 1971, ce qui, compte tenu de l'érosion monétaire, traduit en francs constants un bel accroissement du pouvoir d'achat.

Pour la manœuvre ordinaire, l'amélioration de la situation a été encore plus sensible. Par le SMIG ou au SMAG, selon les secteurs, jusqu'à 1971, et ceci quelle que fût l'ancienneté, dans l'entreprise, le manœuvre ordi-

naire — première catégorie des classifications professionnelles — a bénéficié, en 1971, d'une première mesure décidée par la Commission nationale paritaire des conventions collectives et des salaires : le classement, après six mois d'ancienneté dans l'entreprise, à l'échelon A de la première catégorie, c'est-à-dire la possibilité d'avancer dans la catégorie par le jeu des échelons de salaire. Ne demeurait plus alors au SMIG-SMAG que le manœuvre avant six mois. Sur ce point encore, un grand pas a été fait sur le chemin de la justice sociale par un décret du 3 mai 1976 qui a supprimé le SMIG et le SMAG. Désormais, tous les manœuvres ordinaires sont rémunérés, dès leur engagement, sur la base du salaire de l'échelon A de la première catégorie. Des différences mesurées ont fait que le salaire minimum du manœuvre débutant a été, depuis le début de 1971, multiplié par 1,60 dans le secteur primaire, et par 1,72 dans le secteur secondaire.

Mais d'autres distorsions, héritées du système colonial, pesaient sur la structure salariale et engendraient des inégalités, à l'intérieur cette fois d'une même catégorie : le système des zones de salaires, systématiquement avec le code du travail d'outre-mer, faisait qu'à égalité de catégories, donc l'emploi tenu, le salaire était différent selon la zone où le travailleur se trouvait employé. Par rapport à la zone I, zone de référence où étaient classées les villes de Douala et de Yaoundé, les salaires des autres zones subissaient des abattements qui, au moment de l'accession à l'indépendance, allaient jusqu'à 43 % pour le secteur primaire et à 35 % pour les secteurs secondaire et tertiaire. En 1968, le gouvernement camerounais a supprimé la quatrième zone de salaire et s'est efforcé de réduire les abattements entre la troisième et la première zone, démarche nécessaire pour parvenir à l'égalité de salaires entre les zones de référence et les zones subissant des abattements.

Toutes ces mesures s'inscrivent dans le contexte des rapports de travail au sein de l'entreprise, et à ce titre elles entrent dans cette branche du droit qu'est le droit du travail. Mais, en marge de ces rapports, certains événements affectent le travailleur salarié, certains risques qui ne lui sont pas propres mais qui, en raison même de sa condition, quand ils l'atteignent, revêtent pour lui un caractère plus grave que dans les autres groupes socio-professionnels, car ils l'affectent, en la diminuant ou en supprimant complètement, dans sa capacité de travail, son moyen pour lui d'obtenir la rémunération qui lui permet de vivre avec sa famille.

Les accidents du travail et les maladies professionnelles ne sont pas les moindres de ces risques, et au Cameroun, comme dans les autres pays sous-développés, on en voit de développement, ils touchent un travailleur sur dix chaque année, de l'écorchure à l'accident mortel. Comme le risque professionnel — accident ou maladie — ne peut survenir que par ou à l'occasion du travail, on peut penser que le travailleur camerounais bénéficie de mesures de prévention et de réparation depuis que le salariat s'est vraiment développé au Cameroun, c'est-à-dire entre les deux guerres mondiales. En fait, il n'en a pas eu, et c'est pourquoi, dès l'indépendance, le premier gouvernement d'autonomie interne, pour que soient adoptées les mesures législatives nécessaires.

La venue d'enfants au foyer du travailleur ne constitue pas un risque et au Cameroun on ne la baptise pas ainsi, c'est un événement habituellement qualifié d'heur, sur lequel on ne peut donc pas parler de charges familiales, mais il n'est pas moins vrai que l'entretien d'une famille est à l'origine de dépenses supplémentaires que le travailleur ne peut couvrir par un accroissement de ses gains, qui demeurent liés à sa prestation de service. La nécessité donc faite sentir d'élaborer une législation de protection familiale qui ne prétend pas — au Cameroun pas plus qu'ailleurs — pallier les charges supplémentaires qu'entraîne la venue d'enfants, mais au moins aider le travailleur à faire face à ces charges.

Le système de prestations familiales créé dans ce but a été mis en place dans la partie orientale du Cameroun en 1969. Par la loi n° 67/LF/7 du 13 juin 1967 il a été étendu à l'ensemble du territoire.

Il est une autre éventualité, malheureusement cette fois, qui est directement rattachée par le travailleur au par sa famille, c'est le risque invalidité-décès, et, dans un moindre mesure, parce qu'elle est insaisissable, la vieillesse. Dans un cas comme dans l'autre, le travailleur perd sa capacité de travail et se trouve, avec sa famille, sans ressources si aucun système de protection ne lui vient en aide. C'est là un domaine où la justice sociale a tout lieu de s'exercer. Mais alors que le régime de réparation des accidents du travail ne concerne que les cas graves de tout au moins — qu'une minorité de salariés et que le système des prestations familiales, basé sur la compensation totale entre cotisations et allocations est facile à gérer, le régime des pensions de vieillesse-invalidité-décès est d'un maniement beaucoup plus délicat, en raison notamment du manque de statistiques que la répartition des salariés par classes d'âge et sur la fréquence des risques invalidité et décès. Pour cette raison, ce n'est qu'assez tardivement — en 1969 — que le Cameroun a pu adopter une loi instituant un régime d'assurance de pensions de vieillesse, d'invalidité et décès, et à ce jour encore quelques années pour que ce régime entre effectivement en vigueur (1^{er} juillet 1974).

La couverture de ces risques constitue la prévoyance sociale, dont la gestion est confiée à un organisme public, la Caisse nationale de prévoyance sociale. Avec la législation et la réglementation du travail et les conventions collectives elle compose un ensemble de mesures concourant à la protection du travailleur et à l'organisation des relations professionnelles, mesures dont l'administration du travail est chargée d'assurer l'application avec ses inspections provinciales et départementales du travail réparties sur tout le territoire.

Ainsi, dans sa recherche de l'équilibre entre l'économie et le social, sans apriorisme et sans dogmatisme, sans exclusive contre les uns ou les autres, le Cameroun poursuit son effort pour concilier justice sociale et développement avec une continuité et une persévérance qu'il tire d'une remarquable stabilité politique et d'une profonde adhésion du peuple camerounais aux objectifs définis par ses dirigeants et ses représentants ainsi qu'aux moyens d'y parvenir.

(1) Rapport de politique générale présenté le 13 février 1975 au Congrès ordinaire de l'Union nationale camerounaise, à Douala.

LETTRE DE DOUALA

La fièvre de la contestation et celle des affaires

ALORS que, le 11 juillet 1884, il quittait les locaux de la factorie Woermann, où il venait de signer le traité plaçant Douala sous protectorat allemand, le roi Bell avait dit, en déclarant : « Je préfère donner ma fille à un homme qui n'a qu'une femme plutôt qu'à celui qui en a déjà plusieurs. » Les propos du souverain allaient allusion au fait qu'à l'époque les Allemands n'avaient pas encore de protégés en ce point de la côte occidentale d'Afrique, contrairement aux Anglais, qui en comptaient déjà plusieurs.

De toute façon, le célèbre explorateur Gustav Nachtigal, consul général de l'Allemagne impériale pour l'ensemble de l'Afrique, venant de l'Inde où il était en résidence, était arrivé quelques heures plus tôt à Douala, que l'on appelait alors Kamerun (1). Il avait précédé les choses, sur les instances pressantes des commerçants de brème et de Hambourg qui, depuis plusieurs années déjà, s'étaient installés à l'embouchure du fleuve Wouri pour y acheter l'huile de palme. Les pressions du Herr Doktor Nachtigal étaient fondées puisque, cinq jours plus tard, le consul anglais Edward Eyde Swett, porteur de propositions alléchantes pour le roi Bell, envoyé de S.M. britannique en fut pour ses frais et gagna dans l'aventure le surnom peu enviable de « Too late consul ».

En dépit du fait que Edouard Woermann eût exercé une entrapée dans l'estuaire du Wouri en 1868, les traitants anglais semblaient pourtant l'opérer de plus solides atouts que lui. Dès 1840, en effet, les officiers de la Royal Navy avaient fait une convention avec les deux rois Bell et Kwa qui se partageaient alors l'autorité sur cette région. Aux termes de ce traité, les deux chefs d'hommes s'étaient engagés à cesser de faire, ni à autoriser à faire, la traite des esclaves, en

entendaient établir un quartier administratif, les Allemands en exproprièrent purement et simplement les Douala. Spoliés, ces derniers se tournèrent vers leur souverain qui alla faire quérir des avocats à Berlin. Décidés à faire un exemple, les Allemands constituèrent alors un tribunal qui, après avoir accusé le roi de haute trahison, le condamna à mort.

A l'origine du drame se trouve l'incompréhension qui présidait aux rapports entre Noirs et Blancs, ainsi expliquée par un auteur qui compare les systèmes coloniaux allemands et français, à l'avantage du second : « Le gouvernement allemand interdisait rigoureusement aux Noirs, par mesures d'hygiène générale, de construire leurs habitations à moins d'une certaine distance de la ville européenne. L'administration française obtint les mêmes résultats grâce à un décret qui, tout en interdisant la construction de Douala même, quel qu'en soit le propriétaire, un minimum de conditions d'assainissement et de salubrité. Plus libéral, plus équitable, ce décret a été apprécié par les populations locales (2). »

Ses souvenirs de l'Allemagne impériale ont quelque peine à se dissiper, les petits-fils conservant encore, au fond de leur mémoire, les rancœurs, ou plus rarement, les satisfactions, de leurs grands-parents. Les vestiges de cette époque sont en revanche en voie de disparition. Les ardeurs du soleil, et surtout la violence des pluies, effacent progressivement les traces visibles d'une présence qui n'exista guère une trentaine d'années.

En plein centre de la ville « européenne », le château d'eau construit par les Allemands dresse sa silhouette insolite. Cette citernes de fer, haut perché sur des piliers métalliques, et recouverte d'une somptueuse armature de bois, est classée monument historique. Tandis que l'ancien temple allemand demeure intact, il ne reste rien de l'ancienne église catholique.

Les traces de la présence coloniale française, plus récente, mais à peine plus longue, puisqu'elle ne dura que de 1916 à 1960, sont beaucoup plus nombreuses et plus visibles. Il ne faut pourtant point verser dans l'autosatisfaction de certains, pour lesquels Douala n'est entrée dans l'ère moderne qu'avec le concours de la France. Un voyageur écrivait, il y a une quarantaine d'années : « Douala, c'est la source de la côte de Guinée, c'est la verdure et les fleurs, la cité au milieu des collines, sur le flanc des collines heureuses et qui se souvient de son origine africaine. Pour le dessin de la ville, les Allemands s'étaient adressés à un paysagiste. De ce que la nature lui apportait avec générosité, cet architecte fit quelque chose d'aimable. Toutefois, c'est avec nous que la ville s'est développée (3). »

Le casque colonial des policiers évoque, par sa forme, celui des troupes françaises héritières directes de celles qui, en compagnie du corps expéditionnaire britannique venu du Nigeria, s'emparèrent de la ville au cours de la première guerre mondiale. Le boulevard Leclerc, au bout duquel un modeste mémorial porte la brève inscription suivante : « Le 27 août 1940 débarquaient ici le colonel Leclerc et ses compagnons », rappelle que l'épopée africaine de la France libre débuta à Douala. Ayant traversé le Wouri à bord de pirogues menées par des marins Calabars, originaires du Nigeria, l'indépendant colonel débarqua, assomma quelques douaniers, puis remonta ce qui constituait la principale artère de la ville, se chargea de convaincre le délégué du gouvernement de rallier le territoire au général de Gaulle. La ville ayant été neutralisée en une nuit, Leclerc emmenait avec lui, dès le lendemain, quelques tirailleurs et montait à Yaoundé par la voie ferrée reliant les deux villes. Ainsi débutait l'aventure qui, par Bir-Hakeim et Kuf-Kuf, allait s'achever à Strasbourg et à Berchtesgaden. Encore vivace, le souvenir de la France ne se limite pourtant pas à celui du général. Au demeurant, beaucoup d'indigènes apprécieraient médiocrement l'« effort de guerre » auquel ils furent alors « conviés » plus ou moins volontairement.

La grande majorité des bâtiments publics, l'ordonnement général de la ville, l'essor du port, qui est le cinquième en importance de toute la côte occidentale, sont contemporains de l'« époque française ». L'hôpital La Quintinie rappelle l'œuvre médicale du capitaine, chirurgien réputé, qui, durant la dernière guerre mondiale, sauva ici la vie de milliers de blessés français ou alliés. Le collège Lieberman, l'école Jean-de-Bosco, les écoles et lycées techniques protestants, soulignent l'importance essentielle prise par les missions dans l'enseignement. La cathédrale orthodoxe témoigne de la vitalité de la colonie grecque qui vit ici, presque exclusivement composée de petits commerçants.

En même temps que s'affirmait le développement économique de Douala, prenait naissance un nouveau et puissant mouvement contestataire, dont est directement issu le nationalisme camerounais. La capitale économique du territoire, dont Yaoundé n'était que la capitale administrative, fut, dès 1922, le cadre de revendications autochtones précises, dont les initiateurs furent des prédicateurs baptistes. Quatre années plus tard, les Doualas tentèrent de porter devant la Société des Nations, à Genève, la question des expropriations qui les avaient déjà opposés aux Allemands. En 1931, le Guyanais Vincent Ganyu réunit autour de lui quelques nationalistes qui critiquaient le système colonial. L'année suivante, eurent lieu des émeutes provoquées par des femmes, qui protestaient contre l'établissement de nouvelles taxes sur les marchés.

A la veille de la deuxième guerre, naquit, à

(1) De 1884 à 1896, Kamerun ou Kamerun-Stadt désignait la seule ville de Douala, et non pas le territoire.
(2) J.-B. Brunsch, Les traités camerounais, in Etudes camerounaises, numéro de mars 1953.
(3) Raymond de Labrie, Du Cameroun au Tchad par le désert de Libye, Chasses au Tchad, Flammarion, Paris, 1934, page 10.
(4) Emmanuelle Cédric, Nos frères noirs, Cameroun-Dahomey, Slatkine, 1953.
(5) In Journal of a trip to and from, and residence in the river Cameroons, on board the cutter Huxford, W.B. Hardy, master during the months of March, April and May 1884.

Douala, la Jeunesse camerounaise française, à l'initiative de quelques personnalités, dont M. Soppo Friso, le plus puissant des hommes d'affaires locaux, qui a, aujourd'hui, cessé toute forme d'action politique. Les membres de la JEUCAF, après avoir vainement exigé, comme devait le faire Ferhat Abbas en Algérie, l'assimilation réelle des indigènes, militèrent alors en faveur de l'autonomie, puis de l'indépendance. En septembre 1945, des grèves paralysèrent Douala, mais, durement réprimées, firent neuf morts et vingt blessés. En mai 1946, alors que M. Roland Fré était haut commissaire à Yaoundé, de violents désordres marquèrent le début de la rébellion suscitée par le parti révolutionnaire de l'Union des populations du Cameroun (U.P.C.), immédiatement dissous.

Le 31 décembre 1959, la veille de la proclamation de l'indépendance du pays, les quartiers périphériques étaient le cadre d'émeutes provoquées par les adversaires du président Ahidjo. Actuellement encore, Douala reste le refuge des opposants, par tradition d'abord, mais aussi parce qu'on y échappe plus facilement qu'à Yaoundé aux recherches des services de sécurité. Tracts, opuscules révolutionnaires imprimés en Europe, circulent aisément ici, sous le manteau, sans que subsiste aucune trace de présence administrative ou militaire française. Certes, lorsque le gouvernement français entretenait un important corps expéditionnaire au Tchad, c'est par Douala que transitait le matériel destiné à lutter contre la rébellion tchadienne. Aujourd'hui encore, c'est ici que font escale les Nord-2601 qui ramènent sur Libreville l'armement et l'équipement rapatriés des anciennes bases de N'Djamena et de Sahr. Mais l'armée française ne dispose d'aucun établissement fixe au Cameroun.

A Douala, le problème, c'est de faire du chiffre, alors qu'à Yaoundé chacun ne se préoccupe que de surveiller son voisin. Ici, c'est le business. Là-bas, c'est la diplomatie. nous a dit un amateur de la place. « Ville d'argent », à une échelle plus modeste qu'Abidjan, Douala attire, en cette période de reprise économique, de nombreux hommes d'affaires allemands et italiens, français et grecs, sans compter... les Bamilekés, ethnies originaires de l'ouest du pays. Très doués pour le commerce, ayant parfaitement assimilé les méthodes occidentales, après au gain, durs à la peine, souvent comparés aux Ibos du Nigeria, les Bamilekés submergent littéralement la capitale économique du Cameroun, qui a cessé d'être une ville douala. Il est vrai que 90 % des échanges extérieurs du pays transigent par ce point. Dès lors, peu importe aux Bamilekés que le climat local soit beaucoup moins clément que celui de leurs collines natales, aux confins du Nigeria.

SITUÉE à 26 kilomètres en amont du début du canal du Wouri, Douala dessert un immense arrière-pays, qui comprend le Tchad, la République Centrafricaine, et même une partie du Gabon. Cacao, bananes, café, bois, aluminium en lingots, quittent le Cameroun tandis qu'y arrivent hydrocarbures, produits manufacturés, denrées alimentaires. Mille à mille deux cents

navires touchent ici chaque année, en majorité français ou allemands. Autour du « Beach » grouille le sous-prolétariat des dockers et des prostituées.

Chaque matin, les banlieues lointaines de New-Bell ou de Bonabéri vomissent vers les « Beach » leur flot de « grues humaines », dockers, manutentionnaires, petits employés, sans emploi, par milliers. Quittant leurs bidonvilles de Nylon, de Madagascar, de Nkol-Onon, qui n'ont rien à envier à ceux de Champigny ou de Nanterre, ils traversent les quartiers chics, tels que la cité des Hydrocarbures ou Bonapriso, à la recherche de travail. « Temporaires à vie », mal payés en dépit de l'esclavage des heures supplémentaires, ils constituent une masse de manœuvre dangereuse pour tout pouvoir établi. C'est là, en effet, que fermentent les idées de révolte contre les « crous piastés » et les « gros ventres » dénoncés par ceux qui triment sous la pluie en chrs jaunes et en sandales de plastique, rêvant de bouleversements sociaux qui leur permettraient d'échapper à leurs cases de « kalabot » (terre tassée) et à leurs toits de nattes pour émigrer vers le confort et l'aisance.

Livrés à l'exploitation de propriétaires sans scrupules, car la jungle de l'immobilier est particulièrement féroce, ne parvenant pas à trouver des emplois stables satisfaisants, certains habitants de Douala vivent de petits trafics, de fraudes, de contrebande, de vol. La délinquance et la prostitution prospèrent sur le terrain des quartiers miséreux.

COMME l'habileté des gens de Douala au commerce, comme leur goût de la contestation aussi, la beauté de leurs femmes est depuis fort longtemps reconnue, et louée. Qu'on en juge par ce texte de Richard Mather Jackson, chirurgien de la marine britannique, qui relâcha dans l'estuaire du Wouri en 1826 : « Quant à leur tête et à leur cou, si on fait abstraction de leur teint sombre, elles pourraient concourir avec bien des beautés de notre Angleterre, car elles ont le front haut et imposant, les yeux brillants et expressifs, les lèvres point trop épaisses, et les dents qui rivalisent avec les perles en blanc et avec les dents en pol et en douceur (5). » A peu près unanimes sur ce point, les anciens voyageurs sont en revanche profondément divisés lorsqu'ils parlent de l'anthropologie des Doualas. Proclamée par les uns, elle est vigoureusement niée par les autres, notamment par Rogozinski qui, en décembre 1884, fit l'ascension du mont Cameroun, dont les 4000 mètres dominent le Wouri. Cet ancien cadet de l'école navale de Saint-Florent-bourg, devenu planteur à Fernando-Po, mourut à Paris en 1896, où il rapporta le significatif sobriquet de « Rogue-gin-and-whisky ». Mais si l'habitant de Douala reste toujours prompt à la raillerie et à la contestation, il admet lui-même d'être rallié et contesté et le goût des controverses reste l'une de ses qualités majeures. C'est pourquoi cette question de l'anthropologie rituelle, devenue bien mineure depuis des années déjà, est destinée à demeurer longtemps encore sans réponse satisfaisante.

PHILIPPE DEGRAENE.



change de la compensation suivante : « Soixante ustils, cent pièces de toile, deux barils de poudre, une tonne de rhum, un uniforme éclairé avec épaulettes, un sabre (2) ». D'autre part, en 1866, avait été installée ici une Cour de Ekuibi, sorte de tribunal destiné à connaître des litiges entre les commerçants anglais et leurs partenaires africains.

A l'investigation de quelques émissaires britanniques, les habitants de Douala tentèrent bien de se soustraire presque immédiatement au joug sous lequel ils s'étaient eux-mêmes placés. Pendant la fameuse conférence de Berlin qui, au cours des années 1884 et 1885 devait, en délimitant les zones d'influence européenne, fixer les frontières de l'Afrique contemporaine, des phobes Doualas attachèrent une patrouille allemande, munie de leurs officiers, des soldats et un commerçant nommé Hammer, dont ils précipitèrent le cadavre dans le Wouri, à Bonabéri, sur la rive septentrionale du fleuve. A titre de représailles, l'amiral Knorr rasa l'emplacement de Bonabéri à coups de canon. Le 15 décembre 1884, tandis qu'une compagnie de débarquement achevait ce « travail ».

Les rapports peu amènes entre Allemands et autochtones ne devaient pas se limiter à ce seul « incident ». En effet, les heurts se multiplièrent, dès les dernières années du dix-neuvième siècle, entre les commerçants allemands et la bourgeoisie douala, qui servait d'intermédiaire entre les navigateurs étrangers et les populations de l'intérieur.

La population eut à faire face, de 1895 à 1907, à l'hostilité personnelle du gouverneur Jesso von Puttkammer, qui n'hésitait pas à employer à leur égard les termes les plus durs, allant jusqu'à les qualifier de « ruses », et dénonçant constamment « qu'il appelait leur « duplicité totale ». Joignant l'action au verbe, il les « gratifia » d'une taxe sur es chiens, en violation des traités passés, et créa leur intention un impôt spécial de capitation destiné à annihiler leur esprit d'indépendance.

Paradoxalement, alors que, dès 1911, des autochtones enseignaient la langue douala à l'université de Hambourg, et tandis que quelques jeunes princes locaux suivaient les cours des Prytanées militaires impériales, la répression s'abaissait sur une ville, en pleine expansion économique. Capitale de 1884 à 1901, puis momentanément déposée du profit de Ewea jusqu'en 1909, Douala atteignait déjà 20 000 habitants en 1897, puis plus de 100 000 à la veille de la première guerre mondiale. Mais, dès 1894, le roi Bell Manga Ndombe était exilé au Togo et son père déporté dans l'intérieur du pays. La loi Akwa subissait un sort analogue et devait mourir à Campo en 1916 tandis que son fils Ludwig, avait été fusillé, deux ans plus tôt, à Ngoundere.

Le point culminant de cette crise des rapports entre les colonisateurs allemands et leurs sujets doualas est sans doute la pendaison, le 1 août 1914, du roi Rudolf Douala Manga Bell. Résolu à s'approprier le plateau de Jos, où ils

elf serepca

SOCIETE ELF DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATION DES PETROLES DU CAMEROUN
17 Boulevard de la Liberté - Douala

Documents établis par M. GILBERT ANDRÉ TCHOUNGUI, ministre de l'Agriculture de la République Unie du Cameroun

LA RÉVOLUTION VERTE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, les pouvoirs publics ont déployé de grands efforts pour développer et moderniser la production rurale considérée, à juste titre, comme la base de l'économie nationale et un des facteurs essentiels de notre stratégie de croissance.

Malgré les difficultés inhérentes à l'agriculture, il apparaît aujourd'hui que notre politique agricole a porté ses fruits : la production agricole reste soutenue, les structures nouvelles d'intervention sont en place, la formation des hommes se poursuit, bref, le développement du monde rural devient chaque jour davantage une réalité.

Ces résultats, quoique appréciables, demeurent en deçà des potentialités réelles de notre agriculture, qui a connu un démarrage difficile dû aux problèmes que le pays a rencontrés à l'aube de son indépendance et qui ont paralysé les principales régions productrices du pays.

C'est dire que l'agriculture camerounaise n'a pas encore atteint son régime de croisière, celui où toutes les ressources et toutes les énergies disponibles sont mobilisées en permanence en vue de l'exploitation rationnelle du sol de la patrie.

C'est dans ce contexte que le chef de l'Etat a lancé à Bessé, en mars 1973, le mot d'ordre de la « révolution verte » qui apparaît d'emblée comme l'instrument essentiel, le « fer de lance » de la politique du gouvernement visant à l'accroissement de la production rurale et animale ; à l'amélioration des revenus et des conditions de vie du paysan ; et à une participation plus active de ce dernier à l'effort national de développement.

Cette « révolution verte » se fonde avant tout sur une prise de conscience de la place et du rôle de l'agriculture et de l'élevage dans le processus de développement économique et social de notre pays.

Jamais, en effet, la place de l'agriculture dans notre stratégie de croissance n'a paru aussi primordiale depuis la mise en œuvre de la « révolution verte », puisque quatre Camerounais sur cinq se consacrent à l'agriculture, qui représente en valeur 48 % du produit intérieur brut et plus de 70 % de nos exportations.

Notre agriculture est également la base de l'alimentation de nos populations

et couvre, à l'heure actuelle, les besoins de la consommation nationale ; c'est encore l'agriculture qui fournit les matières premières indispensables à l'approvisionnement de la plupart de nos industries de transformation.

Dès lors, le secteur agricole est de toute évidence le premier secteur économique du pays et la première des priorités dans notre stratégie de croissance et de développement. Dans ces conditions, la « révolution verte » appelle une véritable reconversion des mentalités :

— De la part des techniciens agricoles qui doivent se sentir mobilisés dans l'encadrement adéquat de plus d'un million d'exploitants agricoles ;

— De la part des agriculteurs eux-mêmes. Producteurs à part entière, ils doivent constamment avoir à l'esprit que l'agriculture ne peut être rentable que si sa productivité s'améliore grâce à l'adoption de techniques culturales modernes, l'utilisation de variétés améliorées, l'élargissement des terres mises en culture, le recours au crédit agricole, l'organisation de la collecte et de la vente des produits agricoles par le biais des coopératives, etc. ;

— De la part de l'opinion publique, qui doit se persuader de la promotion économique et sociale que procure l'activité agricole bien menée et du capital inestimable que représente la terre.

Le succès de cette « révolution verte » implique la suppression des divers guillets d'étranglement qui entravent encore l'essor général de notre agriculture, en particulier dans le secteur traditionnel.

Dans ce secteur, qui est de loin le plus important puisqu'il représente, à l'heure actuelle, 85 % des superficies cultivées et intéresse la quasi-totalité des cultures vivrières, les productions de cacao, de coton, d'arachide et la plus grande partie de la production de café, un effort accru est porté notamment sur l'encadrement des agriculteurs, leur approvisionnement en produits de traitement et en matériels agricoles, la vulgarisation des résultats de la recherche agronomique, le crédit agricole.

Cet effort tendra donc à former davantage de cadres dans nos écoles, à envoyer le maximum de techniciens sur le terrain, à suivre et à contrôler, de façon régulière, leurs activités.

La réalisation des objectifs de la « révolution verte » exige aussi la mise en place de structures adéquates de production et de financement.

C'est la raison d'être des sociétés et missions de développement qui sont propices à l'émergence d'un secteur moderne de production.

La culture de l'hévéa, de la canne à sucre, du tabac, du riz, du blé, la quasi-totalité de la bananeraie d'exportation, une grande partie de la palmeraie et de la caféière, sont ainsi prises en charge par des sociétés de développement :

— HEVOCAM (Société de développement de l'hévéa du Cameroun) vient de démarrer la mise en place de 15 000 ha d'hévéa dans la région de Kribi ;

— La SOSUCAM (Société sucrière du Cameroun), premier complexe agro-industriel de sucre, a atteint sa vitesse de croisière avec une production de 25 000 à 30 000 tonnes de sucre ; l'objectif du gouvernement étant de produire 100 000 tonnes de sucre, pour faire face aux besoins de consommation nationale, il a été créé la CAMSUCO (Cameroun Sugar Company) dont la production dans une première phase doit atteindre 50 000 tonnes de sucre, puis 80 000 tonnes en régime de croisière ;

— La S.C.T. (Société camerounaise de tabac) encadre efficacement 10 000 producteurs de tabac de cape de la province de Yaoundé ; la production de tabac de cape du Cameroun, particulièrement recherchée dans le monde, oscille entre 2 000 et 2 500 tonnes par an ;

— La SODEBLE (Société de développement du blé), de création récente, a reçu pour mission de mettre en place, sur le plateau de l'Adamaoua (1 400 m d'altitude), un complexe agro-industriel de blé couvrant 5 000 à 10 000 ha en vue de faire face à long terme à la consommation nationale de farine de blé en pleine expansion (80 000 tonnes) ;

— L'O.C.B. (Organisation camerounaise de la banane) assume la responsabilité de redresser la production bananière du Cameroun depuis 1969. Cette production a atteint 75 000 tonnes en 1975, et l'objectif de 1980 se situe au-delà de 100 000 tonnes ;

— La SEMRY (Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yaoundé), avec une production de 18 000 tonnes de riz en 1975/1976, a largement dépassé les prévisions initiales qui avaient prévu au démarrage du projet ; la SEMRY, qui couvre plus de 4 000 ha entièrement aménagés, est considérée à juste titre comme le projet rizicole pilote du Cameroun ;

— La SOCAPALM (Société camerounaise de palmiers) contribue à la mise en place du plan palmier : 13 000 ha ont déjà été réalisés à Mbongo, Essaka et Didombari ; un nouveau bloc agro-industriel (Kienke) est en cours de négociation en même temps que la société se préoccupe de la réalisation de plantations villageoises autour de blocs industriels ;

— La C.D.C. (Cameroun Development Corporation) porte ses activités non seulement sur le palmier à huile (10 000 ha), mais encore sur le bananier, l'hévéa, le théier, le piment et le cacaoyer.

La C.D.C. a bénéficié d'un volume de financement

de 15 milliards de francs C.F.A., et cette entreprise qui utilise 14 000 employés est la plus importante des sociétés agricoles de l'Afrique centrale.

— La SODECAO (Société de développement du cacao) marque la volonté du gouvernement de développer de façon particulière le secteur cacaoyer qui représente, à lui seul, plus de tiers des exportations du pays.

L'action de la SODECAO doit intéresser dans une première phase 30 000 planteurs disséminés sur 50 000 hectares.

— La SODECOTON (Société de développement du coton) est chargée de promouvoir la production de coton dans la province du Nord.

Malgré la sécheresse qui a sévi dans cette région, l'objectif de production de 100 000 tonnes sera probablement atteint vers 1980.

Il en est de même des structures qui ont été créées pour stimuler la production vivrière.

C'est le cas de la MIDEVIV (Mission de développement des cultures vivrières, maraichères et fruitières) à qui a été confiée la charge de promouvoir le développement du secteur vivrier en vue d'assurer l'approvisionnement régulier des centres urbains.

L'opération « ceintures vertes », par la mise en place de plantations de bananiers plantains et la création de champs semenciers autour de Yaoundé, est une des premières réalisations de cette mission dont le champ d'action s'étend progressivement aux autres productions vivrières, maraichères et fruitières pour desservir les autres grandes agglomérations.

C'est le cas de l'Office céréalière, dans la province du Nord, soumise aux aléas climatiques, dont l'objectif est d'assurer régulièrement un approvisionnement constant en mils et sorghos des populations et d'éviter aussi une spéculation sur ces produits, grâce à un stockage régulateur.

Enfin, l'un des piliers essentiels de la « révolution verte » est l'organisation coopérative des producteurs.

La mise en place de coopératives agricoles bien conçues et bien gérées est de nature à rationaliser les opérations de collecte et de vente des produits agricoles, de manière à assurer une meilleure rémunération des efforts du paysan et à améliorer ses conditions d'existence. De plus, les organismes coopératifs constituent un cadre approprié pour la diffusion et le remboursement du crédit agricole.

Déjà, l'UCCAO (Union des coopératives de café arabica de l'Ouest) d'une part, la B.C.A. (Bananda Cooperative Association) d'autre part, en regroupant plus de 100 000 producteurs de café des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest, jouent un rôle de premier plan dans l'économie caféière.

Le CENADECO (Centre national de développement des entreprises coopératives) mène avec succès des expériences-pilotes dans les provinces du Centre-Sud et du Nord-Ouest, de la même manière que les SOCOOPED (Société coopérative d'épargne et de développement) ont pris en charge la commercialisation des grands produits de base en zone rurale.

La « révolution verte » suppose non seulement la

mise en place de structures de production adéquates dont il a été fait état, mais aussi une structure appropriée de financement qui doit être adaptée aux conditions de vie du monde rural.

C'est l'objet du Fonds national de développement rural (FONADIER), créé en 1973 et chargé de la diffusion du crédit agricole et de la gestion des fonds mis à sa disposition par le gouvernement pour la réalisation d'actions spécifiques en milieu rural.

En matière forestière, un triple objectif a été fixé dans le cadre de la « révolution verte » :

— Augmentation de la production forestière et transformation d'une grande partie de celle-ci dans les usines locales ;

— Régénération forestière ;

— Aménagement et protection de la faune.

La forêt est en effet la principale ressource naturelle du pays. Elle couvre environ 20 millions d'hectares. Le bois occupe aujourd'hui le troisième rang en valeur après le cacao et le café et le premier rang en tonnage des exportations du Cameroun.

La programmation de l'exploitation forestière prévoit à partir de 1980 une production de plus de 2 millions de m³ par an dont 60 % au moins seront transformés localement.

Pour atteindre cet objectif, il est prévu :

— L'installation d'une industrie de pâte à papier à Edéa ;

— De nouvelles unités de sciage, déroulage et tranchage (SOFIBEL, ECAM placage, etc.) ;

— La construction d'un axe lourd pour l'évacuation des bois (Yokadouma - Kribi - Campo).

Par ailleurs, des études sont en cours avec la participation des communautés européennes et des industries européennes pour la promotion commerciale des essences forestières encore peu connues ou pas encore exploitées.

Mais l'exploitation forestière doit aller de pair — cela va de soi — avec la régénération de la forêt. A cet effet, un Fonds national forestier et piscicole, alimenté par les taxes et redevances forestières, a été créé pour financer les travaux d'enrichissement, de régénération et de reboisement. Ce Fonds permet la régénération de plus de 1 000 ha en moyenne par an, chiffre qui sera doublé vers 1980. Il finance également des programmes de développement de la pisciculture et la pêche continentale.

La protection et la conservation des ressources naturelles et notamment l'aménagement des parcs nationaux, des zones existantes et des réserves de faune constituent le troisième volet de notre politique forestière. Ce choix découle de la richesse et de la variété exceptionnelle de la faune camerounaise qui, bien aménagée, peut apporter un appoint de valeur à l'économie nationale.

Il existe actuellement cinq parcs nationaux et six réserves de faune représentant au total 4 % du territoire national. Trois autres projets sont en cours et permettront non seulement de porter ce taux à 5 %, le plus élevé en Afrique francophone, mais surtout d'obtenir une répartition harmonieuse des aires protégées sur l'ensemble du pays.

En conclusion, la modernisation indispensable du secteur rural appelle de profondes mutations sur le triple plan humain, technique et économique.

Notre conviction est que la mise en œuvre de cette « révolution verte » est l'élément moteur d'une politique agricole dont l'objectif à terme est l'exploitation rationnelle des ressources naturelles du Cameroun pour le bien-être de ses populations.

هنا من النيل

JUSTICE

Écroué avec deux autres personnes

Un médecin de Toulouse est accusé d'être à l'origine du meurtre d'un journaliste

De notre correspondant

Toulouse. — Un médecin toulousain, un des personnalités les plus importantes de Toulouse, est accusé d'être à l'origine du meurtre de M. René Trouvé, correspondant de l'hebdomadaire le Meilleur, tué le 19 février dernier d'une balle de pistolet 7,65 dans la tête de M. Trouvé le 22-23 février.

Le docteur Claude Brague, cinquante-six ans, marié, père de deux enfants, spécialiste otorhino-laryngologiste, de réputation européenne, conseil de Monaco depuis vingt ans, ancien responsable départemental du C.D.R., ami de Georges Pompidou dont il fut le condisciple à Abbi, président, en 1963, de son comité de soutien lors de sa candidature aux élections présidentielles, aurait demandé à deux hommes de main, Christian Portay, vingt-six ans, représentant de commerce, et José Picard, vingt-cinq ans, sans profession, d'assassiner René Trouvé.

Tuer ou corriger ? Pour Christian Portay et José Picard, le docteur Brague leur a ordonné de tuer René Trouvé. La preuve, selon eux, le médecin leur a non seulement promis une somme de 20 000 F — qu'ils n'ont jamais touchée par la suite, mais leur a remis le pistolet Beretta 7,65 avec lequel ils ont tué le correspondant du Meilleur.

Pour le docteur Brague, il ne s'agissait que de donner une leçon, une sévère correction à René Trouvé, qui, dans un article intitulé « L'extraordinaire conseil de Monaco règne sur Toulouse », avait attaqué avec virulence le médecin toulousain.

Le 19 février dernier, à 14 heures, René Trouvé, cin-

quante-deux ans, dont les articles dans le Meilleur lui avaient valu de nombreuses intrusions, rentra à son domicile, 33, rue Bayard, lorsque deux hommes se jetèrent sur lui devant la porte blindée de son bureau ; ils le frappèrent, et un coup de feu claqua.

L'enquête de la police judiciaire débuta pendant quatre mois et demi. « Nous n'avons pas une piste, nous en avons mille », déclara volontiers les policiers. Puis, au début du mois de juillet, la déclaration d'un repris de justice permit d'identifier un des assassins, Christian Portay.

A l'appel de ses dires, cet homme présenta une lettre manuscrite, écrite par Christian Portay et destinée au ministre de l'Intérieur, dans laquelle il s'accusait du crime de René Trouvé. Il accusait le Dr Brague d'être l'instigateur de ce meurtre. On apprit quelques jours plus tard que cette lettre avait été écrite effectivement par Christian Portay, sous la menace, car le repris de justice voulait toucher la somme de 50 000 F promise par l'hebdomadaire le Meilleur à celui qui découvrirait l'assassin de son correspondant toulousain.

Appréhendé, le 7 juillet, à la frontière franco-espagnole, car depuis le 20 février il vivait à Cadix (Espagne), Christian Portay fut entendu pendant quarante-huit heures par les policiers toulousains. Il revint sur ses aveux, se contredit, s'embrouilla, se défendit, mais finalement fut relâché le 10 juillet.

Mais les policiers, eux, ne relâchaient pas leur surveillance, et peu avant le 14 juillet Christian Portay et José Picard furent appréhendés à Toulouse. Ils passèrent immédiatement aux aveux et reconnurent être les auteurs de l'assassinat de René Trouvé.

Christian Portay admit qu'il avait tiré.

Leurs déclarations permirent aux policiers toulousains d'appréhender, le 14 juillet, vers 11 heures à son domicile, le Dr Claude Brague, ce citoyen au-dessus de tout soupçon qui, inculpé de complicité d'assassinat, a été écroué, vendredi soir 16 juillet, à la prison de Toulouse.

AUCUNE IDENTIFICATION. DU CADAVRE DÉCOUVERT A TRAVES N'EST ENCORE POSSIBLE

Aucune identification n'a été possible après l'autopsie pratiquée le 16 juillet, à Vesoul, sur les restes du corps découvert le 14 juillet, à Traves, dans les débris de la maison de l'ancien colonel SS Joachim Peiper (le Monde des 16 et 17 juillet). Dans un communiqué, M. Robert F. n'ietz, substitut du procureur de la République, a indiqué qu'« il avait été procédé à l'examen du corps, complété par des examens radiologiques, mais que l'état du cadavre, carbonisé à un haut degré, n'a pas permis aux experts de se prononcer sur son identité ». « Ce cadavre, a-t-il poursuivi, ont pratiqué toutes les méthodes jugées utiles. Il reste maintenant à attendre le résultat de longues et minutieuses analyses, qui seront confrontées aux renseignements anatomiques et physiologiques recueillis sur la personne de M. Peiper. » Les experts devront notamment vérifier si l'on retrouve sur le corps des prothèses dentaires et des lésions osseuses causées par des blessures de guerre.

D'autre part, faisant allusion à plusieurs actions menées par la fédération du parti communiste de Haute-Saône, à la fin du mois de juin dernier, dénonçant la présence de l'ancien colonel SS à Traves et vis d'obtenir son expulsion, les fédérations départementales de l'U.D.R. et des républicains indépendants ont dénoncé dans un communiqué l'attitude du parti communiste, « qui assène, disent-elles, dans l'affaire Peiper, une lourde responsabilité par la campagne d'accusation et de provocation qu'il a déclenchée ».

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - Salle climatisée

GUERRE CONJUGALE

de JOAQUIM PEDRO DE ANDRADE



Nouvel Observateur : « Machiavel était un film bête et machiavelisme une planche de Wolinsky. Ce film est encore pire, donc meilleur. » M. Grisolia

Le Monde : « Conscience sangnante, baroque, surréaliste, elle est délicate, angélique, attendrie. » J. de Baroncelli

COMMUNIQUÉ DE LA SOCIÉTÉ DES EAUX DE VOLVIC

La Sté Volvic reçoit depuis ces dernières semaines un afflux de commandes très supérieur aux possibilités de mise en bouteilles et de livraisons.

Certaines dispositions viennent de permettre d'accroître les expéditions. Malheureusement, les ruptures d'approvisionnement ne peuvent être toutes évitées.

La Sté Volvic regrette que ses efforts ne puissent suffire dans l'immédiat à satisfaire la fidélité de sa clientèle. Elle la remercie de sa compréhension, et l'assure qu'elle continue à tout mettre en œuvre pour maintenir les livraisons au maximum.

ARTS ET SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : Opéra (sam. 19 h. 30).

Les salles municipales

Nouveau Carré : Cirque Grus (sam. 19 h. 30 et dim. 15 h. 30) ; Grand Théâtre : Afrique noire (sam. 21 h. et dim. 15 h. dernière).

Les autres salles

Comédie Caennaise : Boule-Boule (sam. 21 h. 10 ; dim. 15 h. 10 et 21 h. 10).

Comédie Caennaise : Les Champs-Élysées : A vos souhaits (sam. 20 h. 45, dernière).

Coupe-Chen : Je m'imagine pas un peu (sam. 20 h. 45).

Danovon : Monsieur Masure (sam. 21 h. ; dim. 15 h. et 21 h.).

Gallia-Montparnasse : Ne rentez jamais d'une femme qui tombe (sam. 21 h.).

Hubert : Les Cantaristes Chavre ; la Leçon (sam. 20 h. 45).

La Bruyère : Mangeront-ils ? (sam. 21 h.).

Montparnasse : Même neure l'année prochaine (sam. 20 h. 30, dernière).

Palais des congrès : Fin de partie (sam. 21 h.).

Théâtre : Pinok et Matzo (sam. 21 h.).

Théâtre d'Édgar : Othello à l'honneur (sam. 20 h. 30).

Théâtre du Marais : Histoire d'amour (sam. 21 h.).

Théâtre d'Orsay : Le Baladin du monde occidental (sam. 20 h. 30).

Théâtre de la Ville : Rosemercia et Guidermann sont morts (sam. 20 h. 30).

Théâtre Présent : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Théâtre de la Ville : Ta vie via (sam. 20 h. 30, dernière).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 17-Dimanche 18 juillet

Festival estival

Bateau-Musique : Quintette Guy

Touvron (sam. et dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier : Libre parcours

Théâtre Radio-France, New American

Théâtre Récamier (sam. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

Théâtre Récamier (dim. 18 h. 30).

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03	L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Offres d'emploi "Placards encadrés"			Achat-Vente-Location	26,00	37,36
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37	EXCLUSIVITES		
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18	L'AGENDA DU MONDE	32,00	37,19
CAPITAUX OU			(chaque mercredi et chaque vendredi)		
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89			

offres d'emploi offres d'emploi

Directeur d'Exploitation

pour nouveau service container
sur Lignes Maritimes Courtes.

L'expansion de Bell Lines, depuis plus de dix ans, lui a permis d'occuper une place prépondérante sur le marché Européen du transport porte à porte par container entièrement intégré. Les activités de la compagnie s'exercent entre le Continent, la Grande Bretagne et l'Irlande.

Nous projetons de construire en France un port terminal exclusif d'un coût de plusieurs millions de francs, pour être relié aux autres terminaux semblables de notre compagnie aux Pays Bas, en Grande Bretagne et en Irlande.

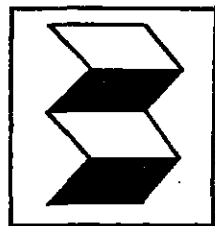
Pour cet important développement nous recherchons un directeur dynamique et compétent qui puisse mettre en place une nouvelle équipe qui devra atteindre les très fortes qualités d'engagement et les hautes performances existant déjà dans les autres établissements de la compagnie.

Une expérience dans le domaine du transport en France est absolument nécessaire, et la connaissance du transport international est un avantage. Des connaissances techniques seraient fort utiles. Parler l'anglais couramment est indispensable.

Le salaire correspondra aux exigences et au niveau du poste. La Compagnie offre également d'autres avantages substantiels.

Veillez écrire, en anglais, donnant des détails sur votre carrière, à:

P. G. Mertens, Operations Manager Continent,



Bell Lines

Bell Lines,
c/o Stock Express,
36/38 Rue de Morvan,
94 533 Rungis.

Une totale discrétion est assurée.

IMPORTANT CABINET EXPERTISE COMPTABLE

CHEF DE MISSION CONFIRMÉ

Pour missions longues durée à l'étranger.
Niveau diplôme Expertise Comptable.
Anglais courant indispensable.
Rémunération de l'ordre de 90 000 F
+ indemnités d'éloignement + frais de séjour.
Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo
et C.V. à:
Daniel ABEGG et Yves GALTIER,
Fiduciaire de France,
8, rue Bellini, 75782 PARIS CEDEX 16.

demandes d'emploi

INGÉNIEUR CIVIL
26 a., cat. nat. 1^{re} cat. B. Sc.
et M. Sc. univ. amér. spécial.
maîtr. : béton armé bois et fon-
dations. 2 a. exp. stud. et sur-
veill. chantiers. Réside en C.É.R.
cherche poste Afric. de l'Ouest.
Ecrire S.P. 1.228 ABIDJAN.

**DOCTEUR
INGÉNIEUR MECANIQUE**
(Ph. D. Berkeley)
Expér. : 1 an Recherche et
Enseignement curriculum vitae,
désirerait Poste recherche
France ou étranger.
Adr. PLESSIS, Féciers, 44810 HERIC



emploi/régionaux

Société Construction Matériel Electrique
MOTO-VENTILATEUR
400 personnes - Région Lyonnaise
recherche

INGÉNIEUR OU ASSIMILÉ

Ayant quelques années d'expérience pour

DIRECTION SERVICE ORDONNANCEMENT-LANCEMENT

Adresser C.V. et prétentions,
LAMAILLE, 16, rue Sontay,
69693 VILLEURBANNE.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

2^{re} Part. v. d'appt. 5 p. + balc.
+ gar. 93 m², 10 m. r. c. sur
jardin calme, ess. 320.000 F.
Chère indiv. poss. Tél. 772.05.16

VOTRE PLAN OU COMPTE
d'épargne logement
vous permet d'investir
dans du rénové

**INVESTISSEZ
A PARIS**
ds immeubles rénovés à 100 %
PLACEMENT D'AVENIR.
Studio, 2 pces, duplex, 3 pces,
entièrement équipés, tout confort.
Pour investisseurs.
Location, gestion assurées.
Vendeur VRIDAU, 361-25-35.

NOUVEAU PLAN DES FETES
IMM. NEUF, tout conf. 47 m²,
entrée, cuisine, salle de bain,
2 pces, 160.000 F. vue
dégagée, 15-18 h.
samedi, dimanche, lun., 15-18 h.

PARIS 19^e pr. Investissement,
bon rapp. gr. studio, bel. cuis., et bns. nt.
29, 37, r. Basse, 5/6, samedi
et dimanche de 15 à 19 h.

MARAS très bel Immeub.
XVIII^e SIECLE
Rénovation luxueuse. Propriété
vend magnifique 2 p. standing
entièrement aménagé et DUPLEX
avec terrasse, poitr. et cheminées,
colonnes, escalier, etc.
Visites sur place les 18 et 19,
14 h. à 18 h., 21, rue Villedou-
Tremie, ou téléphone 204-11-18,
8 h. à 11 h. et 19 h. 30 à 21 h.

BASTILLE
100 m²
BEAU STUDIO. Entrée, cuisine,
w.c., salle de bain. URGENT.
2.000 F. - 95-78-42

RUE PASSEY
Magnifique
DE 5.000 F. le m²
Luxueux refait neuf.
MOINS
DE 5.000 F. le m²
Avant les vacances. - 326-19-10.

Paris Rive gauche

PTAIRE VEND DIRECTEM.
Ind. 100 m²
IMM. PIERRE DE TAILLE
2 PETITES PIECES, entrée,
cuisine
PRIX INTERIEUR
12, rue des Carmes, 15-18 h.
samedi, dimanche, lun., 15-18 h.

M^e ALEIA
IMM. PIERRE DE T. Tél. 3
PIECES, hall ent. cuis.,
s. de bns. w.c., etc., etc.
4.300 F. le m²
69, rue de la Tombe-Lévy,
samedi, dimanche, lun., 15-18 h.

**locations
non meublées
Demande**

Paris
Associat. élèves Ecole Inge-
n., r. Vézale, Paris 9^e, ch. cham-
bres et studios dans Paris, pro-
ches du Quartier Latin si possib.
Téléph. 327-23-54.

**Immobilier
(information)**
LOCATIONS SANS AGENCE
par « PLURI CONTACTS »
OFFICE DES LOCATAIRES
10, r. de la Michodière, 9^e Odra.
1, rue Ph. Janssens, Versailles.
Frais abonn. 300 F. T. 72-78-73.

villégiatures
Playa-de-Aro, Espagne. Appart.
et stud. à louer s'grande plage,
calme. Tél. 649-92-52 Bruxelles.

maisons individuelles

FOSSES (95)
15 minutes Paris par autoroute,
30 min. Paris par gare du Nord.
La S.C.I. Beauvoisin
vous propose un lotissement

33 MAISONS
traditionnelles de 5 p. et confort
sur terrain hab. 115 m² (cont-
45 m² terrain 6 m).
A prix fermes et définitifs de :
267.000 à 287.200 F
Crest 90 % possible
avec prêt P.T.C.

(Livraison 3^e trimestre 76).
Visites sur place les samedis et
dimanches après-midi, ou ven-
sements par téléphone sur
256-16-49 ou 87-64-87 (apr. 18 h.)
avenue de la Haute-Grive,
95 - FOSSES.

**fonds de
commerce**
A VENDRE CAUSE SANTE
Fonds bar, restaurant, chères,
quartier gare ST-GERMAIN-LEZ-
LILLE. Ecr. Naves Saint-Brieuc, n° 226.

**CINQUIÈME AVENUE
NEW-YORK**
Magasin et Immeuble à vendre
entre Saks et Tiffany. Occu-
pation entière partie du ma-
gasin, idéal pour établissement
de haute couture.
Ecr. n° 630, « le Monde » Pub.,
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8,
ou téléphoner au 316-37-335.

**maisons de
campagne**
Région POUILLEY-SUR-LOIRE
FERMETTE gr. œuvre bon état
sur 2.000 m² env. 95.000 F +
gr. gibier, 400 hectares.
aut. A.F.F. de 25 à 60.000 F.
Téléph. 16 (86) 51-76-15.

villas

CHEVRY 2
Près Gif-sur-Yvette, maison type
Rambouillet II, construction 74,
barfait état, séjour 55 m², cuis.
équipée, 3 ch., 3 s. de bain, 1
w.c., gar. 2 voit. Terr. 950 m².
Libre rapidement. 600.000 F.
Téléph. 012-12-84, matin et soir.

pavillons
VILLEBON-SUR-YVETTE
Partic. v. pavillon 3 ch., sal. à
manger, salon, cuis., s. de bns.
sous-sol + 1 atelier, 550 m² terr.
Téléph. après 18 h. : 974-05-54.

propriétés
Lac de
VAR Saint-Cassien.
1/4 h. de Cannes par autoroute.
Authentique mas provençal, de taille
200 m². H. 200 m², 2 ch., 2 s. de
bain, 1 w.c., 1 p. salon, 1 p. cuisine,
1 p. chambre, 1 p. salle de bain,
1 p. bureau, 1 p. garage, 1 p. piscine.
Libre rapidement. 1.200.000 F.
Tél. 0492-20-10, 194 76-05-94.

fermettes
BORD DE LOIR
BUNGALOW 2 p. cuis., c. toil.
Terrass. sur 2.000 m² planté
vignes, peupliers, 40 m. large
direct. privé sur Grand Loir.
Prix 85.000 F. Agence de
BONNEVILLE (26)
Tél. (15-37) 98-25-32 m. dim.

chasse-pêche
AU NORD DE TOURS
ACTIONS DE CHASSE petit
et gros gibier, 400 hectares.
Téléph. 705-27-45, heures bureau,
ou 705-30-10, après 20 heures.

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

BILLET

L'épi menace-t-il le franc ?

Le glissement du franc s'est très fortement accentué à la veille du week-end, notre monnaie perdant à Paris jusqu'à 2 % au plus fort de la baisse de vendredi, avant de se redresser très légèrement en fin de séance (voir page 28). Le cours du dollar est passé, dans la journée, de 4,80 F à 4,8750 F, après avoir frôlé 4,80 F; celui du Deutschmark est monté de 1,88 F à 1,89 F, le cours de 1,90 F ayant été pratiquement touché.

L'épi sauvera le franc, disent-ils. Ce slogan va-t-il être infirmé par les effets — supputés et parfois amplifiés — de la sécheresse sur le déficit commercial et donc la valeur de la monnaie française? Les cambistes spéculent sur les devises, mais aussi sur la pluie et le beau temps.

La canicule a, en tout cas, accentué sensiblement le déséquilibre des échanges extérieurs, estimés, avant le vague de chaleur, à quelques 5 milliards de francs. Les jeux sont pratiquement faits pour le blé et l'orge : le manque à gagner peut être évalué à 5 milliards de francs pour les exportations de céréales, auxquelles s'ajoutent 500 millions pour les fourrages (le Monde du 2 juillet). Compte tenu d'une augmentation de la facture pétrolière d'environ 600 millions, le coût global se situerait à quelque 2,6 milliards de francs.

Les comptes deviennent plus incertains en ce qui concerne le maïs et la betterave. Une estimation relativement précise ne pourra être effectuée qu'à la fin de juillet. Toutefois une hypothèse pessimiste, en partie liée à la persistance de la vague de chaleur, a été avancée : 1 milliard pour le maïs, 900 millions pour la betterave. Ce qui aboutirait à une note finale dépassant 4 milliards de francs (2,6 + 1,5).

Les experts officiels, qui ont affiné leurs analyses, estiment probable une aggravation du déficit commercial d'environ 3 milliards. Toutefois, font-ils remarquer, ces conséquences ne concerneront pas seulement 1976; les trois cinquièmes du déficit supplémentaire interviendront le second semestre de cette année, le solde s'imputant sur les six premiers mois de 1977. On aboutirait dans ce cas à un coût, pour 1976, voisin de 2 milliards de francs, qui porterait le déficit des échanges extérieurs à 7 milliards. Pour la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, ce déficit est évalué à 8 milliards, la perte d'exportation céréalière étant chiffrée à elle seule à 3 milliards (15 milliards de quintaux pour le blé, 7 millions pour l'orge et 12 pour le maïs).

Pour le ministre du commerce

MICHEL BOYER.

HAUSSE DES CHAUSSURES ET DES BOISSONS-PILOTES

Le prix des boissons pilotes dans la région parisienne augmentera de 15 centimes le petit verre, et non de 10 centimes. Cette révision en hausse est publiée au « Bulletin officiel des services des prix » (B.O.S.P.) du 17 juillet sous forme de rectificatif à l'arrêté paru au B.O.S.P. du 10 juillet (« le Monde » du 14 juillet).

Par ailleurs, le B.O.S.P. fixe, pour le calcul des prix limites de vente au détail des articles chaussants, le coefficient multiplicateur à 2,04. Enfin, pour certains produits fourragers, le prix de vente ne devrait pas dépasser par quintal, hors T.V.A., 70 francs pour les graminées de luzerne déshydratée et 60 francs pour le maïs, plante entière déshydratée.

● LA COMMISSION DE LA C.E.E. a autorisé l'Irlande à maintenir en vigueur jusqu'au 31 décembre les mesures de sauvegarde prises dans le secteur des chaussures. Ces dispositions avaient été autorisées initialement jusqu'au 30 juin.

AGRICULTURE

LA RÉORGANISATION DE LA F.A.O.

EST APPROUVÉE SANS RÉSERVE
PAR LES PAYS INDUSTRIALISÉS

Rome (Reuter, A.F.P.). — Le conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (F.A.O.) a approuvé vendredi 16 juillet, le projet de réorganisation (de 1976 à 1978) de la F.A.O. qui lui avait présenté son nouveau directeur général M. Edouard Saouma. Les pays tels que la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Finlande, qui avaient formulé des réserves craignant une « fragmentation » du système des Nations unies, ont finalement admis de « ranger du côté de la majorité » et n'ont pas demandé de vote.

« Nous pouvons dire que la F.A.O. a été renouvelée dans l'esprit et dans la forme, ce qui constitue un tournant dans l'histoire de l'Organisation », a déclaré M. Saouma en clôture des travaux du conseil. Désormais, la F.A.O. disposera en effet d'un « programme de coopération technique », auquel sont affectés 11 % du budget grâce à une série d'économies sur les réunions, les publications et les études à long terme. Cela permettra la réalisation directe sur le terrain d'opérations de courte durée, un an maximum, de faible ampleur, 250 000 dollars par projet, mais qui permettront des interventions rapides. Le conseil de la F.A.O. a également approuvé une plus grande décentralisation des représentations et une modification de ses relations avec le P.N.U.D. (programme des Nations unies pour le développement) qui est le « banquier » de la F.A.O.

AFFAIRES

La COFAZ s'allie au géant américain des phosphates Agrico

Le rassemblement des forces au sein de l'industrie des engrais, malade de la conjoncture et de

la concurrence étrangère, se poursuit. Après les accords d'association passés récemment entre l'E.M.C. et Gardiner, puis la coopération entre C.D.F.-Chimie et la Générale des engrais, la COFAZ, filiale à 50,50 % de Pierrefitte-Auby et à 33,50 % du groupe Total, vient à son tour de nouer une alliance. Cette fois, le partenaire choisi est américain et il est de poids, s'agissant de la firme Agrico Chemical Company, l'un des plus importants producteurs mondiaux de phosphates et d'engrais, filiale de la « eurochem » du puissant groupe U.S. Williams Companies (Tulsa, Oklahoma).

La COFAZ aura, de ce fait, directement accès aux phosphates d'Agrico. C'est l'un des objectifs visés par l'accord, l'autre étant de permettre à la société américaine de pénétrer plus facilement sur les marchés français et européen en utilisant, en qualité d'associé, le réseau de ventes de la COFAZ.

L'accord est assorti d'un échange de participations. L'opération, dont la réalisation a été soumise à l'agrément des pouvoirs publics français, comportera deux volets :

● Les actionnaires de la COFAZ créeront aux Etats-Unis une compagnie minière à qui Agrico vendra une partie de ses réserves de phosphates situées en Floride; ainsi qu'une part indivise de sa mine de Payne-Creek.

● Pour rémunérer cet apport, Pierrefitte-Auby et le groupe Total céderont à Agrico 40 % des actions de cette société minière, ainsi qu'une partie de leurs titres COFAZ. La firme américaine souscrira, en outre, à une augmentation de capital de COFAZ, de sorte qu'elle possède au total 40 % du nouvel ensemble, Pierrefitte-Auby et Total conservant le contrôle à 60 % de la COFAZ et de la Compagnie minière.

La portée de cet accord est considérable pour la COFAZ. La société française pourra, en effet, se procurer la plus grande partie du phosphate dont elle a besoin (1 million de tonnes par an) et ce au prix extrêmement avantageux de 15 dollars la tonne, elle s'appropriera, jusqu'à présent, elle s'appropriait pour moitié au Sénégal (mines de Taïba) et pour l'autre sur le marché américain; le phosphate lui était facturé respectivement à 38 dollars (rabais compris) et à 38 dollars la tonne. La COFAZ s'assure en même temps la pérennité de ses approvisionnements dans la mesure où les mines de Taïba seront épuisées d'ici cinq à six ans.

C'est la première fois qu'un accord en matière de phosphates est conclu entre une firme française et une firme américaine. La COFAZ (1,22 milliard de francs de chiffre d'affaires), qui, avec 17 % du marché national, se classe au quatrième rang des producteurs français d'engrais derrière la Générale des engrais, l'E.M.C. et C.D.F.-Chimie, — risque de soulever la grogne, peut-être même la colère, de ses rivaux français depuis de ne pas être parvenus à l'amadouer des contacts avaient été pris — mais surtout inquiète de voir arriver un concurrent américain indésirable.

On peut penser que l'idée de s'entendre avec l'adversaire (les phosphates américains concurrencent dangereusement les produits français similaires) a paru à la COFAZ et à ses actionnaires plus séduisante que la solution d'un mariage national bancal et, sans garantie d'approvisionnement à la clé, qui aurait eu pour seul but de réduire à deux les pôles de production en France. L'alliance avec les Américains a semblé aux industriels français le moyen approprié pour prévenir une offensive ultérieure de leur part. — A. D.

لينا من الحجل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
 - Il y a quarante ans, la guerre d'Espagne (II), par Philippe Bourdrel.
2. DIPLOMATIE
3. PROCHE-ORIENT
3. AMERIQUES
4. AFRIQUE
 - MAROC : le secrétaire général de l'istigal est satisfait de la politique d'ouverture du roi.
4. EDUCATION
 - Polémique à l'institut pédagogique de propos d'une revue sur les travailleurs immigrés.
4. DEFENSE
 - La France o-t-elle procédé à un essai nucléaire le 12 juillet ?
4. MEDICINE
4. RELIGION

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 13 A 18

- Au fil de la semaine : Humanisation et bureaucratie, par Pierre Vianou-Ponté.
- La vie aux champs, par Jean Taillemagne.
- Lettre de Panama, par Robert Morvan.
- L'histoire, par Jean-Marie Mayeur.
- RADIO-TELEVISION : quinze jours d'émotions en coulisses pour les Italiens, par Robert Solé.
- Guy Lux s'explique

25. SPORTS
25. JUSTICE
 - A Toulouse : un médecin est accusé d'être à l'origine du meurtre d'un journaliste.
- 26-27. ARTS ET SPECTACLES
 - EXPOSITIONS : le retour de la Biennale de Venise.
27. EQUIPEMENT ET REGIONS
 - QUALITE DE LA VIE : après quinze jours de camping anti-nucléaire à Creys-Malville.
27. PRESSE
28. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
 - BILLET : l'épénemencia-t-il le franc ?
28. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (14 A 16)
- Annouces classées (28) : Aujourd'hui (18) ; Carnet (27) ; Journal officiel (18) ; Météorologie (18) ; Météo croisée (18).

La police ayant fait évacuer l'imprimerie IMRO

LES TROIS QUOTIDIENS DE SEINE-MARITIME N'ONT PU PARAITRE

Les trois journaux Paris-Normandie, Le Havre libre et Le Havre presse — appartenant tous au groupe Hersant — n'ont pas paru samedi 17 juillet, les ouvriers du Livre C.G.T. ayant débrayé pour protester contre l'évacuation de l'imprimerie rouennaise IMRO, vendredi à 6 heures du matin. Les forces de l'ordre ont pénétré sans heurt dans l'entreprise occupée depuis le 28 septembre, mettant à profit une courte absence du piquet de grève.

Face à un cordon d'une trentaine de policiers en képi (d'autres, le casque à la ceinture, sont restés dans les cars), deux cents manifestants environ se sont réunis à l'appel de la C.G.T., vendredi après-midi, dans la rue du Pré-de-la-Bataille.

La fédération française des travailleurs du Livre averti de la décision de lancer un ordre de grève de solidarité le lundi 19 juillet, le comité inter-syndical du Livre parisien a décidé de s'y associer, en observant des « arrêts de travail d'une heure à vingt-quatre heures ».

Après la mort de M. Gilles Olivier, tué par balle au cours d'une opération de police dans la nuit du 9 au 10 juillet, à Saint-Denis, M. Claude Brunet, juge d'instruction au tribunal de Bobigny, a inculpé le 13 juillet M. Jean-Claude Cattau, officier de paix d'homocidie involontaire.

Le numéro du « Monde » daté 17 juillet 1976 a été tiré à 525 056 exemplaires.

A B C D E F G

APRES L'ASCENSION DU VOLCAN EN COMPAGNIE DE M. STIRN

La Soufrière ne constitue plus un danger pour les populations environnantes

déclare M. Haroun Tazieff

Basse-Terre. — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, est arrivé à la Guadeloupe le 15 juillet et a effectué, vendredi 16 juillet, l'ascension du volcan de la Soufrière en compagnie de plusieurs observateurs scientifiques — dont MM. Haroun Tazieff, directeur de recherches

au C.N.R.S., et le professeur Robert Brousse, professeur à l'université de Paris-Sud, — d'un groupe de journalistes et d'une équipe de la marine. Après cette reconnaissance, MM. Tazieff et Brousse ont dit et répété qu'ils considéraient que la Soufrière ne constituait plus un danger pour les populations.

De notre envoyé spécial

L'expédition — car c'en fut une — a duré cinq heures avec des passages parfois délicats et des moments fort pénibles. Elle a, en tout cas, permis de constater d'une part que l'activité du volcan de la Guadeloupe a considérablement décliné depuis le 8 juillet et, d'autre part, que l'événement qui s'est produit ce jour-là était loin d'être insignifiant.

Jeu, 8 juillet, 9 heures du matin à Saint-Claude. Le colonel Arthaud, qui commande la garnison de la Guadeloupe, entend son chauffeur l'appeler. Il sort de son bureau et constate qu'une pluie de cendres commence à tomber blanchissant tout alentour, épaisissant la bouche, irritant les muqueuses. A la C.R.S. voisine, un brigadier, qui scrute à ce moment-là le volcan d'en haut, voit la montagne exploser. Nul bruit cependant, nulle explosion n'ont été entendus.

Dans les secondes qui suivent,

le colonel Arthaud donne l'ordre de mise en place immédiate du dispositif de circulation routière prévu par le plan Orsec. Ce faisant, il sauve vraisemblablement la Guadeloupe de la plus grande panique que l'île risquait de connaître, et peut-être d'un drame.

Quelques instants plus tard, en effet, le ciel s'obscurcit totalement et la pluie de cendres tombe sur la ville et sur les flancs de la Soufrière et, au-dessus des communes proches. Une nuit presque totale s'installe pour près d'une demi-heure, créée par un épais nuage de cendres échappé des flancs du volcan. Un début de panique saisit la ville, que les habitants quittent en toute hâte, se jetant sur les routes, affolés par l'obscurité, l'odeur de soufre et la sensation d'étouffement. De proche en proche la peur gagne

les communes voisines, notamment celle de Basse-Terre (chef-lieu du département), où le préfet a déclenché le plan Orsec avant même que les cendres n'aient commencé à tomber. La Soufrière a recommencé à donner des signes d'activité en juillet 1975.

Mais parce qu'il y a un génie dans chaque carrefour, à chaque point de passage étroit (en particulier sur les trois ponts à voie unique de la région), à chaque embranchement, parce que la circulation est calme, ralentie, dirigée, le pire est évité. Trois heures plus tard, dix mille habitants de Basse-Terre, Saint-Claude et Matouba ont déjà gagné les régions abritées. A la fin de la journée, il seront vingt mille ainsi « déplacés ». Puis trente mille.

Dès que le flux de l'évacuation spontanée est apaisé, on entreprend de transporter les malades des hôpitaux et des cliniques. Les soins sont en effet nombreux à Saint-Claude en raison de la qualité du climat.

Au terme de cette journée, pas un seul accident grave, pas un seul mort n'est à déplorer. Il n'y a eu que des têtes froissées et des camps d'accueil ont été installés un peu partout, dans les écoles.

Les réfugiés sont nourris à partir de ce jour grâce au dispositif des cantines scolaires. On s'installe dans l'attente, et il est temps de connaître les intentions du volcan.

Depuis ce 8 juillet, le volcan semble s'être calmé, ce qui s'est traduit par une atténuation relative de l'activité et la baisse de puissance des fumées.

Toutefois, l'ampleur du phénomène du 8 juillet est attestée par le spectacle qu'offre le sommet du volcan. Une faille s'est ouverte sur une longueur de 100 mètres, le long du flanc du cône terminal et une quinzaine de mètres, dans la zone qui constitue, en fait, d'une succession de cratères, dont certains atteignent plusieurs mètres de largeur, et d'où s'échappent d'énormes jets de vapeur formant des dépôts de soufre. Tout autour, le sol est totalement ravagé : la végétation qui, au 11 et 12, avait recouvert ce versant, a été défoliée et couchée, les arbres ont été arrachés par les matériaux projetés ou brûlés. Des blocs énormes de rochers, d'autres entiers, sont projetés à plusieurs centaines de mètres. Tout a été recouvert d'une épaisse couche de poussière de toutes les grises.

L'important, toutefois, est que tous ces matériaux sont anciens, qu'ils ont été propulsés par une explosion due à l'effacement, dans les rochers, de la source de l'eau dont est imbibé le massif volcanique (par ailleurs fort spongieux). Il ne s'est donc pas agi, on l'a confirmé vendredi, d'un phénomène éruptif à proprement parler, mais d'un simple relâchement de magma et d'émission de lave normale.

En revanche, l'ascension du volcan a permis de découvrir la gravité d'un autre danger imputé par ce genre d'événement : les coulées de boue. Une de ces coulées a eu lieu la semaine dernière à la Soufrière. Le spectacle est impressionnant. Sur 800 mètres de long et près de 2 mètres de hauteur, elle est formée d'un fluide de boue, entraînant des blocs de rochers, des débris de toutes sortes. Le tout a dévalé le flanc qui s'ouvrait devant lui. Cette coulée a entraîné des personnes, des animaux, des véhicules, des tentes, des débris, donne une idée angoissante des dégâts que peut causer une telle masse en mouvement.

Remet à Basse-Terre, chef-lieu du département, M. Olivier Stirn a participé à une réunion du conseil général. Il a encouragé la population à regagner les villes évacuées et il leur a demandé de reprendre le travail. La Guadeloupe ne peut en effet continuer à vivre avec son chef-lieu et plusieurs autres communes désertées ou presque. Déjà Basse-Terre, la capitale de l'île, a vu le volcan, est la plus désertée, celle dont le démarrage économique était le plus aléatoire. Un coup fatal pourrait être porté à l'économie du département si on laissait la population trop longtemps éloignée de ses habitations et de son travail.

Les élus et le secrétaire d'Etat ont aussi étudié les moyens de relancer l'économie de cette région : dans l'immédiat, un certain nombre de travaux vont être lancés de manière que des projets touristiques, des facilités d'emprunt vont être données aux agriculteurs sinistrés par les dépôts de cendres ; des débris seront aussi étudiés dans le paiement des impôts.

M. Olivier Stirn devrait rentrer à Paris dimanche, en fin de matinée.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

POUR S'OPPOSER AUX RABAI

L'administration prend des mesures qui pourraient aller jusqu'à la confiscation de stocks d'essence

Le rabais de 20 centimes sur le litre d'essence et de super-carburant, pratiqué depuis le 18 juillet par tous les centres Leclerc excepté celui de Romans, a été appliqué également par l'hypermarché Bally de Brest. L'initiative de M. Edouard Leclerc pour rabais s'étendrait dans d'autres régions.

Toutefois, comme nous l'indiquons dans nos dernières éditions du 17 juillet, l'administration a aussitôt marqué sa volonté de s'opposer à une action dont M. Leclerc reconnaît qu'elle est « parfaitement légale ». La direction de la concurrence et des prix a indiqué que des contrebeurs avaient dressé procès-verbal de toutes les infractions commises dans les centres Leclerc.

Après quoi l'administration va proposer à M. Leclerc une transaction : paiement d'une amende dont le montant peut atteindre la valeur des stocks de produits concernés par ce prix illicite. Si la transaction n'est pas acceptée, l'affaire sera transmise au parquet, qui pourra prononcer la confiscation des biens incriminés ou même la fermeture des établissements.

A la suite des déclarations de M. Leclerc sur le refus d'un per-

mis de construire pour l'extension de son centre de Brest, M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, a déclaré qu'il n'est actuellement pas d'aucun dossier relatif à l'extension d'un hypermarché Leclerc à Brest, la commission départementale d'urbanisme commercial (dont l'avis est préalable à toute intervention ministérielle) ne devant se prononcer sur cette affaire que le 24 août.

Après les réactions des organisations de pompiers, qui ont demandé « l'interdiction » du rabais et des conditions d'approvisionnement analogues à celles dont bénéficient les grandes surfaces, l'association « F.O. - Consommateur » a constaté que « l'offensive actuelle sur le prix de l'essence » (révélateur) l'importance de la marge de commercialisation d'un produit dont la distribution s'effectue avec un service de plus en plus réduit. L'opinion publique ne peut se satisfaire du fait que constitue la taxation : elle réclame une information correcte et une véritable remise en ordre de la commercialisation des produits pétroliers.

M. Chirac affirme qu'il n'est pas question d'une politique des revenus

« Il n'est pas question d'une politique des revenus », a déclaré le premier ministre, M. Jacques Chirac, le 18 juillet, à France-Inter.

Il n'est pas question non plus de remettre en cause la politique d'augmentation contractuelle du pouvoir d'achat des travailleurs, notamment de ceux qui sont les plus défavorisés et nous nous y sommes employés en particulier dans toutes les conventions avec des organisations professionnelles (Forces ouvrières, la C.F.T.C., les cadres) qui ont voulu les signer, notamment dans la fonction publique.

« Il est simplement question, a-t-il ajouté, d'avoir une action qui permette d'obtenir ce pouvoir d'achat à partir d'une moindre hausse des revenus et de ce moment où il achève de redonner au patronat la liberté de fixation des prix », conclut la C.F.D.T., rappelant son attachement à la libre discussion des salaires.

Les salaires. Il montre bien ainsi le sens qu'il veut donner à la « politique des revenus », au mieux une politique qui fige les situations relatives, au pire, et ce n'est pas exclu, un blocage général des salaires ; et cela se traduit par un achèvement de redonner au patronat la liberté de fixation des prix », conclut la C.F.D.T., rappelant son attachement à la libre discussion des salaires.

En Pologne

LES GREVISTES D'URSUS NE SONT PAS INCULPÉS DE SABOTAGE

Varsovie (A.F.P., A.P., Reuter). — La cour n'a pas retenu l'article 171 du code pénal polonais concernant le sabotage — contre les sept grévistes d'Ursus, dont le procès s'est ouvert vendredi 18 juillet devant le tribunal régional de Varsovie, a déclaré un porte-parole de l'agence officielle polonaise de presse Interpress.

Le porte-parole de l'agence, dont un journaliste suit le procès, a, en revanche, indiqué que les inculpés devaient répondre de détérioration d'installations de transport ou de communications, selon l'article 220, qui prévoit une peine minimale de cinq ans de prison. Ils plaident tous coupables.

L'acte d'accusation, a précisé le porte-parole, leur reproche « d'avoir, le 25 juin dernier, défilé des rails sur une ligne de chemin de fer, entraînant l'arrêt du trafic ferroviaire, provoqué la détérioration d'une locomotive électrique et menacé son conducteur ».

D'autre part, selon les habitants d'Ursus, d'autres personnes sont encore détenues. D'autres auraient été libérées.

Enfin, on apprend de source non confirmée qu'un autre procès de grévistes s'est ouvert à Radom, ville distante de 130 kilomètres de Varsovie, où les amendeurs de fin juin avaient fait deux morts. Les chefs d'inculpation seraient les mêmes qu'à Varsovie. Après les événements, certains grévistes auraient été libérés, d'autres présentés devant les conseils de discipline des tribunaux ouvriers. Les parents de jeunes gens surpris en train de piller auraient été contraints de rendre les articles volés.

CLINIQUE

DES CHARMETTES S.A.

Chemin de Mornex 10
CH 1003 Lesseigne/Suisse
Tél. (01) 41-21-20-41-31
Gynécologie et obstétrique
Hospitalisation médicale temporaire
Ouverte toute l'année.

(Publicité)

Lac de Neuchâtel - SUISSE

Je vends dans le village romantique d'Estavayer-le-Lac, un appartement de 3 pièces et cuisine, tout confort. Prix 128 000 FS. Je suis en possession de l'autorisation pour la vente aux étrangers.

Renseignements : J. RAEMY,
Place de la Gare 8 - CH - 1700 Fribourg/Suisse.

Une rame de métro prise d'assaut le 2 juillet

Un aussi long silence

Une rame de métro arrêtonnée, ses passagers rançonnés, dépouillés de leurs portefeuilles et de leurs sacs à main. Attaque de diligence, version 1976 : ce n'est plus à Paris-Chicago, mais à Paris-Paris-West. Un incroyable coup de main réalisé au cœur de la capitale, sur la ligne 4 du métropolitain, station Gare du Nord. Il y a plus étrange encore : tout cela est passé à 0 h 05, le vendredi 2 juillet. Il aura fallu qu'un « fidèle auditeur » use du « téléphone rouge » d'Europe 1 pour que l'affaire soit connue du public, quinze jours plus tard.

Un seul témoin, M. Marcel Baudry, conducteur de la rame délaquée, a décrit le déroulement de l'agression, s'étant arrêté à la gare du Nord et je m'apprêtais à partir, a-t-il raconté sur Europe 1. Deux voyageurs, qui étaient avec moi, ont été bousculés au moment où j'allais appuyer et m'ont coté contre la porte latérale de la rame. Ils m'ont dit : « Ne t'enferme pas... Il y a des coups qui arrivent en porte-toilets. Ça a duré environ deux à trois minutes. Ils sont alors descendus sur le quai et sont remontés dans le train. J'ai décroché le téléphone, j'ai dit que j'étais en danger par des voyageurs et (demandé) s'il n'y avait pas une patrouille de police dans le coin. Pendant que je roulais dans la gare du Nord et le parc de l'Est, j'entendais que ça courait dans les wagons et j'entendais quelques femmes qui criaient

comme quelqu'un qui a peur. Elles m'ont dit : « Fais libérer mes portes : il est descendu une quinzaine de gars. Il y avait surtout des touristes dans le métro, des Anglais. On leur a tout enlevé. Sur l'autre quai, il y avait nous, à pris le portefeuille. » Quand j'ai refermé mes portes au bruit, la plupart sont remontées dans le train. »

Aucune plainte

Interrogé dès que fut connu ce surprenant récit, la direction générale de la R.A.T.P. nous a affirmé que le conducteur n'avait aucune plainte. L'après-midi : « Nous ne sommes pas au courant. Il est bizarre que personne n'ait porté plainte, bizarre aussi que le conducteur n'ait rien dit. On ne peut pas en permanence relié par téléphone au poste de commande centralisée ».

Répondant à nos demandes de précision, le responsable du service de presse de la R.A.T.P. ajoutait : « Cette affaire nous tombe brutalement sur la tête, on ne peut rien faire. On sait qu'il y a eu un coup de main, mais on ne peut rien faire. On ne peut pas en permanence relié par téléphone au poste de commande centralisée ».

Répondant à nos demandes de précision, le responsable du service de presse de la R.A.T.P. ajoutait : « Cette affaire nous tombe brutalement sur la tête, on ne peut rien faire. On sait qu'il y a eu un coup de main, mais on ne peut rien faire. On ne peut pas en permanence relié par téléphone au poste de commande centralisée ».

La direction de la R.A.T.P. n'était pas seule à ignorer — ou feindre d'ignorer — ce racket, sans précédent. Le commissariat de police du quartier de la Gare, qui n'avait jamais été saisi de cette affaire ni par la R.A.T.P. ni sur une plainte de particuliers.

En fin d'après-midi, vendredi 16 juillet, les dirigeants des syndicats C.F.D.T. et F.O. de la Région assuraient « n'avoir jamais entendu parler de cette histoire » quand nous les avons joints pour connaître leurs réactions. Le syndicat autonome de ce côté, déclarait seulement à l'A.F.P. : « Ce n'est pas la première fois qu'une agression de ce type a lieu » et s'étonnait qu'aucune plainte n'ait été déposée par les victimes de l'agression.

En revanche, le syndicat C.G.T. de la R.A.T.P. confirmait que l'agression avait bien eu lieu et donnait d'importantes précisions sur les suites qui avaient été données. Selon ce syndicat, « M. Baudry aurait été convoqué, quatre jours après l'agression, par la direction, devant laquelle il aurait fait un rapport complet ».

La C.G.T. ajoute qu'un de ses délégués a évoqué les incidents du 2 juillet lors d'une réunion du comité central d'entreprise, le 8 juillet, dont l'ordre du jour comprenait les problèmes de sécurité. « La direction a-t-elle fait le mort », conclut la C.G.T.

S. M. Baudry a effectivement été entendu par ses supérieurs hiérarchiques, et le comité d'entreprise a de fait eu connaissance de l'agression du 2 juillet, le lendemain de la direction de la R.A.T.P. ne peut, en effet, manquer d'étonner. Mais on pourrait également remarquer qu'aucun syndicat — pas même la C.G.T. — ne semble-t-il, très au courant : n'ait songé à rompre le silence et à révéler plus tôt une affaire si inquiétante.

Pourtant, il est également manifeste que quelque surprise devant l'abandon de cette affaire, il n'y a eu sur les faits eux-mêmes si tôt qu'ils furent connus, alors qu'ils n'ont pour source qu'un seul et unique témoin ?

DOMINIQUE POUCHIN.

A Saint-Mandé (Val-de-Marne)

QUATRE CORPS SONT DECOUVERTS APRES L'INCENDIE D'UN APPARTEMENT

Quatre corps ont été découverts dans la soirée du 17 juillet à Saint-Mandé (Val-de-Marne) à l'intérieur d'un appartement qui venait d'être évacué par un incendie. Les victimes sont M. Daniel Capes, ancien officier du service technique des armées, sa femme, Madeleine — tous deux âgés de soixante-trois ans — leur fille, Claire, vingt et un ans, et un ami de celle-ci dont on ignore l'identité.

Selon les premières constatations faites par les enquêteurs, les corps de M. et Mme Capes portaient des traces de coups de couteau, notamment à la gorge. Un officier des sapeurs-pompiers a, d'autre part, indiqué que le feu s'était déclaré après la mort des victimes. S'il s'agit d'un assassinat, il semble que les policiers en ignorent encore les motifs et les circonstances exactes.

Le meurtre d'un Algérien à Creil. Deux hommes considérés comme les meurtriers du ressortissant algérien, qui, jeudi matin 15 juillet, a été maltriqué et jeté dans l'Oise, à Creil (Oise) (Le Monde du 17 juillet), ont été écroués vendredi après-midi à la maison d'arrêt de Compiègne et inculpés, l'un d'assassinat, l'autre de complicité d'assassinat.

Il s'agit de Gérard Bedault, quarante ans, demeurant à Epinay-sur-Seine, et de Claude Car-dot, trente-cinq ans, domicilié à Nogent-sur-Oise. Seul, ce dernier a reconnu les faits. Selon lui, il a tué M. Said Idris parce qu'il lui avait volé, après l'avoir trappé, une somme de 100 francs.

سكينة النور